

fonction publique



numéro 212

mars 2011

43^e année

paraît mensuellement

Broyer du noir ou relever les défis

Catastrophes naturelles et répressions brutales de mouvements révolutionnaires par des dictateurs cyniques à l'origine de ces explosions s'accumulent ces derniers temps, donnant froid dans le dos et répandant des sentiments d'anxiété, d'impuissance et de pessimisme face à un avenir de plus en plus incertain et menaçant.

Les séismes récents qui ont ravagé la Nouvelle Zélande et surtout le Japon, avec des milliers de morts, des dégâts faramineux et le danger bien réel d'une catastrophe nucléaire font poser inévitablement la question des risques du nucléaire en tant que source d'énergie ainsi que celle des alternatives, c'est-à-dire des sources d'énergie renouvelable.

Les révoltes en Tunisie, en Égypte et en Libye, puis dans d'autres pays arabes jettent une lumière crue sur l'inconscience et l'indifférence des dirigeants d'Europe face aux laissés-pour-compte des peuples de la Méditerranée méridionale. Elles illustrent avec force, une fois de plus, la faiblesse et l'indécision de l'Union Européenne face aux régimes d'oppression qu'elle utilise pour régler ses problèmes énergétiques et pour endiguer le flot des immigrants d'Afrique et du Proche-Orient qui veulent trouver leur place au soleil en Europe.

Pendant qu'on se disputait sur les mesures à prendre pour stabiliser l'Euro et soutenir les pays défaillants en matière d'endettement et d'équilibre budgétaire, les chars et les avions de combat de Gadhafi se sont acharnés à noyer dans le sang la révolution libyenne, comme en 1956 les chars de Khrouchtchev avaient écrasé la révolution hongroise, elle aussi déclenchée par la jeunesse, les étudiants en tête. Les responsables politiques européens réagirent d'abord par des protestations et des gesticulations publiques pour apaiser leur mauvaise conscience et par le gel des milliards du clan dictatorial, puis, après de longues hésitations, tergiversations et de palabres onusiens sans fin, ce fut enfin l'intervention des forces aériennes françaises, anglaises et américaines contre le bou-

cher de Tripoli qui dépasse encore en sans-gêne et nihilisme machiavélique feu son confrère Saddam Hussein. Et pourtant, les moyens militaires étaient disponibles depuis longtemps, Tripoli n'est pas le Kremlin et la Libye n'est pas l'Afghanistan ou l'Irak, mais elle se trouve face à nous, à la porte de l'Europe.

Au vu de ces situations d'exception où la vie, la liberté et l'avenir de peuples entiers et de leurs jeunes sont en jeu, nos problèmes nationaux, depuis le paquet fiscal et la reprise économique jusqu'à la réforme des retraites, en chantier, paraissent bien petits et mesquins et aucun parallèle sub specie mundi ne peut y être décemment établi. Cependant, ils ne sont pas moins réels et même si nous n'avons guère voix au chapitre quand il y va des problèmes mondiaux, nous avons bien des responsabilités quand le développement économique et la paix sociale de notre pays sont en jeu.

Le Luxembourg et la société luxembourgeoise sont devenus au cours de ces dernières décennies un véritable melting pot de populations qui, venant non seulement d'Europe mais du monde entier, doivent s'intégrer dans le tissu national pour devenir, avec la population de souche luxembourgeoise et celle déjà intégrée, une communauté qui génère comme il n'y en a pas d'autre pour le moment dans l'Europe des 27. Alors, sur le fond de ce défi unique en son genre, sur un arrière-fond de tensions et de crises monétaires et sociales au sein de l'UE, notre gouvernement – confronté aux conséquences incalculables de la révolte des peuples arabes, nos voisins méditerranéens, et sous la menace de potentielles catastrophes nucléaires – serait bien inspiré de décréter une pause, voire de faire marche arrière dans la mise en œuvre de ses multiples projets de réforme parfois précipités. En effet, ceux-ci ont en commun que leur effet cumulatif met à contribution principalement les classes moyennes et en ligne de mire les ressortissants de toute la Fonction publique au sens le plus large. Les coups assenés tous azimuts font très mal et risquent de



Bausparen – die „clevere Alternative“

Festzins über die gesamte Laufzeit

Nach der von EZB-Chef Jean-Claude Trichet in Aussicht gestellten Zinserhöhung im April gewinnt das Bausparen mit Festzins noch weiter an Attraktivität. Gerade für junge Paare, die sich eine neue Immobilie anschaffen möchten, können steigende Zinsen schnell zum Problem werden. Denn: Es sind nicht allein die hohen Kreditkosten, sondern auch die steigenden Anschaffungs- und Baupreise, die eine Finanzierung oftmals zum Scheitern bringen. Auch Immobilienbesitzer, die sich vor ein paar Monaten eine Immobilie angeschafft haben, stolpern womöglich über die nun eventuell kommenden Zinserhöhungen.

Wer sich für einen Bausparvertrag mit Festzins über die gesamte Laufzeit entscheidet, gehe jedenfalls kein finanzielles Abenteuer ein, unterstreicht in diesem Zusammenhang der für den öffentlichen Dienst zuständige BHW-Direktionsbeauftragter, Lothar Meyer, im Gespräch mit „fonction publique“ (siehe Seiten 20 und 21).

compromettre la paix sociale, facteur clef de la stabilité politique et partant de la croissance économique.

On est tenté de citer Cicéron «Jusqu'où vas-tu abuser de notre patience?» dans sa mise en garde à Catilina au soir de la République romaine. L'homme avisé et sage apprend les leçons de l'histoire et ne s'égare pas à poursuivre dans une course aveugle et folle, contre vents et marées, des objectifs utopiques et dangereux. Face aux grandes crises et catastrophes qui obscurcissent l'horizon international, nous pouvons bien nous passer d'y ajouter des confrontations et des crises faites maison qui ne manqueraient pas d'éclater si on essayait d'imposer des mesures qui relèvent d'un démantèlement social. Tout le monde peut se tromper, même un ou deux ministres. Il est toujours temps de corriger le tir. Mais comme le reconnaissent déjà les anciens: «Errare humanum est, in errore perseverare stultum, diabolicum.» Alors,

au lieu de vouloir trop embrasser en même temps, il vaudrait mieux écouter et examiner sans parti pris les arguments du partenaire social au lieu de les ignorer ou de les balayer simplement d'un revers de la main.

Ce qui est profondément affligeant et inquiétant en même temps, c'est de constater que des responsables politiques haut placés semblent emboîter le pas à certains médias CGFP-phages notoires dans leur campagne insensée et irresponsable qui, tout comme en 1998/99, risque de diviser le pays en deux camps hostiles au moment où nous pouvons le moins nous permettre un tel égarement.

Malgré cet environnement difficile et imprévisible, nous restons prêts à relever les défis qui nous attendent, ou bien pour reprendre le dialogue, ou bien pour nous battre.

Broyer du noir n'est pas dans nos habitudes.

Emile HAAG

fonction
publique

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

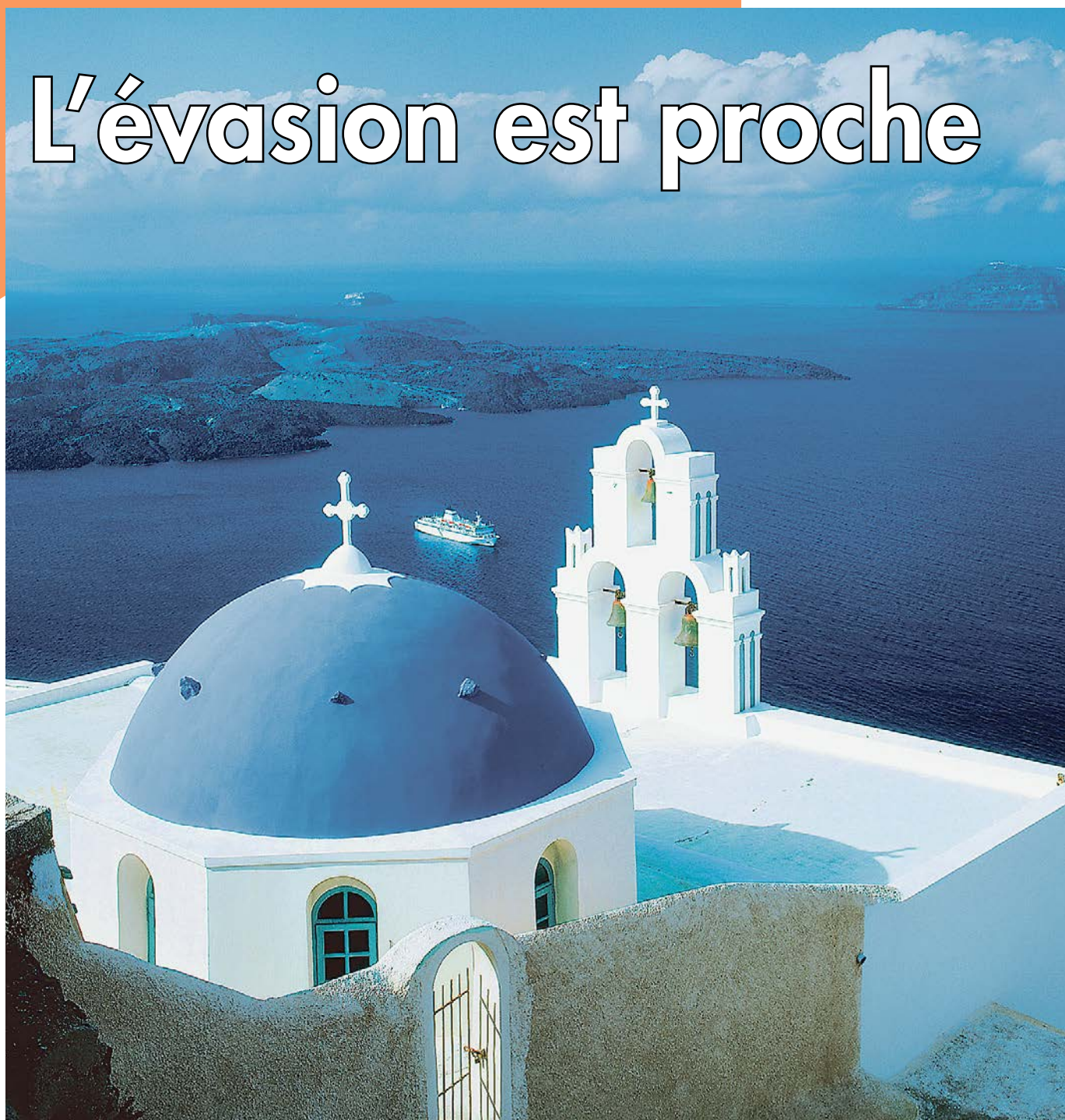
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141

L'évasion est proche



LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg

Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu

Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**

Die Gehälterrevision im Mittelpunkt

CGFP und FGFC ziehen an einem Strang

Die bevorstehende Gehälterrevision für den öffentlichen Dienst war am Montag, dem 14. März 2011, das Kernthema eines ausgedehnten Meinungsaustauschs zwischen den Führungsspitzen von CGFP und FGFC, der Gewerkschaft des Gemeindepersonals. Die beiden parteipolitisch neutralen Berufsorganisationen sind bekanntlich durch einen Kooperationsvertrag aus dem Jahre 2000 eng miteinander verbunden.

Bei dieser Gelegenheit wiesen CGFP und FGFC noch einmal mit Nachdruck auf die Dringlichkeit einer Gehälterrevision für den öffentlichen Dienst hin, sind seit der letzten Reform doch mehr als 25 Jahre vergangen.

Wie für die CGFP sind auch für die FGFC die beabsichtigte Herabsetzung der Einstiegsgehälter und das von Regierungssseite erwogene Bewertungssystem in seiner bislang bekannten Form die beiden Knackpunkte in der Vorlage. CGFP und FGFC lehnen den von Seiten der Politik vorgeschlagenen Bewertungsmechanismus zum einen aufgrund seiner enormen Komplexität ab. Zum anderen stimmen beide Parteien aber auch in der Auslegung überein, dass eine völlig objektive Bewertung schlicht unmöglich sei, dies insbesondere auf kommunaler Ebene, wo die Politik geradezu ins Tagesgeschäft eingebunden sei und die Gemeindebediensteten aufgrund der derzeitigen Bestimmungen sogar in einem direkten hierarchischen Verhältnis zu ihren Schöffenkollegien stünden.

CGFP und FGFC bedauern den Umstand, dass es in der öffentlichen Diskussion, insbesondere auch in regierungsnahen Blättern, immer wieder zu Verwechslungen zwischen den Begriffen „Leistungsprinzip“ und „Bewertungsmechanismus“ komme. Selbstverständlich stünden auch die CGFP und die FGFC für noch mehr Leistung in



ihren jeweiligen Sektoren ein. Dass der Dienst am Bürger oberstes Gebot bleiben müsse, stehe dabei außer Frage. Als verantwortungsbewusste Interessenvertretungen könne man allerdings keinem Bewertungsmechanismus zustimmen, der von vornherein zum Scheitern verurteilt sei. Stattdessen sollten Maßnahmen ins Auge gefasst werden, die darauf abzielten, auch künftig einen qualitativ hochwertigen Dienst am Bürger zu gewährleisten.

CGFP und FGFC sprachen sich einmal mehr gegen unberechtigten Sozialabbau aus. Dazu zähle auch die

beabsichtigte Herabsetzung der Einstiegsgehälter – eine Maßnahme, die jeder vernünftigen Grundlage entbehre. Gewarnt wurde noch einmal vor den negativen Auswirkungen einer solch fragwürdigen Entscheidung auf andere Sektoren. Hier gehe es schlicht und ergreifend um weitreichenden Sozialabbau, dem es mit allen gewerkschaftlichen Mitteln entgegenzutreten gelte.

Die Wohnungspolitik schließlich war ein weiteres zentrales Thema der Unterredung zwischen CGFP und FGFC. Gestellt wurde insbesondere die Frage nach der Ende 2010 von der Politik für

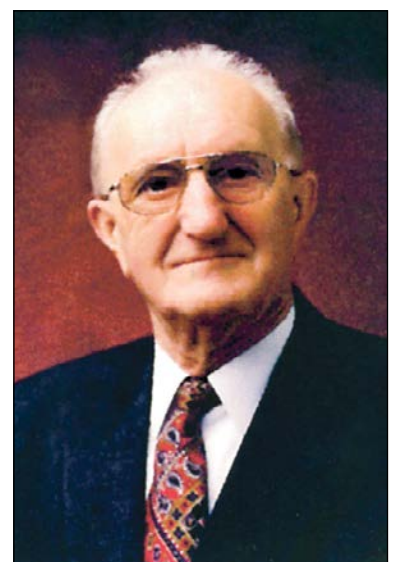
Anfang 2011 angekündigten „breiten Debatte“, zum einen, um die staatlichen Beihilfen auf ihre Zweckmäßigkeit zu prüfen, zum anderen aber auch, um die Thematik in ihrer Gesamtheit zu analysieren und die sich aufzwingenden Schlussfolgerungen im Sinne einer effizienteren Wohnungspolitik zu ziehen. Die zum selben Zeitpunkt in Aussicht gestellte Überarbeitung der gesetzlichen Bestimmungen hinsichtlich des „Béllegan Akt“ dürfe im Vergleich zur derzeitigen Gesetzgebung auf keinen Fall zu Verschlechterungen führen, hieß es.



- **parteipolitisch unabhängig**
- **ideologisch neutral**
- **repräsentativ**
- **dynamisch**
- **erfolgreich**
- **28 000 Mitglieder**

Ihre Berufsvertretung

In memoriam Léon Heinz



Le 25 février dernier, Monsieur Léon Heinz, Vice-Président et 1^{er} Vice-Président de la CGFP de 1978 à 1986 nous a quittés. En ces qualités et comme membre du Comité Fédéral et du Comité Exécutif, il avait pris une part active à l'action de la CGFP au cours de ces années mouvementées de lutte acharnée pour l'amélioration de la situation sociale des agents de l'Etat.

Monsieur Heinz, après les souffrances subies au cours de la Deuxième Guerre mondiale, avait rejoint le service de l'Etat, où il s'était distingué comme un fonctionnaire consciencieux, dévoué et serviable, mais aussi comme un représentant du personnel engagé et méritant. Par la suite M. Heinz a coopéré avec ar-

deur à la constitution et au développement de CGFP-Services, la structure prestataire de services sociaux aux membres, à laquelle il restait très attaché même à la retraite, comme collaborateur actif.

Léon Heinz a été un personnage attachant, un des plus fidèles parmi les fidèles. La CGFP qui perd en lui non seulement un compagnon, mais un ami, gardera du cher défunt un souvenir ému et indéfectible.

Beim Wort genommen!

Liebenswürdigkeiten aus der LW-Redaktion

„Denn eins machte der Minister unmissverständlich klar: Das Leistungssystem kommt, ob mit oder ohne den Segen der CGFP. Und auch die Anfangsgehälter der Staatsdiener sind nicht länger tabu. Und das ist auch gut so.“

Dani Schumacher, 21.12.2010

„Die Christlich-Sozialen versammeln sich in Walferdingen. (...) Uns fiel auf, dass die obere Etage der CGFP sehr gut bei diesem Neujahrsempfang vertreten war. Ein Einschüchterungsversuch? Eine Machtdemonstration? Ein Zeichen der Zuneigung? Wir schätzen, es war ein Höflichkeitsbesuch.“

Laurent Zeimet, 15.01.2011

„Der Bezirkskongress der CSJ Zentrum (...) sah in der Umsetzung wichtiger Strukturreformen, wie im Bereich (...) des öffentlichen Dienstes, die klaren politischen Prioritäten dieses Jahres (...) die CSV (...) müsse die vor den Wahlen

angekündigten, mutigen Vorhaben nun auch umsetzen.“

PiB, 03.02.2011

„Dass Generalsekretär Romain Wolff das Gesprächsangebot ausgeschlagen hat, kam nicht wirklich überraschend. Ein Aufmarsch wütender Staatsbeamter ist medienwirksamer als ein gesitteter Austausch von Argumenten.“

Joëlle Merges, 08.02.2011

„(...) droht die Kluft zum Privatsektor unüberwindbar zu werden. Unüberwindbar ist diese Kluft bereits, was die Einstiegsgehälter angeht, von denen die CGFP auch nichts abgeben will.“

Joëlle Merges, 08.02.2011

„Die ‚Zeitbombe‘, von der wir berichten, tickt (...) hier, bei uns, in Luxemburg, im öffentlichen Sektor, der sich ungerecht behandelt fühlt von denen, die regieren. (...)“

Es ist (...) kaum nachvollziehbar, warum beide Parteien – CGFP auf der einen, Regierung auf der anderen Seite – nicht miteinander ins Gespräch kommen. Der eine reicht dem anderen die Hand, dieser zeigt die kalte Schulter und beklagt sich dann, der andere wolle nicht mit ihm reden. Wo bleiben da Respekt, Verantwortungsgefühl und Verantwortlichkeit?“

Marc Glesener, 09.02.2011

„Man wolle den Versuch der CSV/LSAP-Koalition vereiteln, einen Keil zwischen die Beamten im öffentlichen Dienst und die Arbeitnehmer im Privatsektor zu treiben, hieß es bei der Protestkundgebung der CGFP. Frage: Wer treibt hier Keile zwischen wen? (...) Spalten tun diejenigen, die sich aus der gemeinsamen Verantwortung stehlen, Partikularinteressen den Vorrang geben und sich notwendigen Reformschritten verschließen.“

Marc Glesener, 09.02.2011

„So wird es für die beiden Minister nicht ganz einfach werden, einen Gesprächstermin für alle Vereinigungen zu finden, zumal während der Fastnachtsferien der eine oder andere Staatsbeamte außer Landes sein wird.“

Joëlle Merges, 09.02.2011

„Tag des Zorns. Die Staatsbeamten protestieren in einem feinen Hotel. Die Minister müssen draußen bleiben. So war das mit dem Dialog auch nicht gemeint.“

Laurent Zeimet, 12.02.2011

„Die Lehrerlobby hat wissen lassen, dass sie in den Karnevalsferien aus Termingründen nicht zur Verfügung steht. Der Après-Ski-Hüttenzauber geht vor.“

Laurent Zeimet, 12.02.2011



Breite Zustimmung für CGFP-Führung

Überzeugender Vertrauensbeweis der Basis

Die CGFP-Exekutive geht in ihrer gewerkschaftlichen Haltung gestärkt aus der CGFP-Vorstandskonferenz vom vergangenen 7. Februar hervor. Durch ihre massive Präsenz und ihre uneingeschränkte Zustimmung zu den CGFP-Forderungen brachten die CGFP-Fachverbände der CGFP-Führung einen großen Vertrauensbeweis entgegen. Bei der jüngsten CGFP-Vorstandskonferenz wurde aber noch eins deutlich, und zwar dass die CGFP-Mitgliedsorganisationen nicht länger gewillt sind, sich hinhalten zu lassen. Stattdessen sprachen sie sich entschieden für sofortige Einzelgespräche mit den zuständigen Regierungsmitgliedern aus, um so ihre sektoriellen Anliegen zum Ausdruck bringen zu können.

Der ablehnenden Haltung der CGFP-Führung hinsichtlich der Herabsetzung der Einstiegsgehälter und der Einführung eines äußerst dubiosen Bewertungssystems im öffentlichen Dienst stimmten die über 600

Delegierten der mehr als 60 CGFP-Fachverbände uneingeschränkt zu. Einmal mehr wurde davor gewarnt, dass eine Senkung der Anfangsgehälter beim Staat sehr schnell für allgemeine Gehälterverschlechterungen, insbesondere auch in der freien Wirtschaft, richtungsweisend sein könne. Letzten Endes gehe es nicht ausschließlich um eine Herabsetzung der Einstiegsgehälter, die in erster Linie Berufsanfänger treffe, sondern um Verschlechterungen, die sich auf die gesamte Laufbahn, im äußersten Falle sogar noch auf die später gezahlten Renten und Pensionen auswirken könnten. Dass die Anfangsgehälter beim Staat – wie die Regierungspresse schildert – über den in der Gehältertafel vorgesehenen Beträgen lägen, weist die CGFP-Exekutive entschieden zurück, fußen die heute gezahlten Gehälter doch auf einer eindeutigen gesetzlichen Grundlage, genauer gesagt auf Artikel 3 des Gehältergesetzes, die keine Abweichung erlaubt.

Was das nun vorgelegte Bewertungssystem betrifft, sieht sich die CGFP durch eine entsprechende, vom Beamtenminister gemachte Aussage in ihrer Haltung bestätigt, dass es sich dabei um ein äußerst aufwändiges und schwerfälliges System handle. Der Fraktionsvorsitzende der LSAP, immerhin einer Regierungspartei, habe die Sache jedenfalls richtig erkannt, indem er in diesem Zusammenhang von einem „bürokratischen Monster“ gesprochen habe. Auch die CGFP-Vorstandskonferenz hatte den Entwurf als „zu personalaufwändig, zu kostenintensiv und zu zeitaufwändig“ und insgesamt als subjektiv und arbiträr zurückgewiesen.

Bei ihrer jüngsten Zusammenkunft erneuerte die CGFP-Führung ihre Bereitschaft, einen konstruktiven Beitrag zu einer sinnvollen Reform der Stageszeit für Berufsanwärter zu leisten, genauso wie dies bereits aus der bei der jüngsten Vorstandskonferenz einstimmig angenommenen Entschlie-

ßung hervorgegangen sei. Zitat: „La CGFP exige une réforme en profondeur du stage, tant en ce qui concerne son contenu que pour ce qui est de sa forme et de ses objectifs“.

Dass der für den öffentlichen Dienst zuständige Ressortminister die CGFP-Fachverbände nun doch zu Einzelgesprächen empfangt, wird auf CGFP-Seite ausdrücklich begrüßt, auch wenn es für die CGFP-Führung viel früher zu diesem Sinneswandel hätte kommen müssen. Nach Darstellung der CGFP müsse die Gehälterreform „von unten nach oben“ durchgeführt werden, und daher wäre es nur normal gewesen, dass die CGFP-Mitgliedsorganisationen längst Gehör gefunden hätten, um so ihren konstruktiven Beitrag zur bevorstehenden Gehälterreform zu leisten.

Schließlich erwartet die CGFP, dass die prinzipiellen Fragen zur Gehälterreform erst dann im Regierungsrat behandelt werden, wenn diese Einzelgespräche beendet sind.

CGFP unterstützt Briefträgergewerkschaft

In Bezug auf die jüngsten, mehr als alarmierenden Nachrichten von Seiten der Briefträgergewerkschaft versichert die Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP dem Postpersonal ihre volle Unterstützung in seinem Kampf um die Wahrung der erworbenen Rechte, seines sozialen Besitzstandes und seiner Laufbahnperspektiven.

Wie in der Vergangenheit will sich die CGFP, gemeinsam mit ihrer sek-

toriellen Fachorganisation, auch in Zukunft stark machen, um einerseits jungen Berufsanwärtern weiterhin gesicherte und angemessene besoldete Berufschancen bei der Post zu gewährleisten, andererseits aber auch einen bestmöglichen Zustelldienst im Interesse der Bürgerinnen und Bürger des Landes sicherzustellen.

Genau wie die Briefträgergewerkschaft lehnt auch die CGFP die Umsetzung des Reformvorhabens in

seiner jetzigen Form ab. Es kann jedenfalls nicht angehen, dass der Universaldienst, d.h. das Bereitstellen von wichtiger Infrastruktur und wichtigen Dienstleistungen für die gesamte Bevölkerung zu einem angemessenen Preis, aufgrund einer völligen, rein profitorientierten Flexibilisierung der Arbeitsbedingungen auf einmal nicht mehr gewährleistet sei.

Das nun beabsichtigte Reformvorhaben wertet die CGFP als eine stufen-

weise Vernichtung der herkömmlichen Postdienste, die im Übrigen schon vor Jahren einsetzte und letztlich zu einer totalen Privatisierung führen soll.

Die CGFP jedenfalls bedauert die starre Haltung auf Ebene der Post-Direktion und sichert der Briefträgergewerkschaft ihre Unterstützung zu, damit die sozialen Errungenschaften gewahrt bleiben und wieder Ruhe, Berufssicherheit, Kontinuität und Vertrauen Einkehr halten.



S-net, Internet banking au plus haut niveau !



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. : (+352) 4015-1



Romain Wolff,
CGFP-General-
sekretär

CGFP: Spaltung der Gesellschaft verhindern

Noch vor der verheerenden Naturkatastrophe in Japan, die Tausende von Menschenleben gefordert und darüber hinaus die Welt verändert hat, war eins ersichtlich: Das Wirtschaftswachstum hat wieder angezogen, die Finanz- und Wirtschaftskrise scheint zum größten Teil überwunden und die Einnahmen des Staates haben sich, zu Beginn des Jahres 2011, auf Rekordhöhe eingependelt.

In Folge der Unruhen in Libyen erreichten die Erdölpreise fast täglich, von Experten als „reine psychologische Preissteigerung“ gewertet, neue Rekordmarken (das auf kurzfristige, satte Gewinne zielende Spekulantentum sprießt weiter, als hätte es nie eine Krise gegeben), die Inflation bewegt sich in Luxemburg um die 3,5%-Marke, die Kaufkraft der Bürger geht stetig, auch aufgrund der Sparmaßnahmen der Regierung, zurück und eine Erhöhung der Zinsen steht voraussichtlich schon im April auf der Tagesordnung der Europäischen Zentralbank, deren Präsident sich erst vor kurzem ganz nebenbei gegen künftige Lohnerhöhungen ausgesprochen hat.

All dies könnte recht schnell zu einer Überschuldung so mancher Haushalte führen, die bei historisch niedrigen Zinsen auch auf Grund der weiterhin exorbitanten Immobilienpreise (eine Ende letzten Jahres im Anschluss an die Ankündigung, auf Druck der CGFP, des Verzichts auf Verschlechterungen beim „bëllegen Akt“ von der Regierung in Aussicht gestellte, großangelegte Debatte über die Wohnungsproblematik scheint erneut in Vergessenheit geraten zu sein) in den letzten Jahren mit Unterstützung von einzelnen Bankinstituten bis an die oberste Grenze ihres Gehalts, oft auf die gesamte Lebenszeit, Verpflichtungen eingegangen sind, die keinen weiteren, finanziellen Spielraum zulassen. Dass es hier in besonderem Maße junge Menschen trifft, die dabei sind, sich eine Existenz aufzubauen, liegt auf der Hand. Darüber hinaus erwägt die Regierung ganz nebenbei, im Rahmen der vorgesehenen Gehälterreform, die Anfangsgehälter bei den im öffentlichen Dienst Beschäftigten zu kürzen.

Und wäre dies alles nicht schon genug, so werden bestimmte interessierte Kreise es nicht müde, alles daran zu setzen, unsere Gesellschaft gezielt in zwei (oder mehrere) Lager zu spalten und auf diese Art und Weise den Interessen aller Arbeitnehmer zu schaden.

Wird in einer solchen Situation eine Gewerkschaft wie die CGFP überhaupt noch gebraucht?

Eine Gewerkschaft ist, laut „Wikipedia“, ein Interessenverband von Arbeitnehmern und die gewerkschaftlichen Freiheiten gehören nicht von ungefähr gemäß Artikel 11 Punkt (4) der Luxemburger Verfassung vom 17. Oktober 1868 zu den verbrieften Grundrechten („... La loi garantit les libertés syndicales ...“).

Ziel und Aufgabe einer Gewerkschaft sind es, für sozialen Fortschritt zu sorgen, im Sinne der sie zu vertretenden Menschen sowie unserer gesamten Gesellschaft. Und die Finanzkrise hat es uns allen wieder deutlich vor Augen geführt: Jetzt und in Zukunft werden starke Gewerkschaften, wie die gradlinige CGFP eine ist, dringend gebraucht, damit die legitimen Rechte der Beschäftigten gewahrt bleiben und dem zu befürchtenden Sozialabbau, auch in der öffentlichen Funktion, mit voller Kraft entgegengewirkt wird.

Seit der Gründung der AGF, der „Association Générale des Fonctionnaires“, durch eine Handvoll Staatsbediensteter im Jahre 1909, bis heute hat sich trotz mancher Höhen und Tiefen, Erfolge und Rückschläge vieles auf sozialer und materieller Ebene verbessert, ganz besonders im Bereich der Arbeits- und Lebensbedingungen.

So darf nicht vergessen werden, dass eine der ersten bedeutenden Errungenschaften der AGF die Einführung im Jahre 1921 des Index-Mechanismus im öffentlichen Dienst war, der als Garant des sozialen Friedens und des Kaufkrafterhalts zum Wohle aller später nach und nach auf die anderen Sektoren ausgedehnt wurde und infolgedessen es überall zu einer automatischen Anpassung der Löhne, Gehälter, Renten und Pensionen an die Teuerung kam.

Ideologische Neutralität und die Überparteilichkeit waren stets Garant einer erfolgreichen Gewerkschaftsbewegung, die zwei Weltkriege überdauert und es dank ihres unermüdlichen und unnachgiebigen Einsatzes geschafft hat, wenn auch mit vierzigjähriger Verspätung auf die anderen Sektoren, dass es 1964 schließlich zur Schaffung der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten kam.

Nach einer überaus schwierigen Phase kam es dann 1967 zur Gründung der „Confédération Générale de la Fonction Publique“, der heutigen CGFP, der einzigen national repräsentativen Gewerkschaft im öffentlichen Dienst, die sich für die allgemeinen Interessen aller beim Staat Beschäftigten einsetzt. Dabei haben ihre Mandatsträger es stets verstanden, die Stärken der Vergangenheit nicht aus den Augen zu verlieren, ohne sich den gesellschaftlichen Veränderungen der Gegenwart zu verschließen.

StandPunkte

Die CGFP hat sich in den letzten Jahren stets auf nationaler Ebene, mit Nachdruck, eingesetzt:

- Gegen unberechtigten Sozialabbau infolge der Krise
- Gegen die Kürzung der Einstiegsgehälter beim Staat und ihre negative Auswirkung auf die Einkommen aller Arbeitnehmer
- Gegen Sonderopfer der öffentlichen Funktion
- Gegen zunehmende Privatisierungstendenzen
- Gegen sozialen Kahlschlag

sowie

- Für eine wohlverstandene und ausgewogene nationale Solidarität
- Für den Erhalt der Kaufkraft aller Arbeitnehmer
- Für die Beibehaltung der automatischen Anpassung der Löhne, Gehälter, Renten und Pensionen an die Teuerung
- Für den Erhalt des öffentlich-rechtlichen Statuts
- Für Allgemeinwohl statt Privatisierung
- Für den Erhalt sozialer Errungenschaften
- Für eine Verbesserung des Ansehens der öffentlich Bediensteten in der Gesellschaft
- Für Solidarität mit allen Arbeitnehmern und einer Krisenbewältigung ohne Sozialabbau auf dem Buckel der Beschäftigten
- Für eine hochwertige medizinische Betreuung
- Für eine wirksame Bekämpfung der Arbeitslosigkeit
- Für eine Abmilderung des letztjährigen Sparpakets der Regierung (z.B. wurde auf Einwirken der CGFP der „bëllegen Akt“ ausgeklammert)
- Für einen leistungsfähigen öffentlichen Dienst
- Für Reformen im öffentlichen Dienst im Sinne einer Verbesserung der Arbeitsbedingungen des Personals und, damit einhergehend, des Dienstes am Bürger
- Für allgemeinen sozialen Fortschritt

Und ein Weiteres sollte nicht vergessen werden: Das Engagement der CGFP reicht weit über die Landesgrenzen hinaus, was schon allein durch eigenständige Entwicklungshilfeprojekte wie jene im westafrikanischen Togo zur Genüge unter Beweis gestellt wird.

Eine optimal gegliederte und durch ihre Verhandlungsergebnisse und Erfahrungen gestärkte CGFP ist gut gewappnet, mit der ihr sicheren Unterstützung und Solidarität von Zehntausenden von Mitgliedern und getreu ihrer Prinzipien die sich momentan in der öffentlichen Funktion und darüber hinaus stellenden Probleme erfolgreich anzugehen. Erst jüngst, am 7. Februar, wurde der Beweis erneut erbracht, dass die Fachorganisationen voll und ganz hinter ihrem Dachverband, der CGFP, stehen und sich, falls notwendig, nicht scheuen, dies auch öffentlich kundzutun, um ihrer Position Nachdruck zu verleihen.

Zu allen Zeiten stellt ein wirksam arbeitender und gut funktionierender öffentlicher Dienst, genau so wie starke Gewerkschaften, im gleichen Maße ein absolutes Muss dar, dessen ist sich die CGFP voll bewusst, und dafür tritt sie ein. Sie leistet, zum Wohle aller Bürger und im Interesse des Landes, verantwortungsbewusste Gewerkschaftsarbeit und tritt dabei insbesondere für die professionellen und sozialen Anliegen aller öffentlich Bediensteten ein.

Aufgabe der CGFP ist und bleibt es, sich für die allgemeinen Interessen aller beim Staat Beschäftigten einzusetzen. Nach den auf Druck der CGFP zustande gekommenen Einzelgesprächen mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ministern muss weiterhin über spezifische, die jeweilige Laufbahn betreffende, sektorische Anliegen auch in Zukunft, mit unseren Fachorganisationen nicht nur, wie jetzt geschehen, diskutiert, sondern echt verhandelt werden. Das muss ein für alle Mal klar sein!

Die CGFP tritt für eine gute Leistung im öffentlichen Dienst und, damit einhergehend, einen optimalen Dienst am Bürger ein, und allein schon aus diesen Gründen wird sie sich nicht mit einem komplizierten, arbeitsaufwändigen, zuweilen kostspieligen, weil personalintensiven und von der Politik beeinflussbaren Bewertungssystem einverstanden erklären. Dieses gilt in gleichem Maße für die beabsichtigte Herabsetzung der Anfangsgehälter.

Gerade jetzt ist niemand sicher vor sozialem Abbau in Zeiten, in denen auf gewerkschaftlicher Ebene in langen Jahren hart Erstrittenen unter dem Deckmäntelchen der „Nachkrisenbewältigung“ Gefahr läuft, in Frage gestellt zu werden.

Aus all diesen Überlegungen heraus wird gerade jetzt, mehr denn je, eine gradlinige, national repräsentative, von politischen Parteien unabhängige, stets auf das Gemeinwohl bedachte Gewerkschaft, wie die CGFP eine ist, gebraucht.

Unverantwortliche, sozial gefährliche, rein auf Spaltung unserer Gesellschaft zielende Manöver dürfen nicht auf fruchtbaren Nährboden fallen. Denn sollte dies gelingen, würden alle Arbeitnehmer zu den Verlierern zählen.

Die CGFP wird dies nicht zulassen!

La CGFP et l'actualité européenne

Le Comité Exécutif de la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP a consacré sa réunion du 16 février 2011 aux problèmes européens. Il a entendu le rapport de ses délégués aux organes directeurs de la Confédération Européenne des Syndicats Indépendants (CESI) quant au dialogue social et quant à son action en faveur de la sauvegarde des intérêts des travailleurs au niveau européen et il a confirmé sa confiance et son soutien aux organes directeurs de la CESI.

Le Comité Exécutif CGFP s'est penché en outre à cette occasion sur l'actualité politique et sociale européenne, notamment à la suite des prétentions franco-allemandes en rapport avec leur conception d'un prétendu «gouvernement économique» et à leur «pacte de compétitivité».

Dans ce contexte, il a pris connaissance avec consternation et incompréhension de l'attaque du couple franco-allemand contre l'indexation des rémunérations lancée au récent sommet européen de Bruxelles. La CGFP tient à saluer la réaction de rejet immédiate et vigoureuse de notre Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker, qui a aussitôt écarté résolument et définitivement l'application de pareille proposition dans notre pays.

Ni la récente crise financière mondiale, ni la récession économique induite par celle-ci, ni le défaut de confiance dont continuent de souffrir divers gouvernements

européens n'ont été causés ou aggravés par l'indexation des rémunérations. Il est dès lors inadmissible de s'acharner sur les travailleurs et les retraités en leur imposant des mesures d'austérité unilatérales, tout en épargnant généreusement les bénéficiaires des agissements et exactions constatés. Il s'impose d'en finir avec le dumping social en Europe qu'on essaye de justifier par des arguments fallacieux de compétitivité internationale. Au contraire, toute harmonisation des conditions de travail et de rémunération, en vue d'une convergence des économies des pays membres, ne peut être réalisée que par un progrès social constant, en harmonie avec les possibilités concrètes des différentes économies européennes.

Le Comité Exécutif CGFP voudrait par ailleurs exprimer clairement son soutien total à l'attitude ferme et courageuse que le Ministre des Finances, M. Luc Frieden, a adopté dans la défense des intérêts de la place financière de Luxembourg, face aux attaques lancées contre celle-ci, notamment au sein du Conseil des ministres européen. Alors que l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) préconise l'information fiscale automatique entre États concernant les contribuables étrangers, formule reprise à son compte par l'UE, la «talentueuse» Allemagne et la «vertueuse» Grande-Bretagne négocient actuellement avec la Suisse des accords fiscaux bilatéraux qui maintiennent le sacro-saint secret bancaire helvétique en échange de l'imposition à la source de leurs ressortissants fraudeurs fiscaux. À propos de ces accords fiscaux particuliers, il doit être évident que les règles de concurrence au sein de l'UE n'admettent pas de discriminations entre places bancaires en Europe, notamment au détriment du Luxembourg. C'est dire que ce qui est admis pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne doit également valoir pour le Grand-Duché.

Reaktionen

Weder Wahrheit noch Recht

Mit den Überzeugungen einer Gewerkschaft wie denjenigen der CGFP, die jederzeit im Interesse der beim Staat Beschäftigten handelt, nicht in allen Fällen einverstanden zu sein, ist ein jedem sein gutes Recht, ganz besonders dann, wenn begründete, der Wahrheit entsprechende Argumente ins Feld geführt werden, anhand derer eine kritische, sachliche Auseinandersetzung möglich ist. Hierzu können auch Leserbriefe beitragen.

Ein abschreckendes, ja infames Beispiel, wie man es nicht tun sollte, ist u. a. der am 19. Februar im „Luxemburger Wort“ mit offensichtlichem Einverständnis der zuständigen Redaktion erschienene, dazu anonym, also feige verfasste Brief eines „besorgten Bürgers“, dem es vorrangig nicht um Wahrheit und Recht geht, sondern um das Säen von Neid und Zwietracht.

Wäre dies noch nicht besorgniserregend genug, so strotzt dieser von wem auch immer verfasste Brief nur so von Unwahrheiten, der Wirklichkeit widersprechenden Behauptungen eines Schreiberlings, dem ganz klar die Anliegen der jüngeren Generationen, also derjenigen jungen Menschen, die sich noch nicht im Arbeitsprozess befinden, völlig egal zu sein scheinen.

Dass auch laut einer rezenten, von internationalen Gremien erstellten Studie zwei Drittel der einheimischen Bevölkerung mit der Arbeit der Staatsbediensteten mehr als zufrieden sind, ihre Entlohnung laut bestehenden Gesetzestexten erfolgt, Vergleichsstudien der Öffentlichkeit vorliegen, all dies sind nur einige Aspekte, die besagtem „besorgten Bürger“, gewollt oder ungewollt, nicht bekannt zu sein scheinen.

Andere Punkte des Briefes zielen so weit unter die Gürtellinie, dass sie es nicht wert sind, überhaupt kommentiert zu werden. Genau wie in den 90er Jahren soll hier auf äußerst verwerfliche Art und Weise gezielt die Spaltung unserer Gesellschaft mit tatkräftiger Unterstützung eines Presseorgans, auf Kosten einer ganzen Berufsgruppe und ohne jede Rücksicht auf einen Großteil der eigenen Leserschaft betrieben werden, wohlwissend, dass alle auf dem Luxemburger Arbeitsmarkt Beschäftigten mehr oder weniger negativ von den beabsichtigten Anfangsgehaltskürzungen bei Staat, Gemeinden und assimilierten Sektoren betroffen sein werden. Gerade aus diesem Grund darf es nicht zu einer solchen Spaltung kommen.

Eine solche polemische Herangehensweise ist verurteilenswert, ein

starkes Stück, das von der CGFP im Sinne der Staatsbediensteten so nicht hingenommen werden kann.

Dass ausgerechnet eine Zeitung, die sich ernst nimmt und sich „für Wahrheit und Recht“ auf ihre Fahne schreibt, Beiträge, selbst wenn es sich um Leserbriefe handelt, blindlings abdruckt, ohne diese auf ihren Wahrheitsgehalt zu überprüfen, ist sehr bedenklich. Man sollte sich die Frage stellen, wie diese Handlungsweise mit den hohen ethischen Ansprüchen des „Luxemburger Wort“ in Einklang zu bringen ist.

Ein über das Verhalten eines Teils der hiesigen Presselandschaft mehr als besorgter Bürger,

Romain Wolff
CGFP-Generalsekretär

„Egoistische CGFP“?

In der Ausgabe vom 19. Februar 2011 des „Wort“ haben Sie, „besorgter Bürger“, unter obigem Titel, Ihrem Unmut Luft gemacht. Und ich bin sicher, es geht Ihnen nun besser!

Quasi ohne Luft zu holen, ist es Ihnen gelungen, nahezu sämtliche Vorurteile gegen die Staatsbeamten aufzuzählen. Somit reißen Sie sich in eine Linie mit einigen anderen Leserbriefschreibern ein. Ganz nach dem Motto „bis repetita placent“, wiederholen Sie die seit Jahren bestehenden, von interessierter Seite geschürten, pauschalen Vorurteile, ohne den Hauch einer Hinterfragung auch nur anzudeuten.

Sie sagen: „Ein Master erhält beim Staat normalerweise 4800 Euro, in Wirklichkeit erhält er aber 5300 Euro. Weshalb wird hier der Tarifvertrag nicht eingehalten?“ – Ich frage: Stimmt es überhaupt, dass jeder mit einem Master-Abschluss 5300 Euro beim Staat verdient? Brutto oder Netto? Und: Wenn der Tarifvertrag tatsächlich nicht eingehalten würde und die Regierung doch sparen will, wäre es dann nicht einfacher, sich an die (vermeintlich günstigeren) bestehenden Gesetze zu halten? Oder hat vielleicht doch alles seine Richtigkeit?

Sie sagen, man müsse den Beamten „500 Euro abhalten für die Unkündbarkeit“ und „dann wären der Privatsektor und der Staat gleich“ – Ich frage: Aus welchen statistisch erwiesenen Grundlagen heraus kommen Sie auf diese doch erstaunlich runde Zahl von 500 Euro? Und: Glauben Sie wirklich, dass im Privatsektor alle (nur) 4300 Euro verdienen, etwa Anwälte, Architekten, Ärzte, Ingenieure, Wirtschaftsprüfer, höhere Versicherungs- und Bankangestellte usw.?

Sie sagen, beim Staat habe niemand das Telefon vor 8.30 Uhr ab, danach seien alle Leitungen besetzt und nach 11.30 Uhr habe wiederum keiner mehr ab. – Ich frage: Könnten die Leitungen nicht deshalb so viel belegt sein, weil dort viele Leute anrufen, um Informationen bei den Beamten einzuholen? Und: Wenn die Öffnungszeiten bei Anwalt, Arzt, Werkstatt usw. z.B. morgens von 9 bis 12 Uhr festgesetzt sind, ist es dann unverständlich, dass außerhalb dieser Öffnungszeiten niemand mehr abhebt?

Sie sagen: „Die Arbeitsmoral beim Staat ist nicht sehr hoch einzuschätzen.“ – Ich frage: Woran misst man die Arbeitsmoral? Etwa an der Zahl der

behandelten Akten, ungeachtet jeden Komplikationsgrades, an der Summe der eingetribenen Steuern, an der Anzahl der ausgestellten Strafzettel, an der Länge bzw. Kürze eines Telefonats, an der Geschwindigkeit beim Tippen eines Briefes, ...?

Sie sagen, „wenn dann zwei Minister ein solches (Bewertungs-)System einführen wollen, dann haben sie wohl allen Grund dazu und möchten den Faulpelzen auf die Pelle rücken“ – Ich frage: Wieso sollte man einen Faulpelz mit einem vergleichsweise „lächerlichen“ Bewertungssystem bestrafen, wenn die Gesetzgebung doch schon in solchen Fällen „Ordres de justification“, Abmahnungen, Gehaltskürzungen usw. vorsieht? Oder soll damit nicht doch eher die politische Einflussnahme auf die Beamten verstärkt werden?

Sie sagen, dass alle Staatsbediensteten „Prunkbauten in Luxemburg errichten können“. – Ich frage: Hat denn jeder Staatsbeamte, also jeder Hausmeister, jeder Handwerker, jeder Erzieher, jeder „Expéditionnaire“, jeder „Rédacteur“ usw. überhaupt ein Eigenheim, noch dazu einen Prunkbau? Und sehen sich denn nicht auch

viele Staatsbeamte genötigt, jenseits unserer Grenzen zu ziehen oder hierzulande zur Miete zu wohnen?

Sie sagen: „Es wäre gut, wenn die Minister dem Volk eine Vergleichsstudie vorlegen würden.“ – Ich frage: Liegt denn nicht eine solche vor? Wird denn nicht wegen genau einer solchen Studie gestritten, weil sie unvollständig ist? Oder ist Ihnen vielleicht dieser Teil der Aktualität entgangen?

Meines Erachtens ist es Ihnen jedenfalls entgangen, die Polemik rund um die Staatsbeamten zu entschärfen. Wegen solcher Beiträge, welche nur dazu dienen, den Sozialneid zu schüren, brauchen die Staatsbeamten eine starke Gewerkschaft, die nicht dem Druck der Neider und deren Anstifter nachgibt, sondern sich resolut gegen eine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen zur Wehr setzt.

Ich habe keinen Zweifel daran, dass die CGFP auf die volle Unterstützung ihrer Mitglieder sowie auf das Verständnis der schweigenden Mehrheit zählen kann!

Abschliesslich verbleibe ich mit dem Sprichwort: „Bis repetita non placent!“

Jean Aimard

„Wort“-Redakteure werden nicht bewertet... ...oder vielleicht doch...?

„Die Beamten wollen sich nicht bewerten lassen“, titelte unlängst das „Luxemburger Wort“ mit Blick auf die ablehnende Haltung der CGFP bezüglich der Einführung eines äußerst komplizierten und in seiner Anwendung kaum objektiv umzusetzenden Bewertungssystems. „Im Privatsektor ist die Bewertung längst gang und gäbe, und dort, wo es ordentlich angewendet wird, hat sich das System auch bewährt“, hieß es zudem in einem im Bistumsblatt veröffentlichten Leitartikel.

Nun: Die „Wort“-Redaktion hat gut reden, werden ihre Redakteure doch seit Jahren nicht mehr „bewertet“. Einer der zahlreichen Generaldirektoren,

die sich in den vergangenen Jahren die Klinke in die Hand gaben, hatte es womöglich noch gut gemeint, ein solches System – im Übrigen gegen die Meinung der Personaldelegation und damit der gesamten Belegschaft – einführen zu wollen. Doch hatte er dabei glatt übersehen, dass derartige, vielleicht noch in dem ihm bestens bekannten Bankenmilieu funktionierende Praktiken zur Kränkung und Erniedrigung der Mitarbeiter in einem Handwerksbetrieb, sprich einer Druckerei kaum eine Chance hätten, auch wenn sich diese seit geraumer Zeit gerne als Medienkonzern sieht.

Und so geschah, was geschehen musste: Die Fragebögen landeten

nach Abgang besagten Generaldirektors mit „Bankenhintergrund“ ganz unten in einer Schublade und wurden weder von dessen Nachfolger noch vom Nachfolger des Nachfolgers wieder hervorgekramt. Und so schreiben die „Wort“-Redakteure und -Redakteurinnen wieder munter drauf los – und das ohne Rücksicht auf Verluste.

Obwohl: Dass „Wort“-Redakteure nicht bewertet würden, ist so nicht ganz richtig. Auch wenn seit Jahren schon keine interne Bewertung mehr stattfindet, gibt es noch immer die LW-Leser, die sich ihr Urteil bilden und auf diese Weise dennoch – zumindest indirekt – eine Bewertung vornehmen von dem, was ihnen tagtäglich aufgetischt

wird. Und dass es hierbei schon lange keine Bestnoten mehr gibt, scheint offensichtlich. Die Abonnementszahlen, die sich schon seit Jahren im freien Fall befinden, sprechen jedenfalls eine mehr als deutliche Sprache.

In diesem Sinne: Ad multos annos, liebe „Wort“-Redaktion!

C.W.

Anmerkung: Vorstehender Beitrag darf im LW reproduziert werden (mit Quellenangabe)

Reaktionen

Betrëfft: D'Hetzcampagne am LW géint d'Fonction publique

Monseigneur, Madame, Monsieur, Zanter méi wéi 50 Joer versichen ech, dee chrëschtliche Wee ze goen an och a ménger Foncioun als Schoulmeeschter menge Schüler déi Wäerter, déi an eiser Religioun zielen, ze vermëttelen: Respekt, Toleranz, Offenheet a Gerechtegkeet.

Awer wat en déi läscht Zäit muss liesen, wéi an Ärer Zeitung (déi jo emol fir „Wahrheit und Recht“ riicht stoung) op eng knaschteg, hannerhältteg Manéier via Leitartikel a Lieserbréifer versicht gëtt, eng ganz Klass vun eiser Bevëlkerung als Profiteuren an als „Joch der Nation“ ze diffaméieren, geet einfach ze wäit. Eng richteg Hexejuegd ass do gestart ginn (an do kennt d'Kiirch sech jo nach aus...). Ech hat wiirklech gehofft, déi Zäite wäeren définitiv passé...

Ech froe mech: Ass dat elo wiirklech alles, wat eise Klerus (dee jo och vum Stat bezuelt gëtt an ipso facto jo dann och zu de Profiteuren a Villebauer gehéiert...) am Numm vun eiser chrëschtlicher Religioun via séng (staatlech subventionnéiert) Press zu dësem sécher brisanten Thema ze bidden huet?

Kéng seriös Analyse, kee Wuert zu der Geschicht vun der ganzer Entwëcklung vun de Staatsbeamtegehälter, déi jo nom Enn vum éischte Weltkrich ugefaangen huet, keng verstänneg Proposition fir eng Léisung, ma emmer nëmme ferm drop lass....

Abee, wann dat alles ass, wat eis Kiirch via „Presse amie“ eis kann ubidden, da bleiwt engem jo als verständnege Mënsch keen anere Choix, ewéi séng Positionen ze iwwerdenken an

d'Kënnegung vum LW-Abonnement an den Austrëtt aus eiser Kiirch ze envisagéieren; dat ass jo elo modern gin no dene ville Skandalen, un denen „die heilige Mutter Kirche“ de Moment jo mol ferm idderst.

A gleewt mer es, esou ewéi ech denken nach vill aner Staatsbeamten, déi bis ewell nach emmer op der Sait vun der Kiirch (an der CSV) stoungen, ganz ofgesin dovunner, wat den LCGB wuel dozou seet...

Ech sinn dégoûtéiert, schummt lech, fir esou eng Hetztirad ze lancéieren!!

Wou ass de Courage vun de Responsablen aus eiser Kiirch, hei eppes ze ënnerhuelen? Oder hu si déi ganz Campagne do wëllentlech orchestréiert, fir nëmme dem ADR e

puer Stëmmen ofzegotzelen? A sot mer elo net, Dir hätt keen Afloss op d'redakcionell Gestaltung vum LW!

Maacht nëmme weider esou fréi no dem Schopenhauer: „Was fällt, stoß nach!“

Ma passt nëmme gut op, dass dee Schoss net no hanne lass geet, ewell da kënnt ee jo och mol déi Saach „Trennung vu Kiirch a Stat“ enner engem anere Bléckwénkel kucken a sech ganz staark dofir asetzen...

WOLFF Guy

(55, 32 Joer Schoulmeeschter mat enger Mini-Pai 1978 ugefaangen a 55 Joer bal all Sonndes an der Mass gewiescht...)

Das Luxemburger Wort, das Bistum und die Staatsbeamten

Längst vorbei sind die Zeiten, in denen im Bistumsblatt Objektives geschweige denn Positives über den öffentlichen Dienst und seine CGFP zu lesen war. In der Tat, seit immerhin drei Jahrzehnten sind die Staatsbediensteten und ihre Berufsorganisation die Zielscheibe unflätiger Übergriffe frustrierter Schreiberlinge im Sprachrohr des Erzbischofs, d.h. der katholischen Kirche Luxemburgs.

Es vergeht kaum ein Tag, ohne dass den öffentlich Bediensteten seitens der LW-Mitarbeiter und ihrer Spießgesellen nicht am Zeug geflickt und ihre sozialen Rechte nicht als Privilegien abgetan werden, die es abzubauen gelte. Dabei vergessen oder unterschlagen sie, dass sie selbst vom Staat, d.h. vom Steuerzahler via Pressehilfe besoldet werden aufgrund eines vorteilhaften Kollektivvertrages und eines offenen Laufbahnsystems der besonderen Art.

So haben sie sich stets gegen die angeblich überbevorteiligende Beamtenrechtsordnung gestellt, gegen die ausgehandelten Besoldungsanpassungen und -reformen gestänkert, gegen das öffentlich-rechtliche Pensionsregime angekämpft und zu diesem Zweck eigens die ADR-Raubkumtuppe gegründet, mit der sie gemeinsam jahrelang gegen die öffentliche Funktion mobilisiert und den Streit in die Luxemburger Gesellschaft getragen haben. Und heute stehen sie wieder wie damals in vorderster Reihe, um der CSV-Wahlaussage zur Senkung der Anfangsgehälter im Staatsdienst Beifall zu spenden.

Was sind die Beweggründe der verwerflichen Machenschaften dieser Presse-Desperados und derer, die sie bezeichnenderweise keinem Auslesewettbewerb oder Eignungstest für den öffentlichen Dienst stellten, und denen zu empfehlen wäre, sich vordringlichst ihrer persönlichen Probleme anzunehmen, bevor sie ihre eigenen Unzulänglichkeiten an den Staatsbeamten und -angestellten abreagieren?

Ja, was sind die Ursachen dieser Häme? Hat sich die CGFP, haben sich die Staatsbediensteten etwa gegenüber der katholischen Kirche unehrerbietig gezeigt, haben sie ihr Schaden zugefügt, Trennung von Kirche und Staat sowie die Abschaffung der staatlichen Unterstützung der Kirchen gefordert und sich dafür nicht entschuldigt?

Die CGFP jedenfalls ist sich keiner „Schuld“ bewusst. Im Gegenteil, sie setzt sich stets für religiösen Frieden und Toleranz ein, verteidigt nachdrücklich die sozialen Anliegen des Klerus, der Religionslehrerinnen und -lehrer, würdigt deren Tätigkeit im Interesse allgemeiner Wertevermittlung und lässt auch noch seit über 40 Jahren ihr Presseorgan in der Sankt-Paulus-Druckerei herstellen.

Im Gegenzug bedankt man sich kirchlicherseits, indem man den Exponenten der katholischen Presse gestattet, ihrer angeborenen Abneigung gegenüber der Staatsbeamtenschaft freien Lauf zu lassen, währenddem der Herr Erzbischof und sein Stab das unchristliche Treiben ihrer Schreiber stoisch ignorieren.

Dass sich damit viele aus dem öffentlichen Dienst stammende Abonnenten und Leser der Bistumspresse und viele selbstlose Mitarbeiter der Kirche auf den verschiedensten Ebenen ihrer Strukturen brüskiert und gedemütigt fühlen, scheint den obersten verantwortlichen Würdenträgern nicht vermittelbar zu sein. Aber dann braucht man sich höherenorts auch nicht zu wundern über die auf Zeit negativen Auswirkungen dieser erstaunlichen Verhaltensweise auf Einsatz- und Opferbereitschaft all dieser Enttäuschten.

P. Sch.

Gegen Vorurteile

Antwort auf den Leserbrief „Egoistische CGFP“ vom 19. Februar 2011 im LW

1. Ich selbst, Staatsbeamter mit fast 40 Jahren Berufserfahrung und Mitglied der CGFP, stellte beim Lesen dieses Artikels fest, dass es sich bei dem Schreiber nicht um einen besorgten, sondern um einen neidischen Bürger handelt.

2. Falls es stimmt, wie Minister Biltgen in der Radiosendung kundgab, dass ein junger Uni-Absolvent beim Staat 500 Euro mehr verdient, als die Lohnabelle dies vorsieht, müsste Minister Biltgen auch erklären, wie dies möglich ist. Der Staat resp. die Regierung ist der Arbeitgeber, nicht die CGFP.

3. Falls Sie, lieber Schreiber, eine staatliche Dienststelle telefonisch

anrufen und niemand abhebt oder zeitweise alle Leitungen besetzt sind, heißt das für mich, dass entweder die Verwaltung unterbesetzt ist oder während bestimmten Stunden überlastet ist, wegen Personalmangels. Verantwortlich für diese Missstände sind weder die CGFP noch der einzelne Staatsbeamte, sondern der zuständige Minister.

4. Lieber Schreiber, betreffend das Bewertungssystem kann ich nur sagen, dass ein solches System nie objektiv sein kann. Ein solches System, das mit einem hohen administrativen Aufwand betrieben werden muss, öffnet „A...Kriecherei“ und „Kopfnicker-Tür und Tor. Die Examen könnten dann abgeschafft werden und nur wer den Chefs genehm ist, wird befördert. Neid und Missgunst, wie manchmal

in der Privatwirtschaft, werden dann Einzug in den Staatsdienst halten. Ich glaube nicht, dass der mündige Luxemburger Bürger und Wähler sich einen solchen Staatsdienst wünscht.

5. Lieber Schreiber, Sie glauben, den Faulpelzen wird dann auf die Pelle gerückt. Ich behaupte genau das Gegenteil. Ein Faulpelz, der meistens nicht dumm ist, weiß sich anzupassen und wird seinem Chef in den A... kriechen. Hierfür wird er belohnt und befördert. Der arbeitsame Staatsdiener, der dem Chef nicht in den A... kriecht, wird nicht belohnt und auch nicht befördert.

6. Lieber Schreiber, betreffend Prunkbauten in Luxemburg glaube ich, dass Sie die falschen Leute ansprechen. Die meisten Staatsbeamten befinden sich in der unteren Laufbahn und verdienen nicht genug, um sich

Prunkbauten zu leisten. Die höheren Staatsbediensteten, die besser verdienen, verdienen jedoch nur einen Bruchteil von dem, was die Manager in der Privatwirtschaft verdienen und können sich auch keine Prunkbauten leisten.

7. Lieber Schreiber, in sämtlichen Punkten haben Sie sich an der Adresse geirrt. Es ist nicht die CGFP, die für diesen Schlamassel zuständig ist. Ich bin jedoch froh, dass der Staatsbeamte eine solche Berufsvertretung hat, die sich voll und ganz für die Rechte der Staatsbediensteten einsetzt.

8. Ich hoffe, lieber Schreiber, dass nicht viele Luxemburger Ihre Meinung teilen.

Ein besorgter Staatsbeamter

Das Märchen von den ruinösen Lohnkosten

Unsere Unternehmen seien international nicht wettbewerbsfähig wegen eines überhöhten Lohnniveaus hierzulande. Darum sei die Lohnindexierung eine Todesgefahr für die Zukunft unseres Landes, darum sei jeder weitere Sozialfortschritt einfach unerschwinglich, darum müssten auch die Gehälter im öffentlichen Dienst gesenkt werden, weil der Staat angeblich seit Jahren falsche Maßstäbe setzt. So die forschenden Thesen der Patronatssprecher. So auch das Echo aus dem Pressewald. So die Verlautbarungen einzelner Regierungsmitglieder. So die Sprüche vieler Parlamentarier. Die Fedil gibt hier den Ton vor und die Handwerkergilde stimmt mit ein. In der Öffent-

lichkeit werden die kecken Behauptungen der Bosse als wirtschaftliche Wahrheiten aufgenommen und sogleich zu wissenschaftlichen Erkenntnissen erhoben. Bei manchen Leuten mit Ehrgeiz gilt daher als eine medienwirksame, staatsmännische Pose, öffentlich über unsere verlorene Produktivität zu lamentieren.

Die Fakten aber sind ganz andere, denn die Lobbyisten servieren ihrem leichtgläubigen Publikum nur ein raffiniertes Cocktail aus Halbwahrheiten und Trugschlüssen mit grundfalschen Schlussfolgerungen. Dieses Gebräu aber wissen sie geschickt so aufzutischen, dass die Sonntagsredner und Politjournalisten ihren Gefallen daran finden.

Ja, wir haben in Luxemburg das höchste durchschnittliche Realeinkommen in Europa, was aber nicht daran liegt, dass die stündlichen Lohnkosten unserer Maurer, Fliesenleger und Anstreicher, unserer Schlosser, Mechatroniker und Taxifahrer, unserer Kellner, Verkäufer oder Kassierinnen höher wären als in Arlon, Trier und Metz. Denn das sind sie nämlich keineswegs.

Eine Erhebung von Eurostat aus dem Jahre 2008 hat ergeben, dass die stündlichen Personalkosten des Privatsektors in Frankreich bei 35,2 € und in Belgien bei 33,0 € lagen, in Luxemburg aber nur bei 31,3 €. In Deutschland – mit seinen 1-Euro-Jobs, dem Hartz-IV-Elend und der Kinderarmut und ohne Mindestlohn und Indexierung – wurden 28,9 € festgestellt, wobei aber die deutschen Brutto-Lohnkosten über den luxemburgischen liegen in der Industrie, beim Bau und im Handel, und lediglich im Finanz-, Gaststätten und Gesundheitsbereich niedriger sind als bei uns.

Auch die angeblich schnellere Lohnentwicklung in Luxemburg ist ein Produkt aus der Fabelwelt. Im Zeitraum von 2000 bis 2008, so haben die Experten von Eurostat festgehalten, sind die durchschnittlichen stündlichen Personalkosten in Luxemburg um +2,9% im Jahr angewachsen, in Belgien aber um +3,5% und in Frankreich um +4,9%. In Deutschland ließ das Schrumpfen der Reallöhne nur noch eine Nominalanpassung von +1,4% pro Jahr zu.

Wie vereinbaren sich die in Luxemburg festgestellten niedrigeren Brutto-Lohnkosten nun mit dem höheren Pro-Kopf-Einkommen unseres Landes? Letzteres ergibt sich unter anderem daraus, dass die Beschäftigten hierzulande mehr Arbeitsstunden in der Woche und im Jahr arbeiten als anderswo und dass bei uns einfach „mehr Netto vom Brutto“ übrig bleibt, weil unsere gesamten Lohnnebenkosten, also die Sozialabgaben und Steuern, viel niedriger sind als anderswo in Europa.

Verblüffende Fakten

In dem untenstehenden Schaubild wird im Einzelnen aufgezeigt, dass die durchschnittlichen Löhne in der Industrie, im Bau und im Handel – festgestellt auf der Ebene der stündlichen Gesamtkosten für den Faktor Arbeit – bei uns niedriger sind als im benachbarten Ausland, zum Teil sogar sehr deutlich niedriger. In der Industrie etwa kostete das Personal 2008 in Luxemburg 28 € pro Stunde, in Deutschland 33 € und in Belgien und Frankreich durchschnittlich 37 €. Im Handel standen bei uns 21 € zu Buche gegenüber 31 € in Belgien und Frankreich, im Bau ebenfalls 21 € gegenüber 29 € in Belgien und 32 € in Frankreich. Lediglich gegenüber Deutschland ist der Vorteil unserer Arbeitgeber etwas moderater.

Es ist vor allem auch so, dass sich in ganz Europa ein deutliches Lohngefälle zwischen den einzelnen Wirtschaftssektoren feststellen lässt, bei unsen Nachbarn genau wie bei uns.

So sind beispielsweise im Finanz und Versicherungssektor die Kosten pro Arbeitsstunde mehr als doppelt so hoch als in der Industrie, beim Bau, im Handel und in den Gaststätten. Und sogar im Finanzbereich sind die hiesigen Personalkosten pro Stunde niedriger als jene in Frankreich und Belgien, obschon unsere hochspezialisierten, internationalen Finanzdienstleistungen ja besser ausgebildete Fachkräfte erfordern als das übliche Spar- und Kreditgeschäft.

Wichtig ist, dass im „postindustriellen“ Luxemburg die Industrieproduktion nur noch 6% des Mehrwertes schafft gegenüber mehr als 20% in Deutschland. Der relative Anteil der Finanzdienstleistungen und anderer vergleichbarer Hochlohn-Sparten ist hingegen in unserer Wirtschaft ungleich höher als bei den Nachbarn, wobei er weiter unaufhaltsam in die Höhe steigt durch die anhaltende Einwanderung von Hochschulabsolventen aus ganz Europa.

Unser hohes Produktivitätsniveau und das überdurchschnittliche Wirtschaftswachstum sind vor allem demographisch bedingt, durch einen massiven „Brain drain“. Es ist der steigende Anteil an Hochqualifizierten, der das durchschnittliche Lohnniveau in Luxemburg anhebt, was aber keineswegs bedeutet, dass die Reallöhne in der Industrie, im Handel und im Bau im gleichen Rhythmus wachsen würden, so dass die betroffenen Betriebe daran zu ersticken drohen. Das ist lediglich ein Trugschluss, eine „Urban

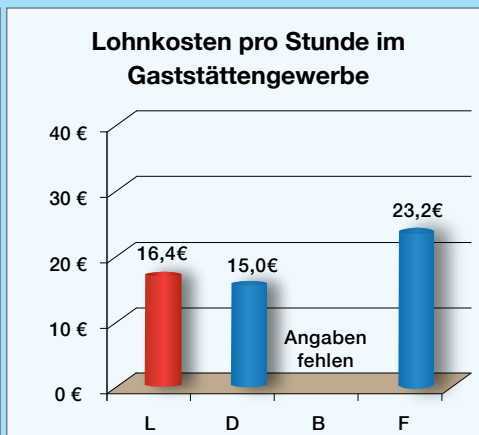
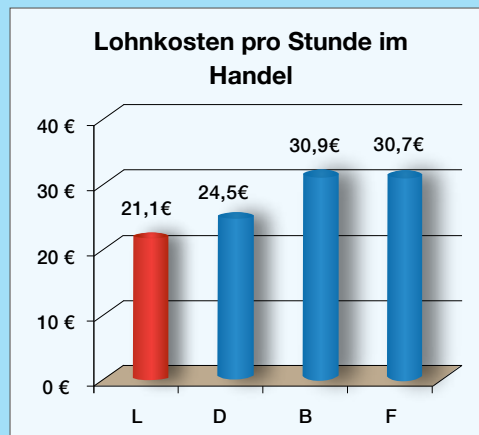
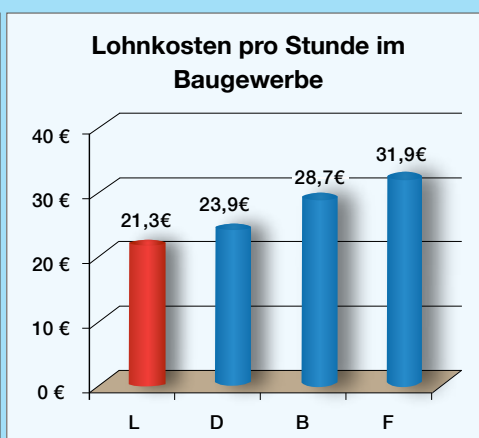
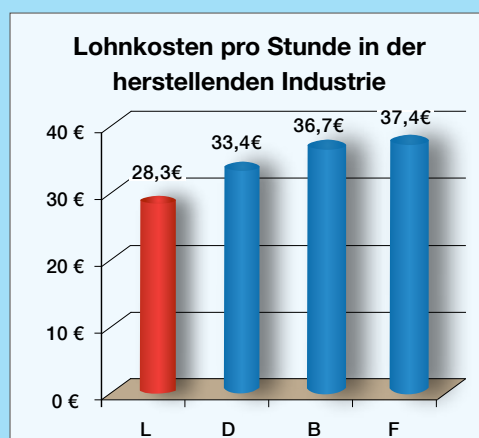
Legend“-Story der „Spinndoktoren“ aus der Patronatslobby.

Ohne gesetzlichen Mindestlohn und Lohnindexierung würden die Einkommen wohl real sinken, im Zeitalter von Leiharbeit und Kurzzeit-Arbeitsverträgen. Durch Lohnkürzungen aber wird kein Unternehmen produktiver, allenfalls profitabler für die Eigentümer. Der Fedil geht es hier offensichtlich um eine für die Unternehmer und Manager günstigere Aufteilung des Kuchens und erst in zweiter Linie um einen größeren Kuchen.

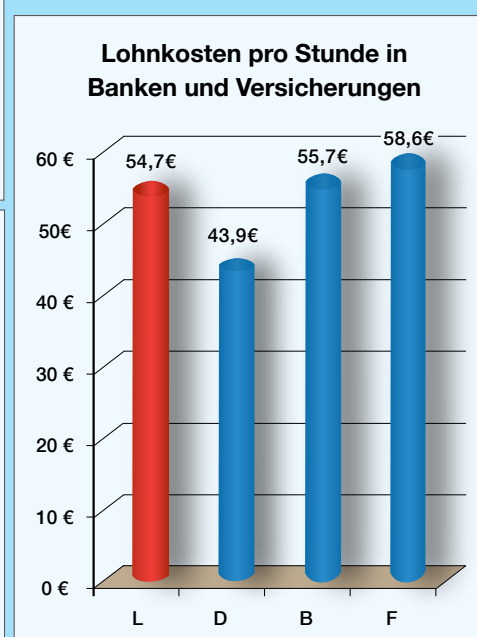
Offensichtliche Dynamik

Die derzeitige Globalisierung läuft ja durchaus darauf hinaus, dass auch produktive und rentable Produktionsstätten in Europa geschlossen werden, weil in Asien die Kuchen-Anteile deutlich patronatsgünstiger aufgeteilt werden. Aber selbst in dieser Beziehung ist die Luxemburger Situation eine besondere: Wir sind ja ein eindeutiger Globalisierungs-Gewinner, weil tagtäglich bereits weitere Unternehmen aus Europa und Übersee Tätigkeiten nach Luxemburg umsiedeln wegen des extrem günstigen Umfeldes für die Unternehmerschaft.

Was eigentlich bedeutet, dass es keiner Statistiken bedarf, um zu wissen, dass Luxemburg ein regelrechtes Firmenparadies geworden ist. Die auch weiterhin gesicherte Wettbewerbsfähigkeit unseres Standortes ist allein schon dadurch belegt, dass in den vergangenen 12 Monaten (Stand: Ende Januar) netto +8.546 zusätzliche



Vergleich der Unternehmer-Bruttokosten einschließlich der Patronatsbeiträge zu den Sozialversicherungen und anderer Personalkosten



Im Durchschnitt sind die Arbeitskräfte des Finanzplatzes viel kostspieliger als jene am Bau oder im Handel, weil bedeutend höhere Qualifikationen verlangt sind. Das Lohnniveau ist in Luxemburg höher, nicht weil die Maurer mehr kosten, sondern weil es mehr Banker gibt.

Zahlenquelle: Eurostat-Erhebung CMO 2008, zitiert in Statec-Studie Regards 2-2010

Arbeitsplätze geschaffen wurden, für 4.216 zusätzliche Grenzgänger und 4.330 (überwiegend neu eingewanderte) Gebietsansässige.

Für die letzten 10 Jahre beträgt der Job-Zuwachs +92.739 Einheiten. Die dreisten Patronats-Sprüche über die schrumpfende Produktivität und die mangelnde Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft stehen so offensichtlich in Widerspruch zur gelebten Realität unserer Attraktivität, dass ihre Weiterverbreitung in den Medien und im politischen Raum schon von einer schuldhaften Leichtgläubigkeit zeugt.

Natürlich hat das Großherzogtum ein sehr hohes Bruttoinlandsprodukt, und dem ist gut so. Das günstige Durchschnittseinkommen der Luxemburger aber schlägt auch deswegen nicht voll auf die unternehmerischen Personalkosten durch, weil hierzulande die Lohnnebenkosten viel günstiger sind als in allen Nachbarländern, weil (wie bereits betont) „mehr Netto vom Brutto“ übrig bleibt, dank niedrigerer Sozialbeiträge und Lohnsteuern. Die rein betrieblichen Lohnnebenkosten der Unternehmen, also im Wesentlichen die Patronatsbeiträge zum Sozialsystem betragen in Luxemburg nur 14% der gesamten Personalkosten, in Deutschland aber 22% und in Frankreich gar 34%.

Außerdem arbeiten bei uns die Belegschaften viel länger. Für Luxemburg hat eine Eurostat-Erhebung pro Jahr 1.790 geleistete Arbeitsstunden ermittelt, für Deutschland 1.650 Stunden, für Belgien 1.541 Stunden und für das „35-Stunden“-Paradies Frankreich sogar nur 1.418 Stunden. Damit liegt unsere durchschnittliche Arbeitszeit 8,5% über jener der Deutschen, 16,2% über jener der Belgier und 26,2% über jener der Franzosen.

Solche Tatsachen aber werden von den Lobbyisten unter den Teppich gekehrt. Lohnkosten stehen in engem Zusammenhang mit der entsprechenden Arbeitsleistung, so dass man die Personalkosten sinnvollerweise auf dem Niveau der geleisteten Arbeitsstunden analysieren und vergleichen sollte. Die vorherrschende Argumentation des Patronats, so wie sie ungeprüft übernommen werden von Leitartiklern, Leserbriefschreibern, Fraktionssprechern und Hinterbänkern, beruht auf einem Jonglieren mit nicht relevanten Zahlen, beruht somit auf billigen Taschenspielertricks.

In der Februar-Ausgabe von „fonction publique“ wurde bereits dargelegt, dass gemäß einer Studie des weltweiten, patronatseigenen „Conference Board“-Institutes unsere stündliche Arbeitsproduktivität jene aller europäischen Länder klar übertrifft, diejenige unserer drei direkten Nachbarn um 39% bis 52%, den EU-Durchschnitt sogar um 90%.

Interessierter Zweckpessimismus

Wenn wir in der Produktivitätsdebatte aber auf das hohe Brutto-sozialprodukt des Landes verweisen, so wird aus der Patronatsecke geantwortet, diese Zahlen seien verfälscht durch das Einbeziehen des Finanzplatzes, der nur künstlich hier angesiedelt sei und nichts aussagen würde über die Leistungskraft der realen Wirtschaft.

Wir hören nun schon seit über 40 Jahren von den interessierten Berufspessimisten, der Bankenplatz sei nur auf Sand gebaut. Er steht immer noch, wird aber weiterhin als eine Fata-Morgana hingestellt, die bei sämtlichen Überlegungen über Staatsfinanzen und Unternehmens-Produktivität unbedingt herauszurechnen sei, weil sie angeblich künstliche Verzerrungen in die Statistiken bringt.

Die Investmentfonds und Risiko-Finanzierer sind jedoch nicht fiktiv,

genauso wenig wie die Satellitenbetreiber, die Rückversicherer oder der Internethändler aus Übersee. Sie alle sind nicht nur rein statistisch in Luxemburg präsent, sondern sie zahlen sehr wohl Löhne und Mieten, Stromrechnungen und Steuern. Ist das keine reale Wirtschaft?

Sie sind durchaus in Betracht zu ziehen, wenn die volkswirtschaftliche Gesamtrechnung erstellt und das durchschnittliche Niveau unserer Leistungsfähigkeit ermittelt wird. Die gesamtwirtschaftliche Produktivität Luxemburgs steigt über Jahrzehnte hinweg, nicht weil in einigen Werks-hallen die Förderbänder schneller laufen, sondern weil die strategische Positionierung unserer Wirtschaft sich strukturell verbessert. Da werden unrentable Tätigkeiten durch produktivere ersetzt, da löst das Betreiben von Data-Center die Erzeugung von Faïencerie-Produkten ab, um es plastisch zu beschreiben.

Patronat gegen Fortschritt

Dass die industrielle Fertigung in Asien billiger läuft, mit Lohndumping, Kinder- und Sklavenarbeit und ohne Umwelt- und Sozialnormen, das ist natürlich nicht nur ein Problem für die Fedil. Es ist eine üble Konsequenz der exzessiven Globalisierung, ganz in der Logik der angeblichen Überlegenheit der Marktmechanismen, wie sie die Neokonservativen und Ultraliberalen uns predigen.

Politisch können wir Luxemburger an dieser fatalen Entwicklung wenig ändern. Der Wirtschaftsstandort Luxemburg aber kann sich im internationalen Wettbewerb an die veränderte Lage anpassen, indem er die Entwicklung der Absatzmärkte akzeptiert und seine Tätigkeiten ständig daran anpasst. Das aber verlangt auch, dass der Wirtschaftsminister nicht auf die Industriellen hört, wenn sie aus Profit-sucht verlangen, dass auch der letzte, marginale Betrieb mit allen Mitteln am Leben erhalten werden soll.

Durch Verzicht auf sozialen Fortschritt wird man keinen Wirtschaftszweig und kein Unternehmen halten können, die auf den Märkten nicht fundamental lebensfähig sind. Jede übermäßige Verhätschelung stemmt sich gegen den erforderlichen Strukturwandel. Wenn die Gewerkschaften auf einem kontinuierlichen, moderaten sozialen Fortschritt bestehen, dann erzeugen sie damit langfristig auch einen gewissen wirtschaftlichen Druck, der Unternehmen und Politik zu mehr nachhaltiger Produktivität zwingt.

Die Personalkosten der Luxemburger Industrie- und Handwerksbetriebe sind, wie gesagt, nicht deshalb höher, weil wir in diesem Land mehr Banker und Fondsverwalter haben als andere Länder, mehr Vermögensberater und Unternehmensjuristen, mehr Compliance Officers, Risk Manager und Head Hunter. Wer korrekte Lohnvergleiche anstellt, der kann nur feststellen, dass die Luxemburger Unternehmen generell gesprochen keine standortbedingten Nachteile haben.

Der Staat aber, der hochqualifiziertes und vielsprachiges Personal braucht, steht auf dem Arbeitsmarkt in direktem Wettbewerb mit den vielen expandierenden Hochlohn-Unternehmen. Deshalb darf im Interesse des Landes nicht auf die Märchenonkel der Fedil gehört werden. Alle scheinbar so produktivitätsbewussten Politiker sollten nicht länger die Interessen der Manager und Aktionäre über jene des Landes stellen.

X

Wohnungspolitik: Soziale Selektivität?

Verbesserte Wirtschaftsdaten, steigende Staatseinnahmen, daneben Unruhen in den nördlichen Ländern Afrikas, stetig steigende Ölpreise, hohe Inflation und weiterer Verlust an Kaufkraft, von der EZB angekündigte Leitzinserhöhung, geplante Herabsetzung der Anfangsgehälter im öffentlichen Dienst mit unweigerlichen Auswirkungen auf die gesamte Arbeitnehmerschaft, hohe Arbeitslosenrate trotz erweiterter Schaffung von Arbeitsplätzen, all dies beschäftigt die Menschen aus allen Teilen unserer Gesellschaft.

Immer mehr junge Leute, deren zukünftiges Wohl beständig in den Sonntagsreden so mancher Politiker im Mittelpunkt steht, stellen sich die berechnete Frage, in wieweit es ihnen noch möglich sein wird, ohne Finanzspritze, ohne Bürgschaft der Eltern, sich überhaupt noch eine Existenz aufbauen zu können.

Dass dem so ist, liegt vor allem an den immer noch exorbitanten Preisen auf dem Luxemburger Immobilienmarkt. Eine kurzfristige Beruhigung ist nicht in Sicht. Junge und weniger junge Generationen müssen sich heutzutage, für die gesamte Dauer ihres Lebens, beträchtlich verschulden, um überhaupt Besitzer eines bescheidenen Eigenheims zu werden. Zu welchen Bedingungen dies des Öfteren geschieht – siehe Eigenheimfinanzierung durch einige Bankinstitute, ohne ein minimales Eigenkapital – und zu welchen Auswirkungen dies in Zeiten von historisch niedrigen Zinsen führen kann – erhöhte Gefahr von Überschuldung im Falle ansteigender Zinsen – wird von den angehenden Besitzern einer Immobilie viel zu oft nichtwissentlich außer Acht gelassen. Eine gesicherte Familienplanung wird hierdurch immer schwieriger.

Gerade in diesem Moment sich anbahnender Zinserhöhungen und weiterem Kaufkraftverfall durch hohe Inflation und angedachtem sozialem Abbau bei den Löhnen der kommenden Generationen müsste auf Regierungsseite schnell und zielstrebig gehandelt werden, eine großangelegte Diskussion mit den Sozialpartnern über das Wie und Weshalb dieses Preisniveaus und den zu treffenden Maßnahmen müsste schon längst begonnen haben. Doch wo bleibt sie, die Ende letzten Jahres angekündigte und längst überfällige „breite Debatte“?

Wir erinnern uns: Das Sparmaßnahmenpaket der Regierung sah im Haushaltsentwurf für 2011 eingangs die „de facto“-Abschaffung des „Béllegen Akt“ beim Kauf einer schon bestehenden Wohnung vor. Unter Federführung der CGFP, die sich stets für soziale Gerechtigkeit und die Unterstützung junger Familien eingesetzt hat und dies auch in Zukunft tun wird, wurde diese, den Zugang zum Eigenheim „defavorisierende“ Maßnahme, die auch rein gar nichts mit einer sozialen und zukunftsorientierten Wohnungspolitik gemein hat, schließlich aus dem Paket herausgenommen. Bedenklich stimmte schon damals die Ankündigung von Regierungsseite, die Maßnahme würde nicht zurückgezogen, sondern überarbeitet werden. Und: Das Problem Wohnungsbau sollte in einer breiten Debatte Anfang 2011 erneut erörtert werden.

Nun, auch wenn es bis zum heutigen Zeitpunkt nicht zu einer solchen Debatte gekommen ist, so bleibt zu befürchten, dass die Ende 2010 angekündigte sogenannte Überarbeitung des „Béllegen Akt“ zu einer Verschlechterung der jetzigen Gesetzgebung der Enregistrementgebühren beim Erwerb einer dezenten Wohnung zu Eigennutzungszwecken missbraucht werden könnte.

Unser damaliger Finanzminister Jean-Claude Juncker sagte ganz treffend bei den Parlamentsdebatten um die Einführung des Steuerkredits im Jahre 2002 Folgendes: *„(durch des Mossnahmen an aanerer) gett et keng Ur-saach méi, fir dass Bauen zu Lëtzebuerg eng Aktivitéit gétt vu Leit, déi sech wierklech bal musse veraarme, fir nach kënnen zu Lëtzebuerg vun engem elementare Mënscherecht Gebrauch ze maachen, dat heescht fir en Daach iwwert dem Kapp ze hunn“*.

Erhärtet wird diese Aussage noch durch die Schlussfolgerung im „exposé des motifs“ zu besagter Gesetzesvorlage: *„Si le projet a le mérite de procéder à une simplification extrême de l’allocation du bénéfice fiscal en matière d’enregistrement, il repose également sur des considérations d’égalité du citoyen devant la loi fiscale“*.

Dies darf auf keinen Fall geschehen, würde eine solche Maßnahme doch all jene Jugendlichen aus den unteren und mittleren Gesellschaftsschichten treffen, also all jene, die sich allein durch Job und Gehalt eine Existenz erarbeiten müssen, bevor sie überhaupt an den Erwerb eines Eigenheims denken können und sich dann, noch viel mehr als momentan schon üblich, im nahen Grenzgebiet umsehen müssen, um sich diesen Wunsch auch nur ansatzweise erfüllen zu können.

Nur zum Vergleich: Was Neubauten anbelangt, so werden laut großherzoglichem Reglement vom 30. Juli 2002 Mehrwertsteuer-Vergünstigungen beim Ankauf (Steuervorteil bis 60.000.- € pro Wohnung) gewährt, damals begründet mit der Absicht der Regierung, neuen, zusätzlichen Wohnraum zu schaffen. Durch diese Maßnahme verzichtete der Staat freiwillig auf zusätzliche Steuereinnahmen durch die Anwendung des superermäßigten Steuersatzes von 3%, Maßnahme, die bei ihrer Einführung trotzdem nicht zu billigeren Immobilienpreisen geführt hat (wieso überhaupt nicht?). Diese Vergünstigung gilt pro Anschaffung einer Wohnung zu eigenen Haupt-Wohnzwecken, jedoch auch im Falle der Anschaffung einer zweiten oder dritten Wohnung durch den selben, zahlungskräftigen Ankäufer, falls die nachfolgende Vermietung an jemanden erfolgt, der das angemietete Objekt wiederum zu Haupt-Wohnzwecken nutzt.

Eines ist jedenfalls augenscheinlich: Im Gegensatz zu den angesprochenen Mehrwertsteuervergünstigungen, die auch beim Ankauf einer Vielzahl von Objekten immer wieder, pro Wohnung, gewährt werden, ohne dass eine Eigennutzung Grundvoraussetzung wäre, besitzt die heutige Gesetzgebung den „Béllegen Akt“ betreffend ganz ohne Zweifel einen sozialen Charakter.

Und aus diesem Grund der sozialen Selektivität darf auch in Zukunft nicht an ihr gerüttelt werden!

Romain WOLFF
CGFP-Generalsekretär

Luxemburg als Zielscheibe von Neid und Missgunst

Der Finanzplatz-Minister verdient volle Unterstützung

Der internationale Finanzplatz Luxemburg hat die Ende 2008 hereingebrochene Bankenkrise unerwartet gut überstanden. Alle Probleme hiesiger Finanzinstitute waren importiert: Luxemburger „Banktöchter“ büßten für die Sünden ihrer isländischen, belgischen und deutschen „Mütter“.

Wohl kommt es nun nachträglich noch zu einer Flurbereinigung einiger Sektoren der Bankenlandschaft, vor allem bei deutschen Instituten, punktuell auch mit Sozialplänen und Entlassungen, mit Fusionen, Übernahmen und Schließungen. Einige internationale Bankengruppen krempeln nämlich ihr Geschäftskonzept um oder müssen (zum Teil seltsame) Auflagen der EU-Kommission umsetzen.

Bei den von der CSSF überwachten Instituten wächst die Beschäftigtenzahl seit dem 2. Trimester 2010 wieder. Im 2. Semester wuchs sie um +558 Personen, nach dem leichten Rückgang des 1. Halbjahres (19) und in starkem Kontrast zum Minus von 983 für 2009. Vor allem aber ist unser Finanzplatz, nach Meinung der meisten internationalen Fachleute, heute besser aufgestellt als vor der Krise, besser ebenfalls als die meisten seiner direkten Konkurrenten.

Teilbereiche des eigentlichen Bankgeschäftes befinden sich „in Konsolidierung“, was konkret heißt, dass sie real schrumpfen: Die meisten nichtbankären Finanztätigkeiten aber befinden sich auf Expansionskurs, allen voran, neben den Lebensversicherern, die sogenannte „Fondsindustrie“.

Die Fonds haben alle Netto-Geldabflüsse und die vorübergehenden Bewertungsrückgänge längst ausgeglichen; sie verzeichnen nun Rekordzahlen und weiten ihren Marktanteil in Europa aus. Hier zählt sich die enorme Arbeit aus, die in den letzten Jahren sowohl amtlicherseits als auch durch die Unternehmen und ihren Verband ALFI geleistet wurde, um das regulatorische Umfeld zu optimieren, die Produktpalette zu verbreitern sowie den internationalen Kundenkreis auszuweiten.

Nach den gängigen Fonds „mit EU-Pass“ (UCITS bzw. OPCVM) wurden mit den spezifisch luxemburgischen „Sonderfonds“ (SIF oder FIS) ein sehr erfolgreiches zweites Markenprodukt geschaffen. Die jüngsten Neuerungen im EU-Recht wurden zum Teil vorweggenommen und können nun optimal genutzt werden, weil Luxemburg die Richtlinien bereits umgesetzt hat, vor all seinen Konkurrenten. Inzwischen verzeichnet man bei den alternativen Anlagen eine Zuwanderung bestehender Fonds aus Richtung Bermudas und Bahamas.

Die bitteren Früchte des Erfolgs

Eigentlich ist es dieser offensichtliche Erfolg unserer Metropole, der uns nun Ärger bringt. Wir sind nämlich vor allem in der Schusslinie von garstigen Konkurrenten, von Neidern jeder Art sowie von erfolglosen ausländischen Politikern, die ihren Medien ständig Sündenböcke vorführen müssen, um von den eigenen budgetären Verfehlungen abzulenken. Ihre Stimmen gesellen sich zu jenen der üblichen Stammtisch-Populisten und der französischen Senatoren, die alljährlich einen neuen Bericht vorstellen, in dem wir als Steuerparadies und als Fluchtborg für ihre steuerunehrlichen Landsleute erscheinen.

Auch angesehene Presseorgane der Finanzwelt sind dankbar für negative Schlagzeilen über unseren Finanzplatz. Da stürzt ein libyscher Gaddafi und sogleich verkündet eine deutsche Nachrichtenagentur urbi et orbi, ein



Schmutzkampagne gegen Luxemburg: Bei Clearstream gibt es keine Vermögenskonten für Privatpersonen, sogar nicht für französische Politiker. Wovon jeder sich binnen Minuten überzeugen kann, beschäftigte die französischen Geheimdienste über zwei Jahre. Der Lügenjournalist mit den falschen Kundenlisten wurde in letzter Instanz freigesprochen, und für die Pariser Medien bleiben wir das Paradies der Geld-Waschmaschinen.

österreichisches Magazin habe in einer ausführlichen Untersuchung festgestellt, die Schaltzentrale von Gaddafis Finanzen befinde sich in Luxemburg. Wer jedoch die angegebene Quelle überprüft, stellt verblüfft fest, dass dieser Bericht Luxemburg mit keinem Wort erwähnt.

Es arrangiert eben Paris, London, Berlin und andere, wenn Luxemburg im Kreuzfeuer der Kritik steht. Die internationalen Finanzgeschäfte sind eine garstige Angelegenheit, denn es geht um viel Geld. Wirksame Verleumdung aber ist nur eine Frage des Geldes.

Der Mann an vorderster Front

Die ständigen öffentlichen Attacken via Presse sind zwar ärgerlich; viel gefährlicher jedoch sind die vielfältigen institutionellen Angriffe auf den unterschiedlichen internationalen Bühnen, seitens der EU-Kommission und im EU-Ministerrat, oder bei der Pariser OECD und der Anti-Geldwäsche-Agentur GAFI, beide unter der Fuchtel der G8-bis G20-Großmächte. Hier ist es unser Finanzplatz-Minister, der ständig im Scheinwerferlicht steht und alle unfairen Tiefschläge einstecken muss.

Sein Geschick als Krisenmanager konnte Frieden 2008 überzeugend unter Beweis stellen, als es urplötzlich in der Finanz- und Bankenwelt krachte. Die Turbulenzen um Fortis und Dexia wurden auf Luxemburger Seite jeweils übers Wochenende gelöst, und das Ergebnis am Montag allerseits für gut befunden. Anderswo, etwa in Belgien und Deutschland, gab es beim Krisenmanagement viel politisches Hickhack über einen längeren Zeitraum, was die Lage verschärfte und die Rechnung verteuerte.

Im Endergebnis brauchte unser Staat keine Subventionen zu tragen, weil er liquide Mittel nur im Gegenzug zum Erwerb von Finanzaktiva einbrachte und eine Bürgschaft gegen Bezahlung stellte. Obschon die Staatsschuld dabei scheinbar zunahm, kostete diese Bankenrettung den Steuerzahler nichts, wie von Frieden sofort betont.

Andere Regierungen haben ihre Staatsfinanzen an den Rand des Ruins getrieben. Unsere Lage war wohl eine andere als jene der Isländer, Irländer oder Griechen, doch ohne schnelles, mutiges und kluges Agieren und ohne eine sichere Hand wären wir kaum so ungeschoren davongekommen.

Der offizielle Verteidiger unseres Finanzplatzes geht schwierige Situationen

mit kühlem Kopf an und lässt sich nicht beeindrucken von der Überzahl seiner Gegner oder der Isolation und scheinbaren Aussichtslosigkeit unserer Positionen. Dabei ist beim Pokern um Bankheimnis und internationale Steuerregeln der Einsatz für das Land sehr erheblich, denn unsere Gegenspieler zielen auf die Abschaffung wesentlicher Standortvorteile Luxemburgs.

Der Erfolg zielstrebigem Wirkens

Unsere ertragreichsten Tätigkeiten sind das Ergebnis einer klugen „Nischenpolitik“. Diese beruht auf dem Aufspüren neuer internationaler Marktchancen und der Schaffung und Weiterentwicklung günstiger Standortbedingungen in diesen Bereichen, Ausnutzung unserer gesetzgeberischen und regulatorischen Möglichkeiten als souveräner Staat.

Was nämlich in der politischen Debatte und im Sozialdialog in diesem Land allzu oft verdrängt wird, ist die Tatsache, dass der Aufschwung unserer Wirtschaft in den letzten Jahrzehnten einem fundamentalen Strukturwandel geschuldet ist, der auf Impulsen des Staates beruht und nicht auf einer Dynamik der ansässigen Unternehmer.

Seit mindestens 30 Jahren kommt unser Fortschritt eindeutig nicht von der Fedil und den Erben der Stahlbarone, denn im Industriebereich bringt die Globalisierung vor allem eine Produktionsverlagerung in ferne Billiglohnländer. Dass Luxemburg dennoch als ein Gewinner des europäischen und planetaren Wettbewerbs hervorrangt, verdanken wir der Förderung von grenzüberschreitenden Dienstleistungen.

Es waren besonnene und weitsichtige Politiker, die unter Mitwirkung einer tüchtigen Verwaltung den Finanzplatz entstehen, sich entwickeln und sich diversifizieren ließen. Und in der Folge haben leistungsfähige Staatsdiener für unser Land einträgliche Parkplätze im Weltall nebst Fernmeldefrequenzen eintragen lassen, in der ganzen Welt Landrechte für interkontinentale Flugrouten ausgehandelt, eine Luxemburger Hochseeflagge gehisst, ein weltumspannendes Netz von Doppelbesteuerungsabkommen gesponnen und die führenden US-Unternehmen des elektronischen Handels nach Luxemburg gelockt, um sie nun mit hohen staatlichen Infrastruktur-Investitionen hier festzuhalten.

Es sind die stetigen Verbesserungen der hiesigen wirtschaftlichen Standort-

bedingungen, die ausländische Investoren und Innovatoren anlocken. Die Finanz-, Kommunikations-, Verwaltungs- und Handelsmetropole Luxemburg ist mithin in erster Linie ein Resultat kontinuierlicher Anstrengungen unseres Regierungs- und Verwaltungsapparates. Darum verdient der öffentliche Dienst keine Verunglimpfung durch unproduktive Lobbyisten.

Unsere lokalen Kapitalisten dagegen spüren eindeutig keine besonderen Verpflichtungen hinsichtlich ihrer Heimat. Sie verspüren keine Hemmungen gegenüber „Delokalisierungen“ und legen ihr Vermögen zu höchstmöglichen Renditen weltweit an. Als die Handelskammer vor einiger Zeit einen sogenannten „Sovereign Fund“ für Luxemburg in Vorschlag brachte, sollte sogar dieser seine öffentlichen Mittel global anlegen, statt sie in die Zukunft Luxemburgs, in hiesige Arbeitsplätze, in Lebensqualität oder den Wirtschaftsstandort zu investieren. So pervers rasonieren die Shareholder und ihre Manager inzwischen.

Die Finanzfestung unter Dauerbeschuss

Das Problem, mit dem Luxemburg heute konfrontiert ist, besteht darin, dass die vorhin erläuterten Erfolge der Luxemburger Wirtschafts- und Standortpolitik während der letzten Jahrzehnte nicht ewig unbemerkt bleiben konnten. Unsere Strategie ist nun in das Fadenkreuz der europäischen und interkontinentalen Harmonisierungsmaschinerie geraten. Die Konkurrenten schießen sich ein auf das Gibraltar des Nordens.

Die hehren Absichten, die unsere großen Nachbarn und ihre Verbündeten ins Schaufenster stellten, sind wenig glaubhaft. Es geht hier in erster Linie um Protektionismus. Die Londoner City ist das größte Steuerparadies der Welt, gefolgt von den USA auf Grund der Gesetzgebung und Praxis des US-Bundesstaates Delaware. Sie stehen auf keiner Paradiesliste.

Auch nicht auf der „schwarzen“, sondern lediglich auf der „grauen“ Liste figurieren die Britischen Jungferninseln, mit 620.000 eingetragenen Gesellschaften Heimat für 47% aller Firmen dieser Erde. Die „British Virgin Islands“ in der fernen Karibik hängen vom Vereinigten Königreich ab, weswegen ihre 20.000 überwiegend schwarzhäutigen Einwohner auch formell das EU-Bürgerrecht besitzen. Eine Aufstellung von März 2009 belegt, dass die 40 größten börsennotierten französischen Unternehmen („les CAC 40“) alle auf diesen Inseln mit Tochterunternehmen präsent waren und dort zusammen ca. 1.500 Gesellschaften besaßen. Spitzenreiter war die BNP-Paribas mit 189 Adressen oder 23% aller Firmen der Finanzgruppe.

Weil Luxemburg alle gemeinsam vereinbarten EU-Steuer-Regeln strikt respektiert, war Staatsminister Juncker auf der Ebene der Staats- und Regierungschefs zugesichert worden, wir blieben unbehelligt in der Steuerparadies-Debatte. Und prompt setzte uns der nächste G10-Gipfel (eine Zusammenkunft, bei der die EU als solche nicht präsent ist) auf die graue Liste „nicht-kooperativer Staaten“.

Die OECD erhob den Vorwurf, unsere bilateralen Doppelbesteuerungs-Abkommen sähen keine Einzelauskünfte über Bankkunden nach OECD-Norm vor. Luxemburg hatte einer derartigen Praxis zwar längst prinzipiell zugestimmt, verweigerte die konkrete Anwendung aber, solange unsere wichtigsten Konkurrenten, wie die Schweiz, die Norm ablehnten.

Das Handikap mutiert zum Standortvorteil

In Rekordzeit brachte Minister Frieden im Frühjahr 2009 seine Kollegen aus Österreich, der Schweiz und Liechtenstein zum Einlenken, woraufhin unsere Steuerverwaltung in Aktion treten konnte. Drei Monate später hatte Luxemburg bereits ein Dutzend OECD-konformer Anti-Doppelbesteuerungs-Abkommen ausgehandelt und paraphiert, worauf wir verlangen konnten, sofort von der ominösen Liste gestrichen zu werden.

Es triumphierten die politischen Herolde Frankreichs, die angekündet hatten, sie würden den Steuersumpf Luxemburg trockenlegen: sie verkündeten in Paris das Ende unseres Bankgeheimnisses. Manche Luxemburger, leichtgläubig gegenüber den Pariser Medien, schlussfolgerten voreilig, unser Staat habe kapituliert.

Minister Frieden beschränkte sich nicht aufs Dementieren, sondern verfolgte zielstrebig seine Gegenoffensive. Weil Staatsabkommen zur Vermeidung von Doppelbesteuerung sehr wichtig sind für weltweit agierende Unternehmen, verwandelte Luxemburg das ausgesprochene Ärgernis zu einem handfesten Standort-Argument. Luxemburg verdichtet mit Rekordtempo sein Netz von Fiskalkonventionen.

Einmal mehr war es hier der Luxemburger Staat und seine Verwaltung, nicht aber die frechen Patronatslobbyisten, welche den Wirtschaftsstandort weiterbrachten. Dass es sich hier nicht um eine unwesentliche, theoretische Angelegenheit handelt, sei an Hand eines konkreten Beispiels bewiesen. Als vor einem Jahr der größte Betreiber von geostationären Satelliten, das Unternehmen Intelsat (mit 55 Erdtrabanten übertrifft sie sogar die Betzdorfer SES mit ihren 45 Satelliten), seinen Hauptsitz und seine gesamten Finanzstrukturen von den Bermuda-Inseln nach Luxemburg verlegte, tat er dies mit ausdrücklichem Bezug auf unsere solide und respektierte Fiskalgesetzgebung mit ihren vielen Doppelbesteuerungsabkommen.

Derzeit sind in Luxemburg 62 bilaterale Abkommen zur Vermeidung von Doppelbesteuerung in Kraft, in 9 Fällen davon ist die Novellierung zwecks Anpassung an die OECD-Norm noch nicht wirksam, weil das jeweilige Partnerland das unterzeichnete Abkommen noch nicht ratifiziert hat. Mehrere zusätzliche Abkommen sind paraphiert oder unterzeichnet, in 9 weiteren Fällen steht man in Verhandlungen.

Die Taktik, aus der Bedrängnis heraus eine neue Offensive zu starten, ist für uns nicht neu. So nutzten wir bereits die erzwungene Abschaffung unserer Holding-Gesetzgebung aus dem Jahre 1929 für eine neue Dynamik. Ursprünglich hatten EU-Experten nur ein paar winzige Kleinigkeiten an den Holding-Bestimmungen auszusetzen, als sie 1998 europaweit 66 diskriminierende Steuermaßnahmen offenlegten. Ob schon wir die Mängel 2003 in Ordnung brachten, wurde später, auf Druck der Mächtigen in der EU, die Abschaffung der Holdings verlangt.

Ein langwieriger Krieg mit Brüssel hätte uns einen Image-Schaden gebracht, darum machte die Regierung keinen Gebrauch von unserem Vetorecht, sondern schaffte den Holding-Status ab. Sie wurde der Schwäche und Nachgiebigkeit bezichtigt, aber nur von Mitbürgern, die nicht gemerkt hatten, wie unattraktiv die Holding-Schiene längst geworden war, weil sie die Doppelbesteuerungs-Abmachungen nicht nutzen konnte.

Frühzeitig hatten wir aber für Abhilfe gesorgt, zuerst durch die Schaffung der SoParFi („société de participation financière“) und dann durch neue Fondstrukturen wie dem FIS („fonds d’investissement spécial“). Das Verschwinden der letzten Holdings per Ende 2010 war ein Non-Event.

Die Kleinen müssen listig sein

Minister Frieden weiß: Wir sind zu klein, um an allen Fronten Widerstand zu leisten. Wie in den asiatischen

RECRUTEMENTS AUPRES DE L'ETAT

LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE ORGANISERA AU COURS DU MOIS DE MAI 2011 DES EXAMENS-CONCOURS PAR VOIE DE RECRUTEMENT EXTERNE.

ÉDUCATEUR GRADUÉ M/F

Relevé des vacances de poste:

- 10 Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle*
- 1 Administration de l'Emploi*
- 1 Administration pénitentiaire*

Diplôme requis: les candidat(e)s pour la carrière de l'éducateur gradué doivent être détenteurs soit d'un diplôme luxembourgeois de l'éducateur gradué soit d'un diplôme reconnu équivalent.

DATE DE L'EXAMEN-CONCOURS:
Mercredi, le 11 mai 2011

DÉLAI D'INSCRIPTION:
Vendredi, le 8 avril 2011

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES:
247-83118, 247-83146

INGÉNIEUR TECHNICIEN M/F

Relevé des vacances de poste:

- 1 Administration des Bâtiments publics*
Formation demandée: génie civil
- 1 Administration des Bâtiments publics*
Formation demandée: technique de l'énergie électrique
- 3 Administration du Cadastre et de la Topographie
Formation demandée: génie civil
- 2 Administration de l'Environnement*
Formation demandée: technique de l'énergie électrique mécanique ou génie civil
- 4 Administration des Ponts et Chaussées*
Formation demandée: génie civil
- 1 Institut national des Langues*
Formation demandée: informatique ou technique des télécommunications
- 1 Police Grand-Ducale
Formation demandée: informatique

Diplôme requis: Les candidat(e)s pour la carrière de l'ingénieur technicien doivent être détenteurs soit du diplôme d'ingénieur technicien de l'Ecole technique de Luxembourg ou de l'Institut Supérieur de Technologie, soit du diplôme de l'ingénieur industriel de l'Institut Supérieur de Technologie ou de l'Université de Luxembourg soit d'un certificat d'études reconnu équivalent.


Les diplômes et certificats doivent sanctionner une formation technologique répondant à l'une de celles mentionnées ci-dessus.

DATE DE L'EXAMEN-CONCOURS:
Mercredi, le 11 mai 2011

DÉLAI D'INSCRIPTION:
Vendredi, le 8 avril 2011

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES:
247-83238, 247-83146

* Ces postes sont ouverts à des ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne. La connaissance des trois langues administratives du pays est obligatoire. Pour tous les autres postes vacants la nationalité luxembourgeoise est requise.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

INFORMATIONS GÉNÉRALES COMMUNES

Les relevés pourront être modifiés ou complétés suite à des autorisations d'engagement supplémentaires et suite à des autorisations de remplacement de postes devenus vacants. Les modifications peuvent être consultées sur le site internet www.fonction-publique.public.lu

Les intéressé(e)s voudront adresser leur demande de participation au

**Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative
Recrutement Fonctionnaires
63, avenue de la Liberté
B.P. 1807
L-1018 Luxembourg**

Les intéressé(e)s voudront indiquer dans leur demande à quel(s) examen(s)-concours ils/elles désirent prendre part.

La demande de participation doit obligatoirement être accompagnée

1. du numéro matricule national complet de 11 chiffres
2. d'un extrait de l'acte de naissance
3. d'une copie de la carte d'identité ou du passeport
4. d'un extrait du casier judiciaire datant de moins de deux mois
5. d'un Curriculum Vitae – le formulaire prescrit est disponible sur le site internet www.fonction-publique.public.lu
6. - d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis
- d'une copie du certificat de fin d'études secondaires

Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en compte.

Le Ministère fera parvenir aux candidat(e)s, après réception de leur demande, le programme détaillé de l'examen-concours.

Les épreuves préliminaires en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu sur convocation et préalablement aux épreuves écrites **(uniquement pour les candidat(e)s qui présentent un certificat de fin d'études secondaires étranger)**.

(Communiqué par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative)

www.fonction-publique.public.lu

Kampfsportarten kann man mit einer taktischen Pirouette die Kraft des Widersachers nutzen, um seinen Angriff ins Leere laufen zu lassen. Braucht die Pariser Politik einen Prestigesieg, so lassen wir ihr diesen, vorausgesetzt, er minimiert unseren Schaden.

Es muss hier hervorgehoben werden, dass das neue Französisch-Luxemburger Abkommen, das in Paris als das Ende unseres Bankgeheimnisses dargestellt und gefeiert wurde, weiterhin in den Mäandern der Pariser Gesetzgebungsmaschinerie hängt. Am 3. Juni 2009 in Paris unterzeichnet, wurde es bei uns per Gesetz vom 31. März 2010 gutgeheißen. In Frankreich aber hat die Sache keinerlei Eile, war es doch eben nur ein Propaganda-Manöver. Selbstverständlich ist keineswegs vorgesehen, dass Paris Listen von Bankkunden liefern wird, deren Kontostände und Zinsbezüge postwendend nach Paris gemeldet werden, wie es die Pariser Zeitungen auf Weisung ihrer Regierung wissen ließen.

Dennoch darf man nicht alle anti-Luxemburger Feindseligkeiten verharmlosen, besonders nicht die Manöver in der EU, deren Bedrohung viel direkter ist als die Geldwäsche- und Steuerparadies-Polemik an der OECD-Front. Wohl gilt in der EU der Grundsatz, dass die Steuerpolitik eine Angelegenheit der souveränen Mitgliedsländer ist, wobei

nur Wettbewerbsverzerrungen ein supranationales Eingreifen rechtfertigen, bei Wahrung des Prinzips der Einstimmigkeit.

Eine Nicht-Besteuerung der Finanzeinkünfte von nicht-gebietsansässigen Privatpersonen wird als eine solche Anomalie angesehen. Daher wurde 2003 beschlossen, generell ein Meldesystem zugunsten der Steuerbehörden im Heimatland des Bankkunden einzuführen, davon abweichend aber Belgien, Österreich und Luxemburg, angesichts der Bankgeheimnis-Regeln, einstweilen zu gestatten, stattdessen eine Quellensteuer anzuwenden, deren Ertrag mehrheitlich dem Herkunftsland der Kunden zukommt.

Die Schweiz in Lauerposition

Dabei wurde die überall mitkassierende Schweiz – sie versucht in bilateralen Abmachungen sich die Rosinen aus dem EU-Kuchen herauszupicken, ohne viel Gegenleistungen zu bieten – nur mit Mühe und auf massiven Druck hin in die EU-Logik der Zinsversteuerung eingebunden. Weil die Schweiz und Liechtenstein künftig Auskünfte nach der OECD-Norm liefern werden, sieht die EU-Kommission eine Bedingung erfüllt zur Abschaffung der für uns geltenden Quellensteuer-Option. Da Belgien inzwischen einlenkte, steht

Minister Frieden jetzt mit seinen österreichischen Kollegen allein am Pranger. Weil die Einbindung der Schweiz aber der Schaffung gleicher Konkurrenzbedingungen und dem Schließen eines Schlupflochs diene – wobei die EU natürlich ohnehin noch eine Abwanderung von Kunden nach Norwegen, Island, Dubai oder Hong Kong erleidet – ist es absolut abwegig seitens der EU, nun bei uns Quellensteuer und Bankgeheimnis abzuschaffen, ohne die gleiche Lösung in der Schweiz durchzusetzen.

Hinzu kommt noch eine weitere Besonderlichkeit. Neuerdings beabsichtigen sowohl Deutschland als auch Großbritannien, mit der Schweiz jeweils ein separates Abkommen zu schließen, durch das sich dort befindliche steuerliche Fluchtgelder mittels einer anonymen Einmal-Zahlung an das Herkunftsland hier legalisieren würden. Anscheinend interessieren diese seltsamen Pläne die EU-Instanzen aber nicht, obwohl hier offensichtlich EU-interne Finanzplätze gegenüber der Schweiz benachteiligt werden.

Sind Wettbewerbsverzerrungen in Europa nur verwerflich, wenn man sie einem kleinen Land anlasten kann? Minister Frieden fordert nun zu Recht eine Ausweitung der festgefahrenen Debatte. Er hat gute Argumente. Aber er braucht weiterhin gute Nerven. **Z.**

Nachgefragt

Gelebte Solidarität

Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs im Gespräch

fonction publique: Frau Minister Jacobs, der Entwicklungspolitik kommt in unserem Lande nicht nur bei den Regierungsverantwortlichen ein hoher Stellenwert zu, sondern sie genießt vor allem auch in der öffentlichen Meinung eine breite Zustimmung. Im Gegensatz zu den meisten Industriestaaten hält Luxemburg seine Zusagen hinsichtlich der Anstrengungen zur weltweiten Armutsbekämpfung ein. Könnten Sie uns kurz die international vereinbarten Millenniums-Ziele und die Misserfolge auf diesem Wege in Erinnerung rufen, wie auch das Ausmaß der versprochenen und der tatsächlichen staatlichen Beihilfen?

Marie-Josée Jacobs: Dass die Entwicklungshilfe in Luxemburg in der Tat auf großen Zuspruch stößt, erfreut eine Kooperationsministerin natürlich ganz besonders, dies umso mehr, als diese Zustimmung nicht nur aus Regierungskreisen kommt, sondern, wie Sie richtig sagen, von weiten Kreisen der Bevölkerung geteilt wird. Die Zahlen sprechen auf jeden Fall eine ganz deutliche Sprache. Lassen Sie mich nur das Beispiel der Erdbebenkatastrophe auf Haiti erwähnen, wo genauso viele Spendengelder aus der Bevölkerung kamen als vom Luxemburger Staat für Sofortmaßnahmen bereitgestellt wurden.

Bei den soeben von Ihnen erwähnten Millenniums-Zielen handelt es sich um nicht weniger als acht ehrgeizige Ziele, die allesamt bis 2015 umgesetzt werden sollen. Der wohl wichtigste Punkt in diesem Maßnahmenkatalog ist der politische Wille, die Zahl der in Hunger und Armut lebenden Menschen bis dahin um die Hälfte zu reduzieren. Daneben soll – als zweite Zielsetzung – allen in Armut lebenden Jungen und Mädchen eine Grundschulausbildung ermöglicht werden. Drittens

Kontinent zu Kontinent, ja sogar von einem Land zum anderen, sehr unterschiedlich voran. Im Vietnam beispielsweise leiden gegenwärtig noch zehn Prozent der Bevölkerung Hunger, und man geht davon aus, das Hungerproblem in sechs bis acht Jahren vollends gelöst zu haben. In afrikanischen Ländern, wie dem Sahel etwa, sind wir von solchen Entwicklungen noch weit entfernt. Leider.

Luxemburg zählt im Übrigen zu den wenigen Ländern, die sich an ihr Versprechen, 0,7 Prozent des BIP für Entwicklungszwecke bereitzustellen, gehalten haben. Wir haben sogar über dieses Ziel hinausgeschossen und befinden uns gegenwärtig bei einem Prozentsatz von 1,04. Während in anderen Industrieländern die weltweite Wirtschafts- und Finanzkrise als Vorwand genommen wurde, den Rotstift gerade im Bereich der Entwicklungshilfe anzusetzen, hat Luxemburg seine Versprechen nicht nur eingehalten, sondern ist sogar noch darüber hinausgegangen.

fonction publique: In unserer Zivilgesellschaft engagieren sich viele Freiwillige für die Entwicklungshilfe, was staatlicherseits gefördert wird durch eine Steuerbegünstigung von Privatspenden und durch die Ko-Finanzierung der konkreten Projekte von Nicht-Regierungs-Organisationen („Organisations non gouvernementales“). Welche Beträge und welcher Anteil an den gesamten staatlichen Entwicklungsanstrengungen kommen auf diese Weise zum Einsatz?

Marie-Josée Jacobs: Lassen Sie mich zunächst darauf hinweisen, dass die Nicht-Regierungs-Organisationen in der Tat einen wichtigen Pfeiler in der internationalen Entwicklungshilfe darstellen. Die luxemburgischen ONGs entscheiden im Übrigen auch eigenständig, in welchen Regionen

„Dass die Entwicklungshilfe in Luxemburg in der Tat auf großen Zuspruch stößt, erfreut eine Kooperationsministerin natürlich ganz besonders, dies umso mehr, als diese Zustimmung nicht nur aus Regierungskreisen kommt, sondern von weiten Kreisen der Bevölkerung geteilt wird.“

Ministerin Marie-Josée Jacobs zur Luxemburger Entwicklungshilfe



Marie-Josée Jacobs: Eine der Herausforderungen besteht in der Tat darin, beide Politiken auf einen gemeinsamen Nenner zu bringen. Ich stimme Ihnen zu, dass die Absichten und Zielsetzungen nicht immer dieselben sind. Importe etwa mögen gut gemeint sein, um nur dieses Beispiel zu nennen. Allerdings müssen sie so gestaltet sein, dass die einheimischen Märkte nicht darunter leiden. Ähnlich verhält sich die Angelegenheit mit den Exporten. Das sehen wir sehr gut in Westafrika, wo wir ja hauptsächlich tätig sind. Würden auf den Ausfuhren hohe Abgaben verlangt, könnten keine Erzeugnisse mehr aus diesen Ländern exportiert werden. Das wäre fatal. Und daher ist Ihre Frage auch mehr als berechtigt. Um es noch einmal ganz deutlich auf den Punkt zu bringen: Die Entwicklungshilfe will keinesfalls ein Konkurrent sein zur Welthandelspolitik. Uns geht es schlicht darum, eine größere Kohärenz zwischen beiden Politiken zu erreichen. Eine in Korea für November anberaumte Konferenz auf Weltniveau will sich im Übrigen dieser Problematik annehmen...

fonction publique: Teilen Sie die Auffassung der sambischen Wirtschaftlerin Dambisa Moyo (Buch: „Aide fatale“) und des westafrikanischen Bauernführers Mamadou Cissokho (Buch: „Dieu n'est pas un payan“), dass die Lebensmittellieferungen zu Schleuderpreisen aus den Industrieländern (aus Überschüssen) den Untergang der afrikanischen Landwirtschaft bewirken und deren Bevölkerung letzten Endes in die Armut treiben?

Marie-Josée Jacobs: Naja, wer behauptet, die Entwicklungshilfe mache alles kaputt, macht sich die Sache meines Erachtens doch etwas zu einfach. Vor allem aber steht diese Vermutung in gewissem Widerspruch zu dem, was wir in Afrika, in den ländlichen Genossenschaften beispielsweise, Tag für Tag erleben. Vor kurzem etwa hatte ich die Gelegenheit,

Projekte der Jungbauern und Jungwinzer in Burkina Faso zu besuchen. Dabei wurde vor allem eins deutlich, und zwar dass es wenig Sinn macht, Vorhaben von außen vorschreiben zu wollen. Wer Verantwortungsbewusstsein handeln will, soll stattdessen versuchen, auf den vor Ort bereits vorhandenen Erkenntnissen aufzubauen. Denn schauen Sie: Die Landwirte in diesen Gebieten wissen doch am besten, was sie benötigen. Sie haben Erfahrungswerte, und darauf sollte man aufbauen. Auf der anderen Seite wird die einheimische Bevölkerung aber auch zusehends mit neuen Phänomenen wie beispielsweise verheerenden Überschwemmungskatastrophen, bedingt durch zunehmende Klimaveränderungen etcetera, konfrontiert. Hier wiederum können wir einen wichtigen Beitrag leisten, um Antworten auf diese neuen Herausforderungen zu finden. Ein großer Teil unserer Bemühungen zielt beispielsweise darauf ab, die lokalen Produktionen in diesen Regionen zu fördern. Auf dass die dortige Bevölkerung eine Zukunft in ihrem heimischen Umfeld hat und nicht ständig in Abhängigkeit leben muss. Was wir gewährleisten wollen, ist „eine Hilfe zur Selbsthilfe“. Nicht mehr, aber auch nicht weniger.

fonction publique: Wie beurteilen Sie die (neue) Kolonialpolitik Chinas, das in Afrika und Südamerika ganze fruchtbare Landstriche aufkauft oder pachtet und daselbst eigene Landwirte ansiedelt, um vornehmlich für den chinesischen Marktbedarf Agrarprodukte zu erzeugen?

Marie-Josée Jacobs: Ich möchte an dieser Stelle den Präsidenten des Mali zitieren, der ja als integrier Mann anerkannt ist. Er sagt uns: Ihr baut keine Straßen, Ihr baut keine Flughäfen – wir aber brauchen diese Infrastrukturen, wenn wir uns entwickeln möchten. Ich denke, ganz so falsch ist diese Einschätzung nicht. Die Entwicklungshilfe, die von uns ausgeht, sieht den Bau solcher Infrastrukturen in der



„Wir haben uns dem Grundsatz der gelebten Solidarität mit den minderbemittelten Bevölkerungen dieser Erde verschrieben“, begründet Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs im „fp“-Gespräch die Luxemburger Entwicklungshilfe auf recht hohem Niveau

soll eine Gleichstellung der Geschlechter erreicht werden, was soviel bedeutet wie die Rolle der Frauen zu stärken, dies vor dem Hintergrund der Tatsache, dass insbesondere Frauen in den sogenannten Dritt- und Viert-Welt-Ländern eine noch schwierigere Stellung haben. Viertens zielen die Bemühungen darauf ab, die Kindersterblichkeit bei Kindern unter fünf Jahren um zwei Drittel zu reduzieren. Fünftens soll die Sterblichkeit von Frauen während der Schwangerschaft und Säuglingen bei der Geburt ebenfalls um zwei Drittel verringert werden. Bedauerlicherweise sind wir gerade in diesem Punkt noch weit von den Millenniums-Zielen entfernt. Punkt sechs dann betrifft eine noch wirksamere Bekämpfung von bekannten Krankheiten wie Aids, Malaria oder Tuberkulose. Eine weitere Absicht besteht – siebte – in der Umsetzung einer nachhaltigen Umweltpolitik. Und unter Punkt acht schließlich geht es um internationale Partnerschaften, ganz im Sinne einer wirksamen Entwicklung in den betroffenen Gebieten.

Was nun die Umsetzung dieser Ziele betrifft, so schreiten die Anstrengungen von

der Erde sie tätig sein wollen. Dabei muss es sich nicht notgedrungen um ein Zielland der luxemburgischen Entwicklungspolitik handeln. Die diesbezüglichen staatlichen Zuschüsse beziffern sich mittlerweile auf rund 30 Millionen Euro oder – anders ausgedrückt – auf zehn bis zwölf Prozent der gesamten öffentlichen Entwicklungshilfe. Prozentual gesehen liegen wir im internationalen Vergleich auch hier weit vorn...

fonction publique: In der Weltwirtschaft herrscht seit Jahren ein gnadenloser Wettbewerb. Von den mächtigen Schwellenländern arg bedrängt, betreiben die Industriestaaten im Welthandel einen Abwehrkampf, der verheerende Auswirkungen auf die armen Länder nach sich zieht. Laufen nicht die derzeitige Außenhandelspolitik der Europäischen Union und die Subventionierung verschiedener Sektoren den Anstrengungen der offiziellen und privaten Entwicklungshelfer diametral zuwider? Hat die Entwicklungspolitik überhaupt noch eine Chance gegenüber den Auswirkungen eines fundamental ungerechten Welthandels?

Spenden
auch Sie!

Unterstützen auch Sie das
CGFP-Hilfswerk.

Ihre Spende können Sie
auf eines der beiden Konten
der „Fondation CGFP de Secours“
überweisen:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Ihre Spende ist im Rahmen der gesetzlichen
Bestimmungen steuerlich absetzbar

Tat nicht vor. Und deshalb dürften weder diese Länder noch China es begrüßen, wenn wir in diesem Zusammenhang auf einmal von einer neuen Kolonialpolitik sprechen würden. Wir sollten stattdessen gemeinsam nach Wegen und Möglichkeiten suchen, um die lokale Bevölkerung, Handwerker aus besagten Staaten beispielsweise, besser in diese Vorhaben zu integrieren. Mich persönlich stört es unheimlich, wenn auf einmal lokale Materialien wie Lehm und Holz weichen müssen, um durch Kunststoffprodukte, die aus China importiert werden, ersetzt zu werden. Dazu darf es nicht kommen – keine Frage. Ich denke, wir stehen hier vor einer Entwicklung, die wir mit unseren Partnerländern erörtern müssen – und zwar auf gleicher Augenhöhe. Nur so können wir zu zufriedenstellenden Lösungen finden.

fonction publique: Luxemburg leistet weltweit gesehen verhältnismäßig eine der größten Entwicklungshilfen. Welche Ziele verfolgt unser Land in diesem Bereich, wenn man weiß, dass viele andere Länder ihre Unterstützung eigennützig mit wirtschaftlichen „Niederschlägen“ verbinden?

Marie-Josée Jacobs: Nun, wir haben uns dem Grundsatz der gelebten Solidarität mit den minderbemittelten Bevölkerungen dieser Erde verschrieben. Diese Menschen stehen ganz am Ende der Reichtumsskala, viele von ihnen müssen mit weniger als zwei Euro am Tag auskommen. Und wir sehen es als unsere Verpflichtung, diesen Bevölkerungsschichten unter die Arme zu greifen. Erziehung, Gesundheit und ländliche Entwicklung – das sind diejenigen Bereiche, in denen wir vornehmlich tätig sind. Das ist im Übrigen auch kein Zufall, kann man der einheimischen Bevölkerung doch gerade in diesen Wirkungsfeldern am besten auf die Sprünge helfen, selber Verantwortung zu übernehmen. Der Begriff ist eben gefallen: Hilfe zur Selbsthilfe – das muss unsere Maxime bleiben. Um es noch einmal ganz deutlich zu sagen: Unsere Bemühungen sind keinesfalls an Gegenleistungen gebunden. Uns geht es ganz einfach darum, notleidenden Menschen den Ausweg aus der Armutsspirale zu ermöglichen. Wir wollen ja auch nicht ständig in diesen Ländern bleiben. Was wir anbieten, ist eine Hilfe auf Zeit. Nehmen Sie als Beispiele Namibia, den Cap Vert oder Vietnam: Gemeinsam mit anderen Industrienationen ist es uns gelungen, diesen Ländern aus dem Armutsstatus herauszuhelfen. Das sind Entwicklungen, die einem sicherlich eine gewisse Genugtuung geben, vor allem aber Ansporn sind, auf dem eingeschlagenen Weg fortzufahren.

fonction publique: Ist es – nicht zuletzt angesichts der großen Misere im viel näheren Afrika – wirklich ein sinnvolles und verantwortliches Vorgehen, wenn sich Luxemburg bei der Auswahl der Zielländer seiner Entwicklungshilfe zu den Antipoden begibt und wenn zudem in Vietnam durch unsere Hilfe ein brutales, menschenverachtendes, totalitäres Regime indirekt unterstützt wird?

Marie-Josée Jacobs: Also, eins ist ganz sicher: Unsere Entwicklungshilfe ist mit Sicherheit nicht nach geografischen Kriterien ausgerichtet. Ich möchte daran erinnern, dass eine meiner ersten Amtshandlungen darin bestand, die Hilfe im Niger aufzuheben, bis zu dem Zeitpunkt eines unserer Zielländer, nachdem der Staatschef die Verfassung außer Kraft gesetzt hatte, eben um an der Macht zu bleiben. Tatsache ist aber auch, dass wir gerade mit solchen Staaten die Menschenrechtsfragen, das Recht auf Freiheit und Sicherheit etwa, immer wieder erörtern und sogar an die von uns zugestandenen staatlichen Beihilfen knüpfen. Ich räume gerne ein, dass diese Gespräche nicht immer ganz angenehm verlaufen. Auf der anderen Seite müssen wir uns allerdings auch bewusst sein, dass wir in erster Linie die Ärmsten dieser Erde, nämlich die einheimischen Bevölkerungen, bestrafen, wenn wir die Entwicklungshilfe in diesen Gebieten unterbinden. Denn glauben Sie mir: Die Führungskräfte leiden kaum unter einer solchen Entscheidung. Und die Bevölkerungen? – Nun, sie werden doppelt bestraft: zum einen, weil sie unter einem solchen Regime zu leiden haben. Und zum anderen, weil sie dann auch nicht mehr in den Genuss der für sie doch so wichtigen Entwicklungshilfe kommen. Sie sehen, da gerät man sehr schnell in ein Dilemma...

Großes Interesse an CGFP-Entwicklungshilfe

Togolesischer Premierminister trifft Führungsspitze des CGFP-Hilfswerks

Die CGFP-Entwicklungshilfeprojekte im westafrikanischen Togo waren Hauptgegenstand einer gut 30-minütigen Unterredung der Führungsspitze des CGFP-Hilfswerks mit dem Ministerpräsidenten der Republik Togo, Gilbert Fossoun Hounbo. Im Rahmen seines offiziellen Arbeitsbesuches in Luxemburg traf der togolesische Premierminister am vergangenen 7. März zu einem separaten Gespräch mit den Verantwortlichen der „Fondation CGFP de Secours“ und der eigens zur Umsetzung von Entwicklungshilfeprogrammen im Togo gegründeten „Oeuvre CGFP d'aide au développement“ zusammen.

Es oblag dem Präsidenten von CGFP-Services, Jos. Daleiden, zugleich Vorsitzender der „Oeuvre CGFP d'aide au développement“, die CGFP-Entwicklungshilfeprojekte im westafrikanischen Kleinstaat genauer zu erörtern.

Die aufmerksamen Leser von „fonction publique“ wissen, dass das CGFP-Hilfswerk seit 2004 großangelegte Schulungs- und Weiterbildungsprogramme eben im Togo anbietet. In enger Zusammenarbeit mit der befreundeten „Confédération générale des Cadres du Togo“ (CGCT) führt die CGFP unter der Bezeichnung APARTogo – die Abkürzung steht für „Projet d'appui à l'autopromotion rurale au Togo“ – ein flächendeckendes Agrarprojekt durch, das darauf abzielt, jugendlichen Landwirten aufgrund einer angemessenen landwirtschaftlichen Ausbildung einen Ausweg aus der Armut zu ermöglichen. Seit November 2004 kamen so über 900 Junglandwirte aus nahezu 500 Dorfgemeinschaften in den Genuss dieser am „Institut National de Formation Agricole“ von Tové (eine rund 80 km nordwestlich der Hauptstadt Lomé gelegenen Ortschaft) angebotenen und auf Theorie und Praxis ausgerichteten Ausbildung. Parallel dazu konnten dank APARTogo Mikrokredite in Höhe von insgesamt mehr als 225.000 Euro, vornehmlich zur Anschaffung von landwirtschaftlichen Geräten, vergeben werden.

Nach sechs Jahren hat der erfahrene Luxemburger Entwicklungshelfer, Dr. Ferdinand Zenner, die Leitung dieses Projektes nun an die diplomierte Hydrogeologin Marie-France Speck abgegeben. Die vormalige Beamtin beim luxemburgischen Wasserwirtschaftsamt lebt seit nunmehr zwei Jahren im Togo, um dort – im Auftrag der CGFP – ein



Jos. Daleiden, Vorsitzender von CGFP-Services und zugleich Präsident der „Oeuvre CGFP d'aide au développement“, gibt Erläuterungen zu den CGFP-Entwicklungshilfeprogrammen im westafrikanischen Togo. Er ist umgeben von (v.r.n.l.) dem erfahrenen Luxemburger Entwicklungshelfer, Dr. Ferdinand Zenner, der die CGFP-Projekte im Togo sechs Jahre lang leitete, Paul Zimmer, der als Finanz- und Wirtschaftsrat für einen reibungslosen finanztechnischen Ablauf Sorge trägt, Hydrogeologin Marie-France Speck, die seit zwei Jahren im Togo lebt, um dort im Auftrag der CGFP ein Wasserprojekt umzusetzen und seit kurzem ebenfalls die Leitung des CGFP-Agrarprojektes übernommen hat, und Steve Heiliger, der in seiner Eigenschaft als Chefredakteur von „fonction publique“ laufend über die CGFP-Bemühungen im westafrikanischen Kleinstaat berichtet.

großangelegtes Wasserprojekt umzusetzen. Unter der Bezeichnung EAUtogo will dieses Vorhaben mehrere Hundert defekte Brunnen und Wasserpumpen wieder funktionstüchtig machen und somit Hunderttausende von Menschen mit sauberem Trinkwasser, ein seltenes



Der togolesische Ministerpräsident, Gilbert Fossoun Hounbo, verfolgt aufmerksam die Ausführungen der CGFP-Delegation zu den seit 2004 in seinem Land unternommenen Anstrengungen im Sinne einer flächendeckenden Entwicklungshilfe

Gut gerade in diesen Regionen, versorgen. Parallel dazu zielt die CGFP-Entwicklungshilfe darauf ab, die medizinische Versorgung im Lande durch den Bau bzw. den Umbau von lokalen Gesundheitsstationen nachhaltig zu verbessern. Ein eigenes Programm zur Verwirklichung von sanitären Einrichtungen an zentralen Stellen ergänzt das CGFP-Hilfsprogramm auf eindrucksvolle Weise.

Finanziert werden die CGFP-Hilfsprojekte im Übrigen ausschließlich durch Spenden der CGFP-Mitglieder und die sich daraus ergebenden staatlichen Zuschüsse. Den CGFP-Mitgliedern jedenfalls gebührt Dank und Anerkennung für ihre uneigennützigte Unterstützung, die die CGFP-Entwicklungshilfeprogramme im Togo und darüber hinaus erst möglich gemacht haben.

Wer die CGFP-Bemühungen im Bereich der weltweiten Entwicklungshilfe auch weiterhin unterstützen möchte, kann dies gerne tun mit einer Überweisung auf eines der CGFP-Spendenkonto (siehe Kasten unten links). Die hilfsbedürftigen und notleidenden Regionen dieser Erde werden es zu schätzen wissen!

s.h.

fonction publique: Im Rahmen der „Fondation CGFP de Secours“ entstand im Jahre 2004 die CGFP-Entwicklungshilfestruktur, die vornehmlich im Togo – in einem der ärmsten Länder der Welt – den Ackerbau in Form eben einer Hilfe zur Selbsthilfe massiv unterstützt. Wie bewerten Sie diese Aktionen der Luxemburger Beamtenschaft?

Marie-Josée Jacobs: Lassen Sie mich es in einem Satz sagen: Die CGFP-Initiative ist einfach beispiellos! Ich finde es großartig, dass eine Gewerkschaftsorganisation wie die CGFP nicht nur um die Interessen ihrer Mitglieder hier im Lande bemüht ist, sondern darüber hinaus auch noch an diejenigen denkt, die nicht das Glück haben, auf der Sonnenseite des Lebens zu stehen. Hinzu kommt, dass man ja auch weitaus motivierter an ein eigenes Vorhaben herangeht. Und genau das passiert hier. Die CGFP – dank der Unterstützung ihrer Mitglieder – zieht hier ein eigenes Entwicklungshilfeprojekt durch. Das ist eine ganz andere Herangehensweise als die vielerorts betriebene Scheckheftpolitik, bei der man einfach mal ins Portemonnaie greift, um sein Gewissen zu beruhigen. Ein intelligent aufgestelltes Netzwerk ermöglicht es, die Hilfe im westafrikanischen Togo flächendeckend zu gewährleisten. Und in Luxemburg erlauben es die Strukturen der CGFP, angefangen beim Dachverband über die Mitgliedsorganisationen

bis hin zum einzelnen Mitglied, über die dazu erforderlichen Mittel zu verfügen. Wichtig ist darüber hinaus aber auch dieses Langzeit-Engagement der CGFP. Ich meine zu wissen, dass die CGFP – über den Weg ihrer Stiftung – seit mehr als 30 Jahren in der Entwicklungshilfe aktiv ist. Wer auf über ein Vierteljahrhundert Entwicklungshilfe zurückschauen kann, braucht einen langen Atem. Bemerkenswert ist aber auch der Umstand, dass es der CGFP immer wieder gelingt, ihre Mitglieder von dieser Notwendigkeit zu überzeugen. Ich kann die CGFP nur beglückwünschen und dazu ermutigen, auf dem eingeschlagenen Weg fortzufahren.

fonction publique: Parallel dazu ist die „Oeuvre CGFP d'Aide au Développement“ im Togo aktiv mit EAUtogo, einem großangelegten Projekt zur Wiederherstellung von Wasserpumpen und Dorfbrunnen und zur Errichtung von Sanitäranlagen, sowie im Gesundheitsbereich mit der Erneuerung von „Dispensaires“ und „Maternités“. Könnte nicht, nachdem das Hilfe-Embargo von EU und Weltbank gegenüber Lomé nun aufgehoben ist, das kleine arme Togo ein offizielles Zielland des kleinen reichen Luxemburg werden?

Marie-Josée Jacobs: Sie können sich vorstellen, dass Luxemburg laufend mit neuen Anfragen befasst wird. Es ist allerdings sehr schwierig, unsere derzeitigen

Bemühungen in der Entwicklungshilfe weiter auszubauen, und das aus zwei Ursachen. Zum einen stößt unser Entwicklungshilfshaushalt, auch wenn er gut bestückt ist, dennoch an seine Grenzen, wir können den Kuchen einfach nicht noch mehr aufteilen. Und zum anderen wollen wir ja auch die Übersicht behalten über das, was wir gerade tun. Erschwerend hinzu kommt die Tatsache, dass wir keines der Länder, in denen wir tätig sind, kurzfristig verlassen könnten. Wir wollen unsere Entwicklungshilfe aber auf einem gewissen Niveau halten. Und das ist nur dann möglich, wenn wir nicht über den augenblicklichen Rahmen hinausschießen. Das verhindert im Übrigen nicht, dass wir Privatinitiativen, auch in einem Nicht-Zielland, unterstützen, wenn wir von deren Zweckmäßigkeit überzeugt sind. Bei den CGFP-Vorhaben ist das der Fall, gar keine Frage...

fonction publique: Frau Minister Jacobs, haben Sie vielen Dank für dieses Gespräch.

Die Fragen stellte Steve Heiliger

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

| | |
|-------------------|----------------------|
| für: | mit: |
| Wohnungsbau/-kauf | Sofortkredit |
| Modernisierung | CGFP-Vorzugsdarlehen |
| Grundstückwerb | Steuervorteilen |

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

| | |
|--|---|
| Bitte ausfüllen und einsenden an: | OEL/CGFP |
| | Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement B.P. 595 – L-2015 Luxembourg |
| Baukredit: | _____ |
| | (Name) |
| | _____ |
| | (Vorname) |
| Ich bitte um unverbindliche Beratung durch einen CGFP/BHW-Berater | _____ |
| | (Straße, Hausnummer) |
| | _____ |
| | (Plz. /Wohnort) |
| | _____ |
| | (Telefon) |
| | _____ |
| | (Dienstbezeichnung) |
| | _____ |
| | (Dienststelle) |

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2011

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.



Ein Leben lang flexibel wohnen



Häuser lassen sich den veränderten Bedürfnissen der Bewohner leicht anpassen, vor allem dann, wenn diese flexible Nutzung vorausschauend geplant war.

Dann wird das Kinderzimmer zum Home Office umfunktioniert, die Einliegerwohnung an Verwandte oder Pflegekräfte vermietet, der kleine Anbau als Gästeherberge, Sauna oder Hobbyraum umgenutzt.

Eigenheimbesitzer können diese Gestaltungsfreiheit genussvoll ausspielen, besonders

im Alter steht daher der Wohn-Komfort an erster Stelle.

Der muss nicht teuer sein. Für alle Lebensumstände gerüstet sind Bauherren und Modernisierer, die auf eine barrierefreie Architektur achten, wie Iris Laduch-Reichelt von der Bausparkasse BHW anmerkt: „Schwellenlose Übergänge, erweiterbare Türen und eine intelligente Technik steigern den Wiederverkaufswert des Hauses.“ Vor allem schaffen sie generationenübergreifend beste Wohnqualität.

Körperlos heizen

Als Wärmespender sind Wandheizungen angesagt

Wohnen ganz ohne Heizkörper – für Inneneinrichter die Lösung, um keine Rücksicht auf sperrige Heizkörper nehmen zu müssen. Sie nutzen eine Quelle, die schon die alten Römer kannten: Strahlungswärme durch Wandheizungen.

In Neubauten oft im Einsatz, sind Wandheizungen auch im Rahmen von umfangreichen Altbau-Modernisierungen nachträglich einsetzbar. Die fertigen Wandheizungselemente mit integrierten Heizschlangen werden an der Wand montiert und dann verputzt.

Besonders gut macht sich die Verbauung mit dem Öko-Baustoff Lehm. Der reguliert die Feuchtigkeit und ist ein hervorragender Wärmespeicher. Wandheizungen schaffen großflächig eine angenehme Strahlungswärme, die der Körper wie Sonnenstrahlen wahrnimmt.

Um die Wärme voll auszuschöpfen, stellt man keine schweren Möbel vor die Wände, sondern leichte Regale. Besonders im Bad sorgt die gleichmäßige Wärme für pures Wellness-Feeling.

Allergikern bieten Wandheizungen viele Vorteile, denn die warme Luft, und mit ihr Staub, wird nicht wie bei herkömmlichen Heizkörpern herumgewirbelt.

Gut sind die Wandheizungen auch für Umwelt und Geldbeutel. Ralf Palm von der BHW Bausparkasse dazu: „Weil die Temperaturen bei Wandheizungen durch die Strahlungswärme als höher empfunden werden, sinkt der Heizbedarf.“

Und schon ein Grad Raumtemperatur weniger reduziert den Energieverbrauch um sechs Prozent.



Sozialdumping in Euroland

Abschaffung unserer Lohnindexierung auf EU-Gipfel von Sarkozy und Merkel gefordert

Die Fedil-Lobbyisten, unser Zentralbankdiktator und die anderen lokalen Hardliner haben plötzlich eine spektakuläre ausländische Verstärkung erhalten. Neben den OECD-Eierköpfen und den Brüsseler Eurokraten werfen sich nun auch Prominente aus den Reihen der Staats- und Regierungschefs in die Schlacht gegen die Indexierung. Zur Behebung der Vertrauenskrise in der Eurozone verlangten beim rezenten EU-Gipfel die deutsch-französischen Vordenker Merkel und Sarkozy ein generelles Verbot für Lohnindexierung.

Die Zielrichtung ist unverfroren: Für das Wirtschaftsdesaster als Folge der Bankenkrise soll das schaffende Volk zahlen. Wer denn sonst? Die Spekulanten sind nicht zu fassen, und die Bonuszahlungen lassen sich

nicht einschränken, weil andernfalls die betreffenden Hochverdiener aus der Londoner City und der New Yorker Wall Street wegziehen könnten an Orte mit einem günstigeren Klima.

Warum will das dumme Volk denn auch nicht endlich zugeben, dass es selber alle Schuld trägt? Wie kann es nur weiter so uneinsichtig sein, alle klugen Analysen des Herrn BCL-Gouverneurs verwerfen und nur auf die Gewerkschafter hören? So ein Benehmen verdient doch Strafe! Zumal man jetzt die Tatwaffe gefunden hat, mit der die Krise geschaffen und verstärkt wurde, und mit der sie nun verlängert werden soll. Sie heißt Lohnindexierung!

Quo vadis Europa?

Der Maßnahmen-Korb, den das Paar Sarkozy-Merkel Anfang Februar zum Brüsseler EU-Gipfel als „Pakt für Wettbewerbsfähigkeit“ vorstellte, sieht neben verschiedenen weiteren Maßnahmen ebenfalls ein Verbot jeglicher Lohnindexierungen im Euro-Raum vor. Das gesamte Maßnahmen-Paket wurde sofort heftig unter Beschuss genommen, sowohl wegen seines Inhalts als auch wegen der wenig sensiblen Vorgehensweise; es verblieb aber zumindest einstweilen weiter „auf dem Diskussions-tisch“. Nun gibt es insofern Entwarnung, als das Indexierungsverbot nicht mehr im jüngsten Arbeitspapier von Ministerpräsident Herman van Rompuy für den nächsten Gipfel steht.

Wer wirksam reformieren will, der sollte vertrauliche Verhandlungen hinter verschlossenen Türen führen. Wer sich hingegen lediglich vor seinen Wählern als Reformier in Szene setzen möchte, der verkündet stattdessen die eigenen kantigen Ideen, ohne Rücksicht auf Verluste für Europa. Beim Brüsseler Gipfel gab es selbstverständlich nichts außer einem groben öffentlichen Schlagabtausch, wobei sich die Protagonisten in der Hauptsache bemühten, vor dem eigenen nationalen Publikum als wackere Verteidiger ihrer Sonderinteressen zu erscheinen.

Diese Vorgehensweise diskreditiert die führenden Politiker generell als Problemlöser. Und dies ist umso gravierender, als sowohl die EU-Kommission als auch das Europaparlament keineswegs glaubwürdig sind oder wirksam arbeiten. Europa bleibt somit auf Schlingerkurs.

Mit Verlautbarungen kann man die Märkte nicht beeindrucken, und auch nicht mit der Forderung nach immer neuen Regeln und Mechanismen. Es ist vielmehr erforderlich, dass man tatsächlich die Normen einhält, die man vereinbart hat, und dass man jeden Verstoß dagegen prompt mit scharfen Sanktionen unterbindet.

Sozialpolitischer Querschläger

Zum Vorschlag der Index-Abschaffung machte unser Premierminister sofort unzweideutig klar, dass dieser Punkt – jedenfalls soweit er in Luxemburg Anwendung finden soll – endgültig inakzeptabel bleiben wird, weil diese Frage hierzulande zwischen der Regierung und den Sozialpartnern zu regeln ist. Europäische Erörterungen darüber könnten somit nur eine reine Zeitverschwendung darstellen. Dabei erinnerte er seine Kollegen wohl auch daran, dass unser Land, im Gegensatz zu den allermeisten Partnerländern, alle Stabilitätskriterien mit ihren entsprechenden Maastricht-Berechnungen seit jeher voll und ganz erfüllt, bei einem niedrigen Haushaltsdefizit und einer bescheidenen öffentlichen Verschuldung.

Luxemburg hat zudem als einziges Land Europas das ehrgeizige Gesamtziel des Lissabon-Prozesses erreicht, indem es die USA an Wirtschaftskraft pro Einwohner übertrifft. Wir haben eine der niedrigsten Arbeitslosenquoten Europas, eine der höchsten Wachstumsraten sowie einen sehr beachtlichen Leistungsbilanz-Überschuss. Auf den internationalen Kapitalmärkten gilt unsere Bestnote „AAA“ als langfristig gesichert; unsere Staatsfinanzen gehören zu den solidesten in der Welt, und mit unserer Wirtschaft stehen wir ebenso indiskutabel an der Spitze der entwickelten Nationen.

Demnach gibt es weder eine Berechtigung noch einen Anlass, irgendeine zusätzliche supranationale Bevormundung zu akzeptieren für die Führung der Staatsfinanzen oder der Wirtschafts- und Sozialpolitik unseres Landes. Es ist doch geradezu unsinnig zu glauben, es käme eine konkrete Verbesserung dabei heraus, wenn man ausländische Politiker unter Beihilfe weltfremder Eurokraten an unsere Schalthebel der



Macht ließe. Haben diese Herrschaften denn nicht bereits den Beweis erbracht, dass sie es in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich nicht schaffen konnten, die Staatsfinanzen in Ordnung zu halten und die vertraglich vereinbarten Euro-Normen zu respektieren?

Alle Euro-Länder haben sich zu gesunden oder zumindest zu halbwegs disziplinierten Staatsfinanzen verpflichtet. Wer diese vertraglichen Vereinbarungen nicht einhält, der muss selbstverständlich mit wirksamen Konsequenzen zur Raison gebracht werden, soll die europäische Währungsunion einen dauerhaften Bestand haben. Wenn aber Athen mogelt und Paris glaubt, im Falle der „Grande nation“ kämen Sanktionen nicht in Frage, so ist dies kein Grund, den untadeligen Luxemburgern die Kontrolle über ihr Portemonnaie oder ihr soziales Zusammenleben zu entziehen.

Im sogenannten Stabilitäts- und Wachstumspakt der Euro-Zone hat das Großherzogtum vor über einem Jahrzehnt bereits haushaltspolitische Souveränität abgetreten. Unsere Nachbarn auch, nur halten sich die mächtigsten unter ihnen nicht an die Abmachung. Die Maastricht-Regeln betreffen aber nur den Haushaltssaldo sowie das generelle Verschuldungsniveau, das sich daraus ableitet. Hingegen ist es allen Einzelstaaten überlassen, auf welche Art und Weise sie die Einhaltung der höchstzulässigen Defizitgrenze sicherstellen, beispielsweise etwa auf der Einnahmen- oder auf der Ausgabenseite.

So schwerwiegend die vereinbarte EU-Zuständigkeit in Sachen Staatsfinanzen auch ist, sie bleibt zurzeit klar auf den Saldo beschränkt. Dabei muss es bleiben. Die Einzelheiten unseres Budgets dürfen nicht in Brüssel erstellt werden, und allein schon der Gedanke daran ist unerträglich. Wo bliebe denn hier das Solidaritätsprinzip, wo bliebe der alte, allgemeine Verfassungsgrundsatz der parlamentarischen Souveränität über die Staatsausgaben und die Steuerpolitik?

Und nun sollten auch noch, unter dem Vorwand eines derzeit mangelhaften

Zusammenhalts der Gemeinschaft und der Währungszone, Teile der Sozialpolitik zentralisiert werden! Die Lohnindexierung ist schließlich ein wesentlicher Bestandteil unserer Sozialbeziehungen. Der deutsch-französische Vorstoß anlässlich des EU-Gipfels ist umso unerträglicher, als die europäische Sozialpolitik ohnehin in die total falsche Richtung läuft.

Politisches Showbusiness

Die ganze Angelegenheit gehört zu den üblichen Politik-Inszenierungen, die vor allem einen medialen Wirbel verursachen und dadurch die bestehende ernste Vertrauenskrise auf den Finanzmärkten noch verschärfen. Als sich Sarkozy letztes Jahr eine „Wirtschaftsregierung“ wünschte, ging er damit in die Öffentlichkeit, ohne vorher Merkel überzeugt und eingebunden zu haben. Und noch bevor wir erfuhren, wie er sich das genau vorstellte, hatten die Deutschen seine Idee bereits genauso öffentlich als gänzlich indiskutabel vom Verhandlungstisch gefegt.

Bereits damals argwöhnten die kleineren Mitgliedsländer, man plane für sie eine Vormundschaft durch ein Euro-Direktorium der Großen, eine Superregierung mit zwei übermächtigen Vordenkern, wo den anderen Tischgenossen nur noch Rollen als Zuhörer und Befehlsempfänger zustünden. Weil sich der Präsident der Republik bisher allen Maßnahmen gegen sein vertragswidriges Haushaltsgebarren wirksam widersetzt und alle automatischen Sanktionen bisher ablehnte, glaubte ohnehin niemand ernsthaft daran, er werde nun wesentliche politische Entscheidungen der französischen Regierung an andere abtreten.

Den meisten EU-Völkern ist ohnehin jeder Versuch suspekt, der eine weitere Abtretung von nationalen Souveränitätsrechten beinhaltet, vor allem auch angesichts der mangelhaften Art und Weise, wie die europäischen Gremien und Institutionen funktionieren. Daher sind Vertragsänderungen in den letzten Jahren schwieriger geworden.





Publik wurde die jüngste deutsch-französische Reforminitiative von Anfang Februar, kurz bevor die Gipfel-Teilnehmer in Brüssel eintrafen. Verschiedene Euro-Zwerge – wie man die aufmüpfigen kleineren Regierungen nennt – fanden immerhin noch vor dem Aperitif Zeit, der aufgescheuchten Presse klarzumachen, man fühle sich brüskiert und überrumpelt, und man werde sich keineswegs über den Tisch ziehen lassen. Andern tags war zudem klar, dass auch die Kommission und das Parlament sauer darüber sind, dass sie durch die ganze Show dem Publikum als „Quantité négligeable“ vorgeführt wurden.

Eine solche Vorgehensweise, die vor allem auf nationale Präsidentschaftskampagnen und Landtagswahlen abzielt, kann der Harmonie Europas nicht dienlich sein. Die heutige Problemlage umfasst neben exzessiven Haushaltsdefiziten und zu hoher Staatsverschuldung in den meisten Euro- und EU-Staaten vor allem auch ein starkes Auseinanderdriften der wirtschaftlichen Entwicklung in den verschiedenen Regionen unseres Kontinents.

Wenn sich auf dem Territorium der Eurozone künftig die stark abweichenden Wachstums- und Inflationsraten verschärfen werden, so gibt es deswegen bald heftige politische Diskussionen, nicht zuletzt über die angemessene Zinspolitik der EZB. Ein ernsthaftes Bemühen um Konvergenz sollte jetzt oben auf der Agenda stehen. Die von Deutschland ins Rampenlicht gestellte Wettbewerbsfähigkeit ist keineswegs das Gleiche, vor allem nicht, wenn dieses Ziel für einen europaweiten Sozialabbau steht. Beispielsweise wäre es der erforderlichen Konvergenz dienlicher, über einen dezenten Mindestlohn in Deutschland statt über die Lohnindexierung in Luxemburg und anderswo zu reden.

Beliebiger Aktionismus

Es ist wenig sinnvoll, nun aus der Rumpelkammer aller EU-Diskussionen der letzten Jahre und Jahrzehnte all jene Folterinstrumente hervorzukramen, die noch nicht zur Anwendung kamen. Man täuscht lediglich politische Dynamik vor beim Versuch, uns dubiose Lösungen aufzuschwatzen, die ohne Bezug zur Problematik sind, wie unser Lohnindex? Nur weil diese Maßnahme die Franzosen und Deutschen nicht schmerzt?

Der Oberfranzose macht es sich zu einfach, wenn er ständig mit neuen Vorschlägen ablenkt von seinen Maastricht-Sünden, von seinem verlotterten Haushalt und der massiven Verschuldung seines Landes. Die weiter schwelende Krise gründet schließlich auf dem verlorenen Vertrauen in die Staatsfinanzen, geboren aus der haushaltspolitischen Unfähigkeit der meisten Regierungen in Europa.

Die ominösen Maastricht-Kriterien zur Begrenzung der Budgetdefizite und der Staatsschulden werden von einer Reihe disziplinloser Finanzministern missach-

tet. Straflosigkeit versuchten diese sich dadurch zu sichern, dass eine Sanktion nur vom EU-Finanzminister-Rat verhängt werden kann. Eine wahre Wunderformel, welche die Diebe zu Richtern macht! Nun aber wird die List zur Illusion, weil die Finanzmärkte die staatliche Kreditwürdigkeit der Defizitländer auf den Prüfstand stellt. Sie werden „gewogen und für zu leicht empfunden“, wie es in der Schrift steht. Die Anleihen von Staaten mit herabgestufter Kreditwürdigkeit aber erfordern höhere Marktzinsen.

Der vorgeschlagene Merkel-Sarkozy-Pakt soll eine zwischenstaatliche Abmachung bleiben, welche die zentralen EU-Institutionen als solche nicht einbindet. Die Budgetdisziplin der Euro-Staaten nun in deren jeweilige Verfassung einzuschreiben, bringt keinerlei konkrete Verbesserung, wenn der tatsächliche Respekt der Normen nicht schnell und wirksam eingeklagt werden kann. Wichtiger ist es, durch verbindliche Schritte, etwa durch automatische Strafen, eine strikte Beachtung des Stabilitätspaktes aus dem Maastricht-Vertrag sicher zu stellen.

Die Sachlage ist einfach: Als Europäer haben wir den Stabilitätspakt akzeptiert oder akzeptieren müssen. Aber während wir uns nun daran halten, tun die meisten anderen, einschließlich Herr Sarkozy, dies nicht, was selbstverständlich ärgerlich ist. Und wegen der Disziplinlosigkeit anderer sollen nun wir neue Auflagen erhalten?

Für eine soziale Harmonisierung

Die Griechen haben gemogelt bei ihren Wirtschaftsstatistiken und Haushaltsdefiziten. Wenn unsere deutschen Nachbarn nun aber an ihren Stammtischen fragen, warum sie den Griechen helfen sollten, so muss man sie daran erinnern, dass die griechischen Defizite nicht zuletzt durch riesige Waffeneinkäufe in Deutschland zustande gekommen sind, unter den wohlwollenden Blicken der Bundesregierung.

Ist es denn zu viel, von den Deutschen zu erwarten, dass sie nun den Griechen beistehen sollen, nachdem diese mit unmäßigen Defiziten die deutsche Industrie und den deutschen Arbeitsmarkt gestützt haben? Die deutschen Handelsüberschüsse sind eindeutig ein Gegenstück zu den ungünstigen Leistungsbilanzen und den desolaten Arbeitsmärkten bei den schwächeren Partnern Südeuropas. Der mangelnde interne Zusammenhalt der Euro-Zone hat zwei verschiedene Seiten.

In den letzten zehn Jahren hat sich unser großer Nachbar einen starken Wettbewerbsvorteil gesichert durch die massive Absenkung seiner Reallöhne. In den deutschen Ländern gilt schon der bloße Gedanke an einen allgemeinen gesetzlichen Mindestlohn, wie er in 20 EU-Mitgliedsländern besteht, als eine marktwirtschaftliche Todsünde. Eine Indexierung wird gar als verfassungswidrig betrachtet.

Der gefeierte Exportweltmeister ist das Deutschland der 1-Euro-Jobs und der nicht regulierten Leiharbeit, des Hartz-IV-Elendes und der Kinderarmut. Hier beginnt das Europa des grenzüberschreitenden Sozialdumpings. Dies aber ist Manchester-Kapitalismus statt rheinischem Modell, angelsächsische „Shareholder’s Value“ statt katholischer Soziallehre.

Deutsch-französische Unruhestifter

Einst war das deutsch-französische Länderpaar eine erfolgreiche Lokomotive der europäischen Aussöhnung und des wirtschaftlichen Zusammenwachsens. Dabei konnten ab und zu Luxemburger Politiker beiden Seiten gute Dienste leisten und zum gegenseitigen Verständnis beitragen. Das bilaterale Einvernehmen der ehemaligen Kriegsgegner wirkte damals als eine solide Triebfeder und lieferte eine diskrete und günstige Kulisse für das Gedeihen der Zusammenarbeit im größeren Kreis.

Diese Zeiten sind vorbei. Das Tandem wird jetzt als ein arrogantes Elefantenpaar angesehen, das bereits viel Porzellan zertrampelt hat, und dessen turbulente Vorstöße zunehmend als Bevormundung und als Nötigung aufgefasst werden. Allzu offensichtlich dienen die jeweiligen Auftritte auf dem Europa-Parkett der Profilierung vor dem nationalen Publikum.

Dieses mediale Zweigespann braucht keinen Luxemburger Mittelsmann mehr. Zudem erweist sich unser Premierminister aus Pariser und Berliner Sicht offensichtlich als ein lästiger Querdenker, weil er sich gelegentlich Kritik erlaubt an den Halbgöttern der Euro-Großmächte, weil er unzensiert eigene Ideen einzubringen versucht, und weil man stets befürchten muss, dass er die Rolle des Wortführers der Zwerge am EU-Tisch übernimmt.

Wenn sie nur die Lohnindexierung in Portugal, auf Zypern und in Spanien ins Visier genommen hätten, so könnte man Sarkozy und Merkel noch zugestehen, es gehe dabei immerhin um einen Diskussionsbeitrag über Zustände in Ländern, die ihr Haus nicht in Ordnung gehalten haben. Wenn es sich aber um das Lohngefüge in Luxemburg, Belgien, Österreich, Malta und Slowenien handelt, so hat man es ganz offensichtlich mit einer ungebührlichen und kaum entschuldbaren Einmischung und einer regelrechten Provokation zu tun.

Die sofortige und spontane Ablehnung des vorgeschlagenen Indexierungsverbotes durch mehrere Länder hat uns immerhin in Erinnerung gerufen, dass es eine Lohnindexierung nicht nur bei uns gibt, wie fälschlicherweise immer wieder von den Patronatslobbyisten behauptet wird. Auch der landesweite belgische Generalstreik von Anfang März betraf die Modalitäten der belgischen Indexierung.

Dass die Südeuropäer bei ihren Staatsfinanzen schnellstens für Reme-

dur sorgen müssen, ist wohl klar. Aber das gilt doch auch weiterhin für die Franzosen, oder? Und genauso haben die Deutschen eine Bringschuld in Sachen Konvergenz. Ganz untragbar ist es jedoch, dass nun vor dem Krisenhintergrund eine europaweite Zentralisierung der Sozialpolitik eingefordert wird unter dem eindeutigen Vorzeichen des Sozialabbaus.

Wie unser Sozialsystem auszusehen hat, das wird doch nicht in Berlin oder Paris entschieden. Und wir brauchen auch keine Belehrungen und Anweisungen aus diesen Zentren der Macht. Die dortigen Herrschaften sollten sich dafür vielleicht etwas intensiver mit der Arbeitslosigkeit in Diedenhofen und mit den Kinderkrippen in Perl und Merzig befassen.

Antisoziale Union

Im wirtschaftlich eng verflochtenen Europa stellen die Wettbewerbsverzerrungen seit jeher ein Problem dar. Früher konnte man staatlicherseits Protektionismus betreiben über Zollabgaben und Einfuhrquoten, bis wir den gemeinsamen Markt erhielten. Mit Geldabwertungen und Devisenkursmanipulationen konnte man sich dann noch solange einen Vorteil sichern, bis die gemeinsame Währung eingeführt war. Und weil die Vorschriften in den Bereichen Umwelt, Gesundheit, Sicherheit etc. sich in sehr unterschiedlicher Weise auf die Produktionskosten auswirken können, wurden in der EU die nationalen Gesetzgebungen auf allen möglichen Gebieten harmonisiert, um zwischenstaatlich einen fairen Wettbewerb durch Mindestnormen sicherzustellen.

Doch was ist bei den Herstellungskosten von Waren und Gütern nun wichtiger als die Personalkosten? Also müsste die EU doch logischerweise mit der gleichen Entschlossenheit auch Mindeststandards setzen im Lohn- und Arbeitsrecht sowie in der Sozialgesetzgebung. Und zwar im Sinne einer graduellen Anpassung nach oben, also des sozialen Fortschritts und nicht des Sozialdumpings.

Auf diesem Gebiet aber hat die EU-Kommission seit jeher den entgegengesetzten Weg eingeschlagen. So wollte beispielsweise vor Jahren die ominöse Bolkestein-Richtlinie sicherstellen, dass in Luxemburg auch polnische Arbeiter mit polnischen Löhnen hätten arbeiten dürfen. Die Regel konnte erst in extremis verhindert werden durch ein resolutes Vorgehen aller Gewerkschaften des Kontinents.

Die perverse Ideologie der Kasino-kapitalisten besagt, die Lohnmoderation stelle ein wesentliches Element im Kampf gegen die Inflation dar und steigere die Produktivität und die Wettbewerbsfähigkeit Europas. Sozialabbau sei „marktkonform“ und daher mehr als gerechtfertigt, so die Thesen der Irrlehrer.

Unsere Euro-Währungsunion hat einen großen Schönheitsfehler: Generell ist sie schräg gebaut. Während etwa die Federal Reserve in den USA die Doppelaufgabe hat, zur Stabilität und zum Wachstum beizutragen, braucht die Europäische Zentralbank nur auf monetäre Orthodoxie zu achten. Da geht es dann kaltschnäuzig nur noch um Inflationsraten und Zinssätze und nicht auch um Arbeitsplätze und um soziale Verantwortung. Die monetären EZB-Falken à la Weber und Mersch stehen für „Marktwirtschaft pur“, wie sie sich die Neokonservativen und Ultraliberalen wünschen, statt für „Soziale Marktwirtschaft“ nach europäischer Tradition.

Extremisten ohne jedes soziale Verantwortungsgefühl beherrschen aber nicht nur die EZB, sondern geben auch vielfach in den übrigen EU-Gremien den Ton an, in der Kommission, im Ministerrat und am EU-Gericht. Dies wird der Union noch gehörige Probleme bescheren bei den europäischen Völkern. Die Initiative zum Verbot der Lohnindexierung ist schließlich nur ein Symptom unter vielen für eine generelle Fehlentwicklung in Europa. Ihre Ablehnung ändert nichts an der eingeschlagenen Richtung.

„fonction publique“-Themenreihe

Wunschlos traurig



„Die Wunschlosigkeit kommt eher dem Selbstbetrug, der Verdrängung und Lebenslüge gleich, versucht man sich doch zu überzeugen, dass alles so, wie es ist, gut sei und keiner Verbesserung bedürfe“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP.

Alexander und Diogenes – zwei Lebenshaltungen

Korinth, Griechenland, vor Christi Geburt: Alexander der Große, gerade eben zum obersten Feldherrn der Griechen gekürt, bejubelt und beglückwünscht, vermisst die Anwesenheit jener Person, auf deren Segen er besonders viel Wert legt – den Philosophen Diogenes von Sinope. Somit begibt sich der Prinz, begleitet von seinen mazedonischen Offizieren, zum berühmten Zyniker, der gerade dem schönen Wetter frönt und in der Sonne liegt. Der Historiker Plutarch berichtet über die wundersame Zusammenkunft:

„Diogène était couché au soleil; et lorsqu’il vit venir à lui une foule si nombreuse, il se souleva un peu, et fixa ses regards sur Alexandre. Ce prince, après l’avoir salué, lui demanda s’il avait besoin de quelque chose: ‘Oui’, lui répondit Diogène; ‘ôte-toi de mon soleil.’ Alexandre, frappé de cette réponse et du mépris que Diogène lui témoignait, admira sa grandeur d’âme; et, comme ses officiers, en s’en retournant, se moquaient de Diogène: ‘Pour moi’, leur dit ce prince, ‘si je n’étais pas Alexandre, je voudrais être Diogène.’“ (Plutarque, *Vie d’Alexandre*)

Die allzu bekannte Anekdote rückt nicht nur den Konflikt zweier unterschiedlicher Menschentypen – den Fürsten und den Philosophen – in den Vordergrund, sondern eine dichotome

Lebenshaltung und Lebensgestaltung sowie diametral entgegengesetzte Erwartungen an die menschliche Existenz, wenn es überhaupt legitim sein dürfte, bei Diogenes von „Erwartungen“ zu sprechen. Vielmehr verkörpert diese Gestalt den Wunschlos Glücklichen, den Selbstgenügsamen, denjenigen, der sich eben gerade mit dem zufrieden gibt, was er vorfindet, ohne weitere Ansprüche an das Leben zu stellen. Diogenes zählt aber auch zu den Zynikern, der *expressis verbis* eine Hundeexistenz führt (vgl. griech. *kýōn*: Hund) und somit gegenüber jedweden Zukunftsplänen eine eher resignative Haltung einnimmt: Er lebt vollends in der Gegenwart.

Alexander, der Tatenmensch, Visionär und Macher, begnügt sich nicht mit dem *status quo*, sondern orientiert sein Sein auf die Zukunft, möchte etwas bewirken, verändern: Der Unruhige, Unbehauste trifft auf den in sich selbst Ruhenden. Alexanders Neigung zu Veränderungen, Wünschen und Sehnsüchten, zu Zielen, die er erreichen möchte, wird auf subtile Weise in dieser Szene veranschaulicht; er äußert nämlich nichts anderes als einen Wunsch – wäre er nicht Alexander, so wollte er Diogenes sein –, der aber seinerseits an eine Bedingung gekoppelt ist: Nur wenn er kein Visionär und zukunftsorientierter Tatenmensch wäre (er ist es aber!), wenn er also nicht so sein könnte, wie er ist, dann käme nur noch eine Lebensweise in Frage, nämlich so wie Diogenes *wunschlos glücklich* zu sein. Der am Ende der Anekdote angeführte Bedingungssatz setzt somit nicht

nur die Ebenbürtigkeit beider Haltungen voraus, sondern misst der Tendenz Alexanders, nichts auf sich beruhen zu lassen und niemals mit einem Zustand zufrieden zu sein, einen höheren Stellenwert bei als Diogenes’ *Laisser-aller*, das nur eine Alternative, einen Ersatz darstellt. Die gängige Hypothese also, dass der Wunschlose *de facto* glücklich sei, wird auf bedeutende Weise in Frage gestellt – eine Frage, der wir uns im Folgenden anzunähern versuchen.

Intentionaler Gehalt des Wünschens

Der Akt des Wünschens ist im Allgemeinen intentional, d.h. handlungs- und ergebnisorientiert: Dieser Prozess kennt seinen Ursprung im Immateriellen, in einem Gedanken, einem Gefühl oder einer fixen Idee, um sein Ende dann anschließend qua emotional-psychischer Antriebskraft und Energie in der Verwirklichung oder Materialisierung zu finden. Dabei konzentriert sich der Wunsch nicht ausschließlich auf das „Objekt der Begierde“ an sich, sondern auf das durch eine Aktion zwischen dem Objekt und dem Ich als Wünschendem entstehende Verhältnis. Bescheidene, einfache Wünsche werden im Alltag stets geäußert und sollen hier als Paradigma gelten: „Ich möchte gern X kennenlernen.“ Bei diesem Satz spielt nicht das Objekt oder die Person X eine ausschlaggebende Rolle, sondern der propositionale Gehalt „ich möchte kennenlernen“. X als Objekt

bezeichnet, so beinhaltet auch jeder Wunsch die Kraft, Überzeugung und den starken Glauben, dass ich etwas erreichen kann. Sobald das Individuum etwas erreicht hat, empfindet es in der Regel entweder kurzweilige Gefühle der Zufriedenheit oder gar des Glücks oder enttäuschende Ernüchterung, weil der Zustand der Euphorie mit der Erfüllung des Wunsches geschwunden ist.

Der Potentialität des Wunschsatzes ist ferner der *Irrealis* am nächsten – wir Menschen pflegen von einem „frommen“ Wunsch zu reden. Hier steht nicht mehr die Überzeugung, dass wir etwas erreichen können, im Vordergrund, sondern lediglich der Glaube und die Hoffnung, dass sich etwas verwirkliche („wenn ich Millionär wäre...“). Diese Art von Wünschen fokussiert sich auf ein ideales Ziel, das aber höchstwahrscheinlich nicht erreicht werden kann, ohne aber die Grenzen des Möglichen zu sprengen. Diese Wünsche dienen letzten Endes der Verdrängung eines gegenwärtigen, aktuellen Missstandes, eines erfahrenen oder konstatierten Mangels und konstruieren Luftschlösser, in denen es sich besser leben lässt; sie zeugen wenigstens vom Bewusstwerden eines Mangels und nähren somit auch die Hoffnung. Somit stellen wir fest, dass Wünsche zum einen dank ihrer Potentialität Motivation und Tatkraft hervorruufen, zum anderen durch eine Flucht vor der Wirklichkeit das Leben erträglicher machen.

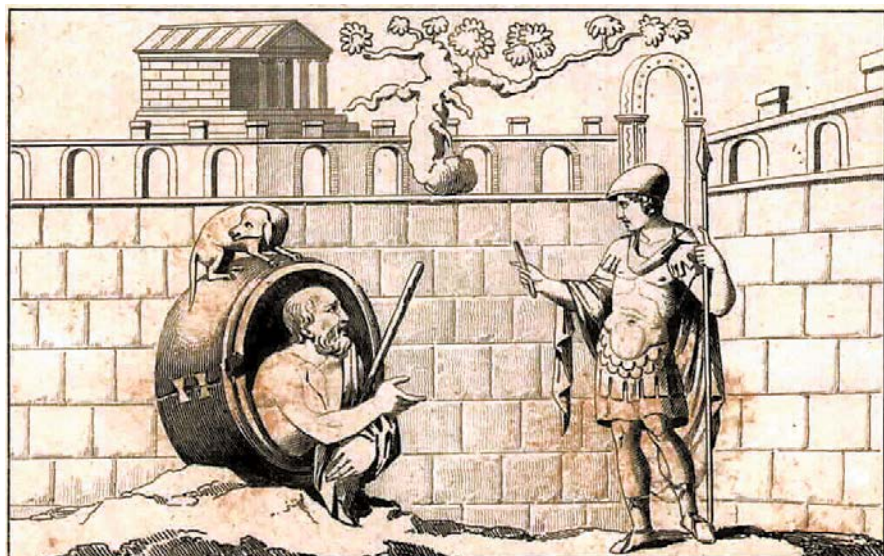
Die Konsum- und Spaßgesellschaft generiert und multipliziert stets neue Wünsche qua Werbung und Mediatisierung eines paradiesischen Lebens.



an sich bleibt außerhalb meines Erfahrungshorizonts oder, umgangssprachlich, bringt mir nichts; das Interesse und der Wunsch gelten dem Kennenlernen, der Kontakttherstellung zwischen X und mir. Eine ähnliche Bewandnis hat es beispielsweise mit der gängigen, im Konjunktiv artikulierten Redewendung „ich hätte gern“ – auch hier steht das Haben, der Besitz im Vordergrund und nicht das Objekt als solches. Insofern stellt die „banale“ Wunschäußerung des Öfteren nichts anderes als einen Sprechakt dar, d.h., der sprachlich materialisierte, ausgedrückte Wunsch führt im Idealfall zur verwirklichten, materialisierten Tatsache, zur „Wünscherfüllung“: Eine in der Gegenwart zum Ausdruck gebrachte und in die Zukunft projizierte Intention führt zu einer Handlung, die wiederum in der Gegenwart ein Resultat „zeitigt“. Das Visionäre, Motivierende begrenzt sich auf diese Projektion in einen positiven, in der Zukunft zu erreichenden Zustand. Die Phase des Wünschens produziert somit Energie, Dynamik, Motivation und kann, ganz im Sinne des romantischen Schiboleth, der Weg sei das Ziel, zu Glücksmomenten führen. So wie in der Grammatik der Optativ („hätte ich.../ wäre ich...“) Potentialität voraussetzt, d.h. die Möglichkeit eines Geschehens

Innere Faktoren des Wünschens

Angenommen, die Wünsche wären ein fester Bestandteil der menschlichen Existenz oder Psyche, etwas Ontologisches, also zum Wesen des Menschen Gehöriges, so stellte der Mensch zweifelsohne etwas Unvollendetes, ja eine Fehlkonstruktion dar. Der stete Drang, etwas noch nicht Erreichtes erreichen oder einen Zustand verändern zu wollen – sei es nur das eigene Selbst –, setzt die Mangelhaftigkeit des Menschen voraus, denn jeder Wunsch entsteht lediglich aus der Erfahrung der Unzulänglichkeit. Sollte das Wünschen dem Wesen des Menschen inhärent sein, so verkörpert es den steten Drang, eigene Leerstellen zu füllen und seine eigene Unvollständigkeit zu ergänzen. Mangelndes Selbstbewusstsein oder ein brüchiges Selbstbild (Identität) lassen das Subjekt seine eigene Ungenügsamkeit erfahren und rufen Wünsche hervor, die materieller, geistiger, psychischer oder metaphysischer Natur sein können: Der eine findet Ergänzung und Selbstbestätigung in einem teuren Wagen, der andere in der Hoffnung auf ein besseres Leben in einer anderen, jenseitigen Welt.



Diogenes, der Wunschlos Glückliche, und Alexander, der Visionär.



Wünsche zu haben, setzt zunächst die erkannte und bewusst gewordene Unzulänglichkeit voraus.

Äußere Faktoren des Wünschens

Das Wünschen als wesentlicher Bestandteil der menschlichen Existenz vorauszusetzen, läuft wenigstens beim aktuellen Kenntnisstand Gefahr, wegen des hohen Abstraktionsgrads Spekulationen anheimzufallen. Umso einleuchtender erscheinen die äußeren Faktoren, die beim Individuum Wünsche, Sehnsüchte und Begierden hervorrufen: Erstere beziehen sich nämlich auf den Menschen als Gesellschaftswesen, als Teil eines Kollektivs und Letztere nähren sich vor allem von dem *Vergleich*. Sehnsüchte werden beispielsweise durch Bewunderung, den Kult des Vorbildes oder Neid hervorgerufen; sie entstehen durch die Bewusstwerdung gewisser Zustände und deren Inakzeptanz (etwas darf nicht so sein und muss folglich geändert werden). Doch auch hier gilt, dass Hoffnungen und Wünsche allein unzulänglich sind, denn auf diese müssen Taten folgen – auf das Nein muss ein Ja folgen.

In der modernen westlichen Gesellschaft werden die meisten Wünsche nicht hervorgerufen, weil das Existenzminimum nicht mehr erreicht würde, sondern weil sich die Untugend entwickelt hat, den eigenen (neiderfüllten) Blick stets auf des Nachbarn Güter zu werfen. Dieses Konkurrenzdenken übt nicht nur Druck auf den einzelnen aus, sondern führt ihn unweigerlich in die Abhängigkeit: „Die Sklaven [...] dienen ihren Herren, und die Nichtsnutze ihren Begierden.“ (Diogenes von Sinope, zit. n. Diogenes Laertius, *Leben und Meinungen berühmter Philosophen*) Abhängigkeit bedeutet insofern, dass mein Leben von dem des anderen abhängt, da dieses ja zum Maßstab meiner Erwartungen an die Existenz geworden ist.

Ferner generiert und multipliziert die Konsum- und Spaßgesellschaft stets neue Wünsche qua Werbung und Medialisierung eines paradiesischen Lebens. So werden Geräte, Reisen u. Ä. keineswegs nur als angenehmes Zubehör eines lebenswerten Lebens, sondern als quasi *conditio sine qua non* der Existenz gepriesen. Viele derart künstlich hervorgerufene Wünsche erreichen aber meistens das entgegengesetzte Ziel: Sie schaffen wiederum Druck und Sorgen, weil man sich diese nicht erfüllen kann.

So zitiert Dion Chrysostomos Diogenes von Sinope: „Auf der Jagd nach Vergnügen um jeden Preis werde ihr [d.i. der Menschen] Leben immer freudloser und mühsamer, und während sie glaubten, für sich selbst vorzusorgen, kämen sie vor Sorge und Voraussicht erbärmlich um.“

Der Ursprung dieser „modernen“ Wünsche ist auf die Tatsache zurückzuführen, dass der gesättigte westliche Zeitgenosse seine Grundbedürfnisse des Öfteren *ab initio* erfüllt sieht: So braucht er sich weder um Nahrung, Heim, Freiheit oder Demokratie zu bemühen, lässt sich von sekundären, meist materiellen Gütern verführen, die er zu neuen Grundbedürfnissen hochstilisiert und die somit zu neuen Wünschen und Sehnsüchten führen. Nur wenn diese für die Existenzsicherung belanglosen Wünsche erfüllt werden, kann wieder vermeintliche Freude am Leben entstehen, weil die einfache, bescheidene Freude am Leben verloren gegangen ist. So schreibt Peter Sloterdijk in seiner *Kritik der zynischen Vernunft* zu Recht: „Ideale, Pflichtideen, Erlösungsversprechen, Hoffnungen auf Unsterblichkeit, Ziele des Ehrgeizes, Machtpositionen, Karrieren, Künste, Reichtümer. Aus kynischer Sicht sind das alles Kompensationen für etwas, was sich ein Diogenes erst gar nicht rauben läßt: Freiheit, Bewußtheit, Freude am Leben.“

Wunschlos glücklich?

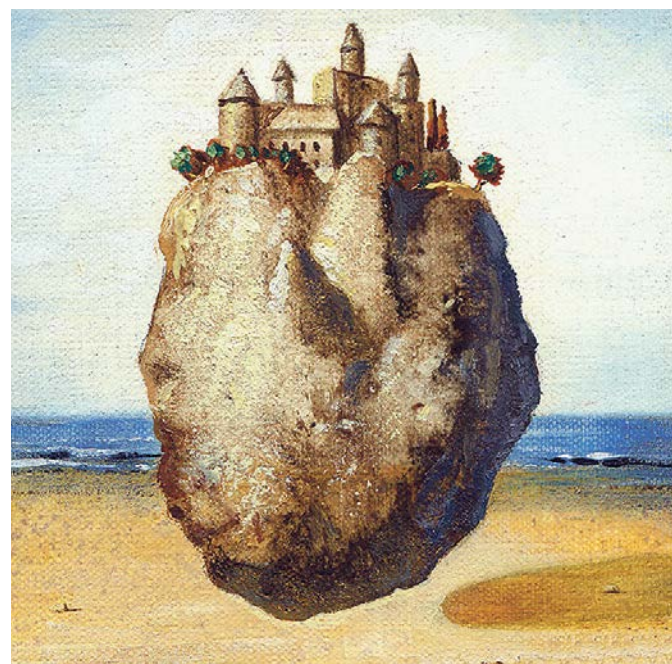
Um die zu Beginn aufgeworfene Frage, die trotz der bis jetzt geäußerten Gedanken noch nicht zufriedenstellend beantwortet werden konnte, zu klären, bietet es sich an, das geflügelte Wort des „wunschlos Glücklichen“ genauer zu analysieren. In diesem Kontext lassen sich drei Aspekte herauskristallisieren: Man hat Wünsche, man hat keine Wünsche und ist – dies wäre der letzte Aspekt – durch diese Wunschlosigkeit glücklich.

Wünsche, Sehnsüchte und Begierden zu haben, setzt zunächst die erkannte und bewusst gewordene Unzulänglichkeit bzw. Mangelhaftigkeit der Gegenwart voraus. Mit diesem gegenwärtigen Zustand ist man unzufrieden und steckt sich zum Ziel, diesen zu ändern. Insofern sind Wünsche teleologisch – sie verfolgen ein Ziel (telos) – und zukunftsorientiert – da sie einen anderen Zustand in der Zukunft in Aussicht stellen. Sie fordern einen kritischen Geist, der imstande ist, Umstände zu hinterfragen und Verbesserungen vorzuschlagen. „Die Sehnsucht ist unser Bestes“, schreibt Max Frisch in *Bin oder Die Reise nach Peking*. Sie schafft die nötige Antriebskraft und Motivation, einen anderen Zustand erreichen zu wollen, kurz, zu handeln. Wünsche enthalten somit die Dynamik und Energie, die dem Leben eigen ist.

Jemand, der keine Wünsche mehr hat, lebt in der völligen Gegenwärtigkeit und blendet die Zukunft aus; er akzeptiert, dass ein Zustand so ist, ohne sich die Frage zu stellen, ob er verbesserungsbedürftig sei. Gottes Wasser über Gottes Land fließen zu lassen, vermag zwar eine gewisse Zufriedenheit oder gar Glückseligkeit zu gewährleisten, doch wird diese Haltung von einer gewissen Portion Zynismus und Resignation begleitet: Das Leben verliert seine Dynamik und wird auf eine Momentaufnahme redu-

ziert. Hier dürfen wir an Fausts Wette erinnern: Auch Goethes Titan wird dann in die Klauen des Teufels fallen, wenn er sich mit dem Augenblick, den er als schön empfindet, zufriedengibt und jedwede Zukunftsperspektiven und jedwedes Streben einstellt. Keine Wünsche mehr zu haben, bedeutet ebenfalls das verbitterte Eingeständnis, nicht mehr handeln, nichts mehr verändern zu können – und diese resignative Haltung birgt ggf. ein enormes Gewaltpotential in sich. Stéphane Hessel erkennt im zeitgenössischen Terrorismus diese resignative Haltung: Die Tatsache, dass sich nichts mehr zum Besseren wenden kann, rechtfertigt die Zerstörung des momentanen unerträglichen Zustandes, und diese Hoffnungslosigkeit führt zur Gewalt. Umso überzeugender ist Hessels Plädoyer für die Hoffnung, und somit auch für das Aufrechterhalten der Wünsche:

„Dans la notion d'exaspération, il faut comprendre la violence comme une regrettable conclusion de situations inacceptables pour ceux qui les subissent. Alors, on peut se dire que le terrorisme est une forme d'exaspération. Et que cette exas-



Wünsche dienen letzten Endes der Verdrängung eines gegenwärtigen, aktuellen Missstandes, eines erfahrenen oder konstatierten Mangels und konstruieren Luftschlösser, in denen es sich besser leben lässt.

pération est un terme négatif. Il ne faudrait pas ex-aspérer, il faudrait espérer. L'exaspération est un déni de l'espoir. Elle est compréhensible, je dirais presque qu'elle est naturelle, mais pour autant elle n'est pas acceptable. Parce qu'elle ne permet pas d'obtenir les résultats que peut éventuellement produire l'espérance.“

(Hessel, *Indignez-vous*)

Aus Hessels Aussage geht klar hervor: Hoffnungslosigkeit und die Tatsache, keine Wünsche mehr zu haben, stellen eine Schlussfolgerung dar und insofern einen „point of no return“, pure Gegenwärtigkeit ohne Blick auf eine etwaige bessere Zukunft, während Hoffnung und Wünsche als konstruktiv und produktiv (vgl. „produire“) vorausgesetzt werden.

Neben der zynischen Philosophie finden wir vielleicht noch einen Wunschlos Glücklichen in der Philosophie der Existenz. Ihr zufolge geht es darum, das Leben im Hier und Jetzt, in der puren Gegenwärtigkeit zu leben, ohne Blick auf die Zukunft und ohne Hoffnung, denn diese, so Albert Camus, komme dem größten aller Übel gleich: „De la boîte de Pandore où grouillaient les maux de l'humanité, les Grecs firent sortir l'espoir après tous les autres, comme le plus terrible de tous. Je ne connais pas de symbole plus émouvant. Car l'espoir, au contraire de ce qu'on croit, équivaut à la résignation. Et vivre, c'est ne pas résigner.“ (Camus, *Noces*) Die Hoffnung – und somit auch die Wünsche – verlagern das eigentliche Leben in eine irrealer Zukunft und verhindern, das Jetzt wertzuschätzen und zu gestalten; sie unterbinden und hemmen jedwedes Handeln, da der Idealzustand lediglich auf eine unbestimmte Zukunft projiziert wird. Während der Mensch hofft und wünscht, handelt er nicht, sondern wartet – eine Haltung, die Camus zu Recht als „resig-

nativ“ bezeichnet. Glücklich können wir dementsprechend nur im Hier und Jetzt, und zwar ohne Wünsche und Hoffnung, werden, indem wir – wie der Titel von Camus' Essay es andeutet – eine Ehe (vgl. *Noces*) mit der Gegenwart und dem Leben schließen.

Wunschlos traurig!

Der althochdeutsche Begriff *wunsh* – Begehren, Verlangen, Ersehntes – erfährt spätestens im mittelhochdeutschen Lexem *wunsch* eine Bedeutungserweiterung, die in unserem Kontext von Belang ist, nämlich das „Vermögen etwas Außerordentliches zu schaffen“ (Pfeifer, *Etymologisches Wörterbuch des Deutschen*). Wünschen bedeutet insofern ein „Vermögen“, d.h. die Fähigkeit, etwas Konstruktives (vgl. „schaffen“) hervorzubringen. Diese Haltung gewährleistet eine positive Eigenschaft, die dem Menschen wesentlich ist, nämlich seine *Potentialität*: Das menschliche Wesen ist imstande, Möglichkeiten auszuloten und zu verwirklichen. Die Realisierung und Materialisierung der Wünsche setzt aber zum anderen voraus, dass der Mensch zunächst Missstände erkennt und sich derer bewusst wird, sich bes-

sere Umstände vorstellen, wünschen und zuletzt umsetzen kann. Natürlich genügen Wünsche allein nicht, um etwas im Leben zu bewirken, aber sie bilden eine unabdingbare Voraussetzung, eine notwendige Motivation für jedwedes Handeln und die Veränderung von Zuständen, die wiederum die Entwicklung des Menschen und der Gesellschaft gewährleistet.

Diogenes von Sinope war überzeugt, dass kein Lebewesen in einer Umgebung zur Welt komme, in der es nicht *überleben* könne. (vgl. Diogenes von Sinope zit. n. Dion Chrysostomos) Somit begnügte er sich mit dem, was das Leben ihm schenkte. Wird diese Lebensweise als selbstgenügsam, bescheiden und authentisch gepriesen, so ist sie meines Erachtens höchst egozentrisch und ohne Weitsicht: Sie konzentriert sich nämlich nur auf das eigene Ich und die gegenwärtige Situation, lässt aber jede Möglichkeit einer Entwicklung und Verbesserung außer Acht. Tonne und Sonnenschein erlauben es einem mit Sicherheit zu *überleben*, aber nicht zu *leben*. Die Wunschlosigkeit kommt eher dem Selbstbetrug, der Verdrängung und Lebenslüge gleich, versucht man sich doch zu überzeugen, dass alles so, wie es ist, gut sei und keiner Verbesserung bedürfe. Wünsche und Sehnsüchte zu haben, bilden vielmehr den „ewigen Stachel“ und erzeugen eine notwendige konstruktive Unruhe, die das Lebendige der Existenz ausmacht. Ohne Wünsche zu leben, seine Wünsche „begraben“ (sic!) zu haben, reduziert das Leben auf einen immerwährenden *status quo*, einen unabänderlichen, toten Zustand. Und wie könnte etwas Totes den Menschen glücklich machen? Somit müssen wir schlussfolgern: Wunschlos traurig!

Claude Heiser

CGFP
pour une fonction publique

▶ indépendante,
▶ unie
▶ et solidaire

Nachgefragt

Festzins auf gesamte Laufzeit

Das Bausparen – die „clevere Alternative“ zum herkömmlichen Bankdarlehen

Trotz Wohnungsbaupakt und staatlicher Fördermaßnahmen bleibt die Anschaffung eines Eigenheims ein schwieriges Unterfangen. Erneut steigende Darlehenszinsen und überdurchschnittlich hohe Baulandpreise lassen den Traum von den eigenen vier Wänden schnell schwinden. Als interessante, ja clevere Alternative zum herkömmlichen

Baukredit erweist sich da nach wie vor das Bausparen, wie Lothar Meyer, BHW-Direktionsbeauftragter für den öffentlichen Dienst, gegenüber „fonction publique“ erklärt. „Festzins“ heißt noch immer das Zauberwort, mit dem BHW, im Verbund mit der CGFP, Bausparern die Tür zum Eigenheim öffnen will. Ein Gespräch.

fonction publique: Herr Meyer, warum ist eine Finanzierung mit Festzins so wichtig?

Lothar Meyer: Nun, die Europäische Zentralbank (EZB) schließt eine Zinserhöhung schon im April nicht mehr aus. Der Leitzins verharrt seit Mai 2009 auf einem Rekordtief von 1 Prozent. Und nun will selbst EZB-Präsident Jean-Claude Trichet eine Zinserhöhung im kommenden Monat nicht mehr ausklammern. Die Währungshüter waren zuletzt von den rasch ansteigenden Rohstoffpreisen überrascht worden. Oberstes Ziel der EZB bleibt aber die Preisstabilität, die sie bei einer Teuerungsrate von knapp unter zwei Prozent gewährleistet sieht. Im Februar betrug die jährliche Teuerungsrate im Euroraum 2,4 Prozent und lag damit so hoch wie seit Oktober 2008 nicht mehr. Nun sagt Trichet, die EZB tue alles, was sie tun müsse, um Preisstabilität zu garantieren.

fonction publique: Wie wertvoll das Bauspardarlehen mit Festzins ist, zeigt sich also gerade vor dem Hintergrund einer voraussichtlichen Zinserhöhung im April...

Lothar Meyer: Richtig! Die Frage jedenfalls ist berechtigt, ob dies vielleicht der Beginn laufend steigender Zinsen ist. Denn schauen Sie: Steigende Inflationsraten, steigende Ölpreise, Unsicherheit in den arabischen Ländern und Stabilitätsprobleme einzelner EU-Mitgliedstaaten verstärken natürlich die Sorge um Zinserhöhungen. Schon in der Vergangenheit hat man gespürt, wie schnell eine Finanzierung mit variablen Zinsen die Finanzlage einer Familie durch die laufenden Erhöhungen des Leitzinses

der Europäischen Zentralbank aus dem Gleichgewicht werfen kann. Für junge Paare, die sich eine neue Immobilie anschaffen möchten, werden die steigenden Zinsen schnell zu einem großen Problem. Es sind nicht allein die hohen Kreditkosten, sondern auch die steigenden Anschaffungs- und Baupreise, die eine Finanzierung oftmals zum Scheitern bringen. Auch Immobilienbesitzer, die sich vor ein paar Jahren oder Monaten eine Immobilie angeschafft haben, stolpern womöglich über die nun eventuell kommenden Zinserhöhungen. Sie spüren dann die Auswirkungen eines Darlehens, bei dem die Anfangszinsen unter 2 Prozent lagen. Selbst kleinere Zinserhöhungen zeigen ihre Wirkung in der monatlichen Belastung, wenn man dies mit den bei uns üblichen sehr hohen Darlehenssummen rechnen muss. Wer die Immobilienpreise in Luxemburg kennt, weiß, in welchen Größenordnungen sich die Kreditvolumina bewegen. Hinzu kommen die steigenden Energiekosten, die den Hausbesitzer noch zusätzlich zur Kasse bitten. Da kann es sehr schnell zu Engpässen kommen...

fonction publique: ...denen das Bausparen mit Festzins entgegenwirken kann...

Lothar Meyer: Ich denke, wer sich für einen Bausparvertrag entscheidet, geht jedenfalls kein Abenteuer ein. BHW, im Verbund mit der „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“, bietet Bauspardarlehen mit Festzins an. Dieser Zinssatz gilt dann über die gesamte Laufzeit. Gerade das ist doch der entscheidende Punkt: Die Belastungen sind über die gesamte Laufzeit nachvollziehbar und

„Für junge Paare, die sich eine neue Immobilie anschaffen möchten, werden die steigenden Zinsen schnell zu einem großen Problem. Es sind nicht allein die hohen Kreditkosten, sondern auch die steigenden Anschaffungs- und Baupreise, die eine Finanzierung oftmals zum Scheitern bringen.“, erklärt Lothar Meyer, BHW-Direktionsbeauftragter für den öffentlichen Dienst.



es kommt zu keinerlei Risiken in der Haushaltsplanung. Nach Zuteilung des Bausparvertrages verfügt der Bausparer über ein fest verzinsliches Bauspardarlehen mit einer fest vereinbarten monatlichen Rückzahlung. Der Kunde kann also bis zum Ende seiner Finanzierung exakt kalkulieren. Selbst die Vorfinanzierung kann durch einen Festzins abgesichert werden, so dass der Hausinteressent sein Baudarlehen über die nächsten 30 Jahren mit festen Konditionen rechnen kann. Im Übrigen profitieren die CGFP-Mitglieder bei der Sofortfinanzierung von besonders günstigen Bedingungen. Dasselbe gilt für einen Direkt-Abschluss des Bausparvertrages bei der „Oeuvre CGFP d'Epargne Logement“, der Fach-Einrichtung der Berufsorganisation der öffentlichen Funktion, die ihren Mitgliedern den landesweit schnellsten und günstigsten Kredit sichert.

fonction publique: Wo sehen Sie künftig noch weitere Probleme bei einer anstehenden Finanzierung?

Lothar Meyer: Nun, durch die Regelung BASEL III sind die Banken gehalten, die Kreditkunden genauer zu prüfen. Es wird künftig eine höhere Eigenkapitaldecke in der Finanzierung gefordert. Hinzu kommen strengere Anforderungen in der Bonitätsprüfung. Die US-Hypothekenkrise von 2008 war ein Alarmsignal für die Banken, in Zukunft noch viel kritischer in der Kreditvergabe zu werden. Selbst Finanzexperten sind sich noch nicht einig, welche Probleme die Zukunft noch bringen wird. Gerade in Zeiten einer globalisierten Finanzpolitik ist niemand vor Überraschungen gefeit.

fonction publique: Welche Ratsschläge können Sie Ihren Kunden geben?

Lothar Meyer: Die Immobilie soll für den Kunden maßgeschneidert sein. Gleichsam muss auch die Finanzierung für den Kunden ein Maßanzug sein. Oder anders ausgedrückt: Das Haus oder die Wohnung soll in den nächsten Jahren den Wünschen und Ansprüchen gerecht werden. Somit ist dies auch für die Finanzierung wichtig. Es ist unerlässlich, eine Eigenkapitaldecke anzusparen, damit die Finanzierung nicht auf den letzten Euro ausgereizt werden muss. In vielen Fällen sollen die Nebenkosten, wie Aktkosten, Notar, Darlehensgebühren usw. durch die Bank mitfinanziert werden, wenn keine Eigengeldreserve vorhanden ist. Das Eigengeld wird oft für die Anschaffung teurer Annehmlichkeiten verwendet. Hinzu kommen noch Belastungen aus vorhandenen Kleinkrediten. Rechnet man dies nun noch zu den monatlichen Ausgaben für die anstehende Immobilienfinanzierung hinzu, ist oftmals das vorgeschriebene Existenzminimum nicht mehr sichergestellt. Zusätzlich dazu sind die steigenden Lebenshaltungskosten zu berücksichtigen. Wenn die Kinder älter werden, kosten sie auch mehr. Ein Studium etwa wird auch immer teurer und muss in die Haushaltskosten eingeplant werden. Ohne Vorsparen wird es in Zukunft immer schwerer, den Wunsch nach einer eigenen Immobilie zu verwirklichen.

fonction publique: Wonach sollen sich die Bau- oder Kaufinteressenten orientieren?

Lothar Meyer: Da auch die besten Experten die Zukunft auf dem Kapitalmarkt nicht genau einschätzen können, schlagen wir den Kunden Folgendes vor: Wer sich nicht ganz sicher ist, die komplette Finanzierung mit Festzins zu

Staatlich gefördert

Wohnungsbau und private Eigentumsbildung sind wirtschafts- und sozialpolitische Ziele von hohem Rang. Der Luxemburger Staat fördert das Engagement von Kaufinteressenten, besonders durch die Bau- und Anschaffungsprämien und durch verschiedene Arten von Zinszuschüssen. Das Bausparen selbst unterstützt er durch Steuererleichterungen. Grund: Baufinanzierungen bilden eine sorgfältig aufgebaute und verlässliche Grundlage der Alterssicherung durch Wohneigentum für breite Bevölkerungskreise.

Die Bau- oder Anschaffungsprämien werden Bau- und Kaufwilligen gewährt, die erstmals Haus- oder Wohnungseigentümer werden wollen. Über weitere Prämien, wie die Bausparprämie, die Verbesserungsprämie, die Architektenprämie sowie die Prämie für Spezial-einrichtungen für körperbehinderte Personen informieren die BHW-Bausparkasse und das Ministerium für Wohnungsbau. Es ist zudem ratsam, nach kommunalen Bauhilfen zu fragen.

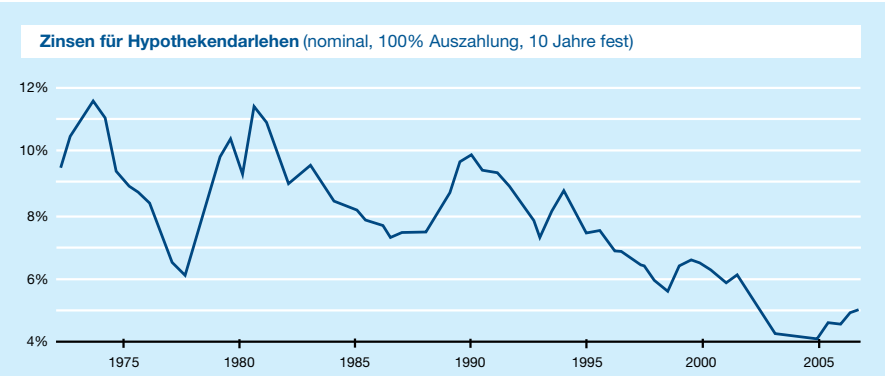
Unter ähnlichen Voraussetzungen werden Zinssubventionen bewilligt, die dazu bestimmt sind, besonders einkommensschwächeren Haushalten die Monatsraten tragbar zu gestalten. Anspruch auf Zinsbonifikationen dagegen haben Familien mit Kindern. Diese Bonifikationen werden aufgrund der Anzahl der Kinder berechnet. Das Bausparen selbst fördert der Luxemburger Staat durch Steuererleichterungen im Rahmen von Sonderausgaben. Zudem sind die Erträge aus Bausparverträgen von der Quellensteuer befreit.

Anträge und Informationen beim:

Service des Aides au Logement
2 avenue Gaston Diderich
L-1420 Luxembourg

Darlehensberatung:

CGFP/BHW-Bausparen
CGFP-Services
Tel.: 47 36 51



beantragen, sollte aber trotzdem in Erwägung ziehen, in einer Mischkalkulation auf jeden Fall einen Teil mit Festzins zu unterlegen. Denn: Wenn die Zinsen weiter steigen, ist somit nicht der gesamte Kredit im variablen, will heißen im unsicheren Bereich. Wie schnell kann durch steigende Zinsen der Traum von der eigenen Immobilie zum Albtraum werden? – In Deutschland zum Beispiel wird nur in ganz seltenen Fällen eine Immobilienfinanzierung mit variablem Zins beantragt. Der Euro und die EU-Währungspolitik werden uns künftig – notgedrungen – ein ausgewogeneres Verhalten bei der Aufnahme von Hypothekenkrediten lehren.

fonction publique: Ausführliche Kundenberatungen werden bei BHW seit jeher großgeschrieben. Im persönlichen Gespräch versuchen Sie, für jeden die individuelle und vorteilhafteste Finanzierungsmöglichkeit aufzuzeigen.

Lothar Meyer: Das ist richtig. Individuelle Beratungstermine vor Abschluss eines Vertrages sind für uns das A und O. BHW und CGFP verfügen über ein bes-

Lothar Meyer (lächelt): Schauen Sie: Nicht nur wir kommen in die Jahre. Auch das Haus kommt in die Jahre. Und daher ist das Vorsorgespargen ja so wichtig. Es gibt immer etwas zu tun, ob Renovierung, Modernisierung oder Umbau. Nehmen Sie als Beispiel nur eine Heizung, die auf erneuerbare Energien umgestellt werden soll. Das Haus muss altengerecht oder behindertengerecht umgebaut werden. Eine neue Küche, neue Fliesen für das Bad – die Liste lässt sich beliebig lang fortführen. Nicht alle Renovierungs- oder Modernisierungswünsche können einfach aus der Portokasse gezahlt werden. Ein BHW-Bauspardarlehen kann da schon helfen, bei der Werterhaltung der eigenen vier Wände – und das mit einer zinsgünstigen Finanzierung.

fonction publique: Zusätzlich dazu gibt es kaum einen Bereich, der staatlicherseits so gefördert wird wie die Schaffung von Wohneigentum in Verbindung mit Bausparen.

Lothar Meyer: So ist es. Schon in der Sparphase hilft der Staat unter Berücksichtigung bestimmter Bedingungen bei der Eigenkapitalbildung durch die



Neben der Bausparförderung durch einen Steuervorteil unterstützt der Staat die Eigeninitiative mit Bau- oder Anschaffungsprämien und Zinszuschüssen

tens ausgebildetes Beraterteam. Unsere Mitarbeiter können Ihnen auf jeden Fall kollegial, vertraulich und fachlich kompetent die für Sie maßgeschneiderten Finanzierungsmöglichkeiten aufzeigen, um den Traum von den eigenen vier Wänden wahr werden zu lassen. Bei den Beratungen legen wir größten Wert darauf, die für Sie vorteilhafteste und zugleich mit steuerlichen Vorteilen einher gehende Finanzierungsformel bereitzustellen. Bei den Beratungen zeigen wir Ihnen alle Möglichkeiten auf, die für Sie in Frage kommen. Wir vergleichen Finanzierung mit Festzins, variablen Zinsen oder auch, wie eben erwähnt, Finanzierungen in Kombination mit Fest- und Variabelzins. Somit kann der Kunde in aller Ruhe kritisch seine Vergleiche anstellen.

fonction publique: Und all das zählt natürlich auch bei grenzüberschreitenden Finanzierungen...

Lothar Meyer: Stimmt! Wir haben uns ein gutes Know-how für Auslandsfinanzierungen aufgebaut. Besonders hervorzuheben sind aufgrund der vielen Berufspendler Finanzierungen im nahen Grenzbereich zu Deutschland, Belgien und Frankreich.

fonction publique: Anders als sein Name es auf Anhieb vielleicht vermuten lässt, eignet sich ein Bausparvertrag nicht nur fürs Bauen im engeren Sinne, sondern auch fürs Renovieren und Modernisieren einer Immobilie...

Gewährung von Steuervorteilen beim Bausparen über den Sonderausgabenabzug. Dadurch lässt sich das steuerpflichtige Einkommen vermindern. So können zusätzlich zu den ohnehin schon abziehbaren Beiträgen an Versicherungsgesellschaften oder Mutualitäten pro Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person von der Steuer abgesetzt werden. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das zum Beispiel 2.688 Euro. Das lohnt sich. Neben der Bausparförderung durch einen Steuervorteil unterstützt der Staat die Eigeninitiative aber auch mit Bau- oder Anschaffungsprämien und Zinszuschüssen. Erwähnenswert ist in diesem Zusammenhang aber auch die, nicht zuletzt auf Druck der CGFP und der „Oeuvre CGFP d'Epargne Logement“ zustande gekommene Bestimmung, nach der die Erträge aus Bausparverträgen von der Quellensteuer befreit sind. Somit bleibt das Bausparen mit Sicherheit die clevere Alternative für all diejenigen, die für sich oder ihre Familie optimal vorsorgen wollen, sich den Wunsch von den eigenen vier Wänden erfüllen oder ihr Geld mit attraktiver Rendite sicher anlegen möchten.

fonction publique: Herr Meyer, wir bedanken uns recht herzlich für dieses aufschlussreiche Gespräch.

Interview: Steve Heiliger

Terrassen- a Markise-Festival zu Bartréng



(hannert BoConcept)
74, route de Longwy
L-8080 Bertrange
Tél.: 32 59 05 1
www.cvr-storencenter.lu



7, Boulevard Joseph II
L-1840 LUXEMBOURG
Tél: +352 46 36 40
Fax: +352 46 36 44
Mail: ame@ame.lu

Een eenzegen
Klick
fir är Sëcherheet.

www.ame.lu

Enfin une offre à votre mesure, des couvertures complètes à des prix raisonnables.

Venez découvrir nos produits:

- pour votre voiture
- votre habitation
- ou bien votre famille

et demandez encore aujourd'hui votre offre gratuite et personnalisée.

Ensemble en toute sécurité



AME 
ASSURANCES MUTUELLES D'EUROPE

7, Boulevard Joseph II
L-1840 LUXEMBOURG

Tél: +352 46 36 40
Fax: +352 46 36 44
Mail: ame@ame.lu
URL: www.ame.lu

Poste vacant

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Abu Dhabi

L'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Abu Dhabi désire recruter

1 employé (m/f) recruté(e) sur place

Profil demandé:

- études secondaires ou équivalentes accomplies;
- maîtrise parfaite des langues anglaise, française et arabe;
- maîtrise parfaite du travail sur ordinateur;
- sens de l'initiative et aptitude à travailler de manière indépendante.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, de copies des diplômes et d'une photo d'identité sont à adresser pour le 8 avril 2011 au plus tard au:

Ministère des Affaires Etrangères
Direction du Budget, des Finances, de l'Administration
et du Contrôle financier des missions diplomatiques
2-4, rue du Palais de Justice
L-1841 Luxembourg

Pour tout renseignement supplémentaire, les candidat(e)s intéressé(e)s voudront prendre contact au N° de téléphone: 2478-2418 (Mme Legil / matin).



Visitez notre site:
www.cgfp.lu

Avec **la Télé des P&T**,
profitez d'un grand choix de VOD.



La Télé des P&T | Infos et commande sur www.tele.lu

P&T LUXEMBOURG

Division des Télécommunications - L-2999 Luxembourg - Téléphone gratuit : 8002 8888 - www.tele.lu

ec+ P&TLuxembourg : acteur du développement durable.

*Prix valable uniquement jusqu'au 30 avril 2011. Voir conditions en magasin ou sur www.tele.lu

Das neue Dienstleistungsangebot von CGFP-Services

Besondere Bedingungen für CGFP-Mitglieder

Privater Krankenversicherungsschutz schließt Versorgungslücken

Das Thema Gesundheit ist heute wichtiger denn je. Sich die beste medizinische Versorgung leisten zu können, darauf soll jetzt und in Zukunft niemand verzichten. Durch die Leistungseinschränkungen der gesetzlichen Krankenkasse öffnet sich eine Versorgungslücke, die mit einer privaten Krankenversicherung geschlossen werden kann. Über das weit reichende Kooperationsabkommen mit der DKV Luxembourg S.A. berichteten wir in der letzten Ausgabe von „fonction publique“ ausführlich. Im Zuge dessen sind zahlreiche Interessenanfragen eingegangen, die sich zurzeit in der Bearbeitung befinden. Hier wird von Seiten der DKV Luxembourg kurzfristig Stellung bezogen, offene Fragen werden zeitnah beantwortet. Darüber hinaus gibt es offene Punkte, die wir versuchen, an dieser Stelle zu beantworten. Nochmals möchten wir darauf hinweisen, dass die besonders günstigen Vertragsbedingungen auch für die CGFP-Mitglieder gelten, die bereits Kunde bei der DKV Luxembourg sind. Diese können den bestehenden Vertrag ohne Probleme in den für sie günstigeren Kontrakt umstellen lassen.

Extra fir Lëtzebuerg

Selbst in einem Land wie Luxemburg, das ein funktionierendes, gut ausgestattetes Gesundheitssystem hat, verbleiben nach dem Arztbesuch oder auch einem Krankenhausaufenthalt Restkosten, die jeder Einzelne zu tragen hat. Mit dem eigens für den Luxemburger Markt entwickelten Produkt „Easy Health“ ist es der DKV Luxembourg gelungen, jedem Versicherten die beste medizinische Versorgung zu gewähren, ohne dass dieser die verbleibende Krankheitskosten selbst übernehmen muss. Ganz gleich, ob freie Arztwahl, eine neue Brille oder hochwertiger Zahnersatz – mit einem maßgeschneiderten Ver-

sicherungsprodukt der DKV Luxembourg genießt jeder Versicherter europaweit zahlreiche Vorzüge und das ein Leben lang! Als Patient erster Klasse im Krankenhaus kann man sich im Ernstfall vom Chefarzt behandeln lassen und wird sogar an einen Spezialisten vermittelt. Auf Wunsch erfolgt die Unterbringung im Einbettzimmer, sämtliche Krankenhausnebenkosten werden erstattet.

Das Extra auf Reisen

Der besondere Vorteil für CGFP-Mitglieder ist, dass zusätzlich die Auslandsreisekrankenversicherung „Travel“ integriert ist. Beispielsweise zahlt die gesetzliche Krankenkasse für im Ausland entstandene Behandlungskosten nicht alles, in manchen Ländern sogar gar nichts. In vielen Fällen bedeutet das ein hohes finanzielles Risiko. Mit „Travel“ ist dagegen ein Versicherungsschutz von bis zu 100 Prozent der erstattungsfähigen Leistungen garantiert und ein medizinisch notwendiger Rücktransport ins Heimatland gewährleistet. Sei es also auf der Urlaubsreise oder auch auf einer Geschäftsreise – mit „Travel“ reist man in jedem Fall sicher.

So individuell, wie der Bedarf jedes Einzelnen ist, so individuell sind die Lösungen der DKV Luxembourg. Die Berater, die sich ausschließlich auf den Vertrieb von Krankenversicherungsprodukten spezialisiert haben, stehen jederzeit gern bereit, alle Fragen zu beantworten, um das optimale Ergebnis mit dem Kunden zu finden. Jedes bereits bei der DKV Luxembourg versicherte CGFP-Mitglied profitiert natürlich auch von den besonderen Konditionen. In jedem Fall sollten Sie Kontakt mit Bernd Woletz, Ihrem Ansprechpartner bei DKV Luxembourg, aufnehmen. Tel.: 42 64 64 - 236
Mail: bernd.woletz@dkv.lu

Bitte ausfüllen und einsenden an:

CGFP - Services
B.P. 210 – L-2012 Luxembourg

(Name)

(Vorname)

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

Ich bin CGFP-Mitglied und bitte um unverbindliche Informationen zur CGFP-Partnerschaft mit DKV Luxembourg S.A.

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Bitte ausfüllen und einsenden an:

CGFP - Services
B.P. 210 – L-2012 Luxembourg

(Name)

(Vorname)

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

Ich bin bereits DKV-Kunde und bitte, meinen bestehenden Vertrag in die dank der Kooperation mit CGFP-Services günstigere Fassung umzustellen.

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

(Versicherungsnummer)



Meine Nr. 1

Meine auch



Kommen auch Sie zur Nummer 1

SEIT 30 JAHREN AM STANDORT LUXEMBURG SIND WIR HEUTE DIE ERFOLGREICHSTE PRIVATE KRANKENVERSICHERUNG MIT UNSEREN PRODUKTEN BIETEN WIR EINEN OPTIMALEN VERSICHERUNGSSCHUTZ. UNSERE KUNDEN SCHÄTZEN UNSEREN GUTEN SERVICE. VERTRAUEN AUCH SIE ZUKÜNFTIG AUF UNS!

TELEFON 42 64 64-755 – E-MAIL CGFP@DKV.LU – WWW.DKV.LU

DKV – Voilà, de richtige Choix!

a member of 

Réussissons ensemble



Pour plus d'informations sur nos services bancaires, n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.



**BGL
BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

bgl.lu

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®]WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu



19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87



e-mail : wietor@internet.lu



Fir déi passend Schutzkleedung
sidd Dir zoustänneg...

mir suergen dofir dass Dir gutt
verséichert sidd!

Fir weider Informatiounen:

www.ame.lu



AME
ASSURANCES MUTUELLES D'EUROPE



7, Boulevard Joseph II
L-1840 LUXEMBOURG

Tél: +352 46 36 40
Fax: +352 46 36 44
Mail: ame@ame.lu



Mehr IQ für mehr qm!

Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

